

Travail de Bachelor pour l'obtention du diplôme Bachelor of Arts HES·SO en  
travail social

Haute École de Travail Social – HES·SO//Valais - Wallis

---

# Travailleurs sociaux et partis politiques face à l'asile

*Enquête dans le canton du Valais sur les liens entretenus entre les  
travailleurs du secteur social avec les quatre principaux partis  
politiques suisses dans le domaine de l'asile*



Réalisé par : Pont Aurélie

Promotion : Bach AS 11 PT

Sous la direction de : Gay Marcelle

Sierre, le 03.09.2014

# DÉCLARATION

*Les opinions émises dans ce travail n'engagent que leur auteure.  
Je certifie avoir personnellement écrit le Travail de Bachelor et ne pas avoir eu recours à d'autres sources que celles référencées. Tous les emprunts à d'autres auteur·e·s, que ce soit par citation ou paraphrase, sont clairement indiqués. Le présent travail n'a pas été utilisé dans une forme identique ou similaire dans le cadre de travaux à rendre durant les études. J'assure avoir respecté les principes éthiques tels que présentés dans le Code éthique de la recherche.*

*Par souci de simplicité dans l'écriture de ce travail, le genre masculin est utilisé comme représentant les deux genres.*

*Pont Aurélie*

# REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, par leur soutien, leur aide et leur collaboration, à la construction et réalisation de ce travail.

Un merci particulier pour :

- Les travailleurs sociaux et représentants politiques qui ont accepté de donner de leurs temps pour répondre à mes questions
- Mme Marcelle Gay, directrice de ce travail de Bachelor
- Mes relecteurs ; Zufferey Andrée, Lamon Viviane et Pointet Jérémy
- Mes proches

Je remercie également de tout cœur Christophe Pont pour ses conseils, ses corrections et sa disponibilité tout au long de cette aventure.

# RÉSUMÉ

Cette recherche se plonge dans la réalité politique et sociale du domaine de l'asile. Elle cherche à comprendre les positions et opinions de chaque protagoniste interrogé et les croise afin d'apercevoir les liens entretenus entre le travail social et les partis politiques. Malgré des relations qui me paraissaient évidentes, ces disciplines sont rarement mises en lien. Je me suis donc fixé comme but d'aller à la rencontre de ces deux mondes, aux objectifs, contraintes et réalités qui se retrouvent parfois opposés. Dès lors, quoi de mieux que de les unir en traitant d'asile ?

J'ai tout d'abord cherché à comprendre le positionnement des travailleurs sociaux interrogés face à la politique d'asile en Suisse. Au fil des entretiens, j'ai perçu, de leur part, une opinion négative de la politique d'asile, tant au niveau des décisions fédérales que de la politique menée par les quatre grands partis suisses. De plus, il ressort que la politique en matière d'asile semble aller dans le sens d'un durcissement, les votations populaires tendent à confirmer cette affirmation.

J'ai également interrogé des politiciens sur les prises de positions de leurs partis respectifs ; la pratique et l'expérience des travailleurs sociaux sur le terrain sont-elles prises en compte ? Les réponses apportées ont permis de mettre en évidence que les gens du terrain n'ont que peu d'influence sur les positions et discours politiques. En parallèle, aucun des travailleurs sociaux interrogés n'est investi dans un parti politique. L'échange et les connaissances réciproques entre ces deux mondes paraissent donc restreints.

Finalement, j'ai développé certaines propositions qui pourraient être explorées afin que le travail social et la politique entretiennent de meilleures relations, basées sur des connaissances réciproques. Il s'agit surtout de développer l'aspect communication du travail social face à la société et aux politiques, sur leurs actions.

# MOTS CLEFS

**Organisation politique suisse – partis politiques – législation – asile – travail social – collaboration – implication politique**

# Table des matières

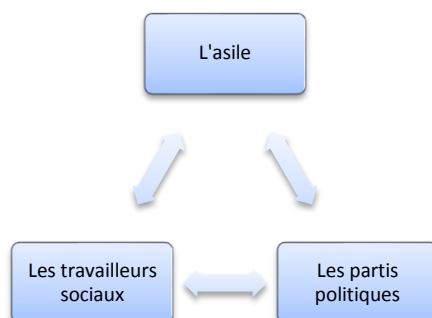
<b>1. Introduction.....</b>	<b>1</b>
1.1 Question de départ et objectifs .....	2
<b>2. Approche légale, politique et conceptuelle .....</b>	<b>3</b>
2.1 L'asile .....	3
2.1.1..... <i>Histoire et asile</i> .....	4
2.1.2..... <i>Motifs de migration</i> .....	5
2.1.3..... <i>L'organisation politique de l'asile en Suisse</i> .....	6
2.1.4..... <i>La demande d'asile</i> .....	6
2.1.5..... <i>Les permis de séjour</i> .....	8
2.1.6..... <i>Les demandeurs d'asile, arrivées et Etats de provenance</i> .....	9
2.1.7..... <i>Les sans-papiers</i> .....	9
2.2 Les partis politiques en Suisse.....	10
2.2.1..... <i>Les droits politiques</i> .....	10
2.2.2..... <i>La création des partis politiques</i> .....	10
2.2.3..... <i>L'axe gauche-droite</i> .....	11
2.2.4..... <i>Les principaux partis politiques suisses</i> .....	11
2.3 Le travail social.....	13
2.3.1..... <i>Historique du travail social en Suisse</i> .....	13
2.3.2..... <i>Ethique et déontologie</i> .....	15
2.3.3..... <i>Le travail social, un intermédiaire</i> .....	15
<b>3. Points de vue des principaux partis politiques sur l'asile .....</b>	<b>17</b>
3.1 Des opinions divergentes.....	18
3.1.1..... <i>Retour sur le tableau</i> .....	18
<b>4. Asile et intégration ? .....</b>	<b>20</b>
4.1 Intégration et asile vus par les partis politiques suisses .....	21
4.1.1..... <i>Retour sur le tableau</i> .....	23
<b>5. Problématique et hypothèses .....</b>	<b>24</b>
<b>6. Méthodologie de l'enquête.....</b>	<b>25</b>
6.1 Echantillons et présentation des terrains .....	25
6.1.1..... <i>Groupe « travailleurs sociaux »</i> .....	25
6.1.2..... <i>Groupe « partis politiques »</i> .....	27
6.2 Méthode de recueil des données .....	28
6.2.1..... <i>Entretien de recherche</i> .....	28
6.2.2..... <i>Questionnaires</i> .....	28
6.3 Enjeux éthiques et limites de la recherche.....	28
<b>7. Analyse et interprétation des résultats .....</b>	<b>29</b>
7.1 Groupe des travailleurs sociaux.....	29

7.1.1.....	<i>Le domaine de l'asile, un choix ?</i> .....	29
7.1.2.....	<i>Le travailleur social, un intermédiaire ?</i> .....	30
7.1.3.....	<i>La perception de la société face à l'asile</i> .....	31
7.2	Groupe des représentants politiques .....	32
7.2.1.....	<i>Implication politique dans le domaine de l'asile</i> .....	32
7.2.2.....	<i>Positionnement sur l'asile</i> .....	32
7.2.3.....	<i>L'augmentation des demandeurs d'asile</i> .....	35
7.3	Regards croisés.....	37
7.3.1.....	<i>L'asile : développement et perspectives</i> .....	37
7.3.2.....	<i>L'intégration des requérants d'asile</i> .....	40
7.3.3.....	<i>Les partis politiques vus par les travailleurs sociaux</i> .....	41
7.3.4.....	<i>Le métier et le rôle du travail social vus par les représentants politiques</i> ....	43
7.3.5.....	<i>Sens de l'action des travailleurs sociaux</i> .....	45
7.3.6.....	<i>L'influence et les liens entre la politique et le travail social</i> .....	47
7.3.7.....	<i>Avenir du travail social dans le domaine de l'asile</i> .....	48
7.3.8.....	<i>Les discours des politiques, en adéquation avec la réalité ?</i> .....	49
7.3.9.....	<i>Les travailleurs sociaux, impliqués en politique ?</i> .....	50
<b>8.</b>	<b>Hypothèses et pistes d'action</b> .....	<b>52</b>
8.1	Hypothèse 1 .....	52
8.2	Hypothèse 2 .....	53
8.3	Hypothèse 3 .....	53
8.4	Pistes et outils proposés .....	54
<b>9.</b>	<b>Conclusion</b> .....	<b>55</b>
<b>10.</b>	<b>Abréviations</b> .....	<b>56</b>
<b>11.</b>	<b>Bibliographie</b> .....	<b>57</b>
11.1	Textes de lois .....	57
11.2	Monographies, recherches et rapports .....	57
11.3	Cyberographie .....	59
<b>Annexes</b>	.....	<b>I</b>

# 1. INTRODUCTION

Ce chapitre traitera du cadre établi préalablement autour de ce travail de recherche. Il débutera par une première partie introductive, présentant les pôles autour desquels ce travail sera construit. Puis, le processus de réalisation du travail sera exposé pour conclure sur la formulation ainsi que la présentation de la question de recherche et des objectifs qui gravitent autour de celle-ci.

Ce travail est construit autour des trois pôles d'un triangle et des interactions qu'ils entretiennent. Il se présente de la manière suivante :



Les trois pôles schématisés ci-dessus interagissent de manière continue et réciproque ;

Les sujets qui tournent autour des étrangers, l'asile y compris, sont constamment amenés sur le devant de la scène médiatique, ils sont discutés, débattus et remis en cause. Les partis politiques sont, en général, très impliqués lors de ces débats. Chacun amène des arguments, en y intégrant exemples et statistiques.

Que ce soit dans les milieux associatifs ou dans le secteur public, un bon nombre de travailleurs sociaux ont une activité professionnelle liée de près ou de loin au domaine de l'asile.

L'action des travailleurs sociaux est encadrée par un système législatif. Celui-ci est édicté par la politique. La politique influence donc la marge de manœuvre des travailleurs sociaux.

Ce travail débuta par le choix d'un sujet ; plusieurs idées potentielles me sont venues à l'esprit, il a donc fallu les trier. Un travail de cette ampleur nécessite une réflexion approfondie quant au choix du sujet, la logique suivie a donc respecté certains critères :

- Intérêt personnel et professionnel
- Projet réalisable et réaliste

Au terme de cette réflexion, le domaine de la politique est ressorti, je l'ai lié à l'asile car je ne voyais pas de meilleur sujet pour traiter de politique dans un contexte social. Ces trois pôles ont ensuite été mis en lien afin d'en ressortir un projet de recherche clair et défini.

La phase suivante fut dédiée à la définition du cadre, délimité par des concepts théoriques ciblés (les trois pôles). Par la suite, l'appréhension des trois concepts fut nécessaire. En effet, ces concepts étant vastes, il a fallu définir des éléments pertinents à développer dans la cadre de la recherche.

Après la définition des concepts, la suite de la démarche fut d'opter pour une méthodologie « d'enquête ». Plusieurs personnes ont été questionnées, puis leurs réponses ont été reprises et analysées. Pour finir, les résultats de ces étapes ont été synthétisés afin de répondre aux hypothèses posées au préalable mais aussi pour en ressortir une réflexion personnelle en guise de pistes d'action et de conclusion.

Tout au long de la recherche, la notion d'objectivité fut centrale car :

« [...] un chercheur doit faire preuve d'objectivité, c'est-à-dire qu'il doit modifier ou détruire ses vérités si la réalité les dément, mais aussi que ses valeurs, préjugés et croyances etc..., ne doivent pas déformer ses observations du réel. » (Dépelteau, 2010, page 40)

Le sujet traité touche l'émotionnel, afin que la recherche garde tout son sens, c'est une notion que je ne voulais absolument pas perdre de vue.

## 1.1 Question de départ et objectifs

L'asile alimente les débats et implique des personnes avec des opinions bien distinctes et souvent très opposées. C'est un sujet vaste qui laisse rarement indifférent et qui questionne notre sensibilité ainsi que notre rapport au monde.

La politique est un engagement pour un idéal vis-à-vis de la société dans laquelle on vit. L'orientation de nos idées se fait de part et d'autre, selon nos valeurs, nos croyances, notre sensibilité... La présence de la politique dans nos vies quotidiennes est indéniable et son influence sur notre société et son devenir est considérable.

En tant que travailleuse sociale, le monde de la politique et celui de l'asile m'ont beaucoup intriguée et questionnée. Je pense que la rencontre de ces deux mondes, en lien avec les fondements et valeurs que veut transmettre le travail social, est un sujet intéressant à développer et analyser.

Ma question de départ est la suivante :

*Quels sont les liens entretenus entre les travailleurs du secteur social avec les quatre principaux partis politiques suisses dans le domaine de l'asile, en Valais ?*

Comme évoqué ci-dessus, l'asile est un thème souvent discuté et débattu en politique. Ce phénomène entraîne, dans certains cas, des propositions et votations visant à changer la loi. Une votation acceptée par le peuple implique un changement de loi et parfois, dans le courant de celui-ci, une modification de la pratique des gens du terrain. La question qui se pose, dans ce travail, est de savoir comment les travailleurs sociaux se positionnent et s'adaptent, professionnellement, à ces changements de loi ? Sont-ils en accord avec ces derniers ?

Les partis politiques sont souvent à la base d'initiative ayant pour but de changer la loi. Ils fondent leurs discours à partir d'exemples, de statistiques, d'arguments... Ce travail de recherche a également pour but d'essayer de comprendre : quelle place accorde-t-on aux gens du terrain, et plus précisément aux travailleurs sociaux ? Quelle importance la théorie des discours politiques laisse-t-elle à la pratique du terrain ? Est-ce que les travailleurs sociaux ont ou prennent l'occasion de partager leurs expériences et leurs avis ? Pour ce faire, s'engagent-ils en politique ?

L'objectif principal est d'établir les liens et rapports qu'entretiennent les travailleurs sociaux avec les politiciens, issus des principaux partis politiques suisses, dans le domaine de l'asile. Pour ce faire, d'autres objectifs de type « opérationnel » sont posés. Ils peuvent être énoncés de la manière suivante :

- Créer un cadre de recherche théorique, incluant plusieurs concepts et permettant de comprendre la problématique des trois pôles abordés précédemment (asile, partis politiques et travailleurs sociaux).
- Rencontrer différents acteurs concernés par la recherche afin de leur poser des questions.
- Faire le lien entre les rencontres et le cadre théorique afin d'analyser ce qui en ressort.

## 2. APPROCHE LÉGALE, POLITIQUE ET CONCEPTUELLE

Les trois thèmes autour desquels tourne la question de recherche sont les suivants :

- L'asile
- Les partis politiques suisses
- Le travail social

Ils seront décrits et présentés dans les pages qui suivent. Cette entrée en matière permettra une meilleure compréhension et contextualisation de ces concepts à un niveau suisse. Ceci, dans le but de pouvoir faire un lien entre eux, dans la deuxième partie de ce travail.

Dans un premier temps, l'asile sera introduit historiquement et légalement. C'est un domaine très large qui comprend beaucoup d'informations ; celles-ci seront résumées et ciblées sur la question de recherche de ce travail. Les procédures concernant les demandes d'asile et les permis de séjour sont deux sous-thèmes qui vont être développés, ils seront mis en lien avec des statistiques sur le sujet. Ceux-ci permettent d'éclairer le système de l'asile en Suisse et touchent directement les travailleurs sociaux ainsi que les politiques.

Notre pays est composé de plusieurs partis politiques, avec des sensibilités et des positions différentes et divergentes. Les quatre grands partis suisses seront présentés en faisant, tout d'abord, le lien avec leurs degrés de représentation au gouvernement. Puis suivra une exposition plus formelle de ces entités politiques (fondation, présidence, nombre de membre et aspirations politiques). Cette introduction dépeindra le paysage politique suisse.

Pour clore ce chapitre, la dernière partie sera consacrée au positionnement professionnel du travailleur social. Celui-ci sera tout d'abord contextualisé. Il est en effet important d'aborder les principes de base du travail social tels que ses objectifs, devoirs, valeurs, normes... car toutes ces facettes permettent au travailleur social de se positionner.

### 2.1 L'asile

La migration est un déplacement d'individus, d'un pays vers un autre ou d'une région vers une autre.<sup>1</sup> On peut donc distinguer la migration interne au pays (nationale) ou externe (internationale). Deux préfixes peuvent être ajoutés au mot « migration » et ainsi en modifier son sens<sup>2</sup> ;

- Émigration : départ de son pays pour aller se fixer dans un autre.
- Immigration : venir se fixer dans un pays étranger au sien.

L'immigration a joué un rôle central dans le développement de notre pays :

« L'immigration représente [...], ne serait-ce qu'au plan strictement démographique, une composante majeure de l'histoire récente de la Suisse. Elle a permis à ce pays de connaître durant la décennie 1990-2000 l'une des plus fortes croissances démographiques d'Europe de l'Ouest, sa population passant de 6,9 millions à 7,3 millions (+5,9%). » (Piguet, 2009, page 9)

---

<sup>1</sup> [www.larousse.fr](http://www.larousse.fr), « définition »

<sup>2</sup> Loc. cit.



Jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, la Suisse était plutôt un pays d'émigration, qui avait comme tradition d'envoyer ses ressortissants au-delà des mers (Piguet, 2009, page 11). Elle a d'ailleurs connu une vague de départ pour l'Amérique, le Canada, l'Argentine..., car la vie en Suisse était devenue difficile. Cette situation va peu à peu évoluer, notamment en raison d'un besoin de main d'œuvre.

« Des artisans qualifiés issus des régions frontalières d'Allemagne, de France et d'Autriche [viennent s'installer en Suisse]. Ils sont rejoints dès 1885 environ par des ouvriers italiens. Dès 1890, on compte en Suisse, pour la première fois, plus d'immigrants que d'émigrants. » (Piguet, 2009, page 13)

En parallèle de la migration en lien avec le travail, il existe une migration liée au contexte politique et social du pays d'origine. Cette deuxième forme de migration va construire le mot « asile » et toucher l'histoire suisse.

### 2.1.1 Histoire et asile

« Le mot "asile" vient du grec, il désigne un lieu où se réfugier en sûreté contre un danger ou une persécution. » (Jacomet, Hery, Hoffs et Imbeck, 2013, page 6) En Suisse, c'est un statut que l'on octroie à une personne qui est en danger dans son pays et qui vient chercher refuge et protection. La situation du réfugié sera examinée à partir de plusieurs critères afin d'accorder, ou non, l'asile.

« La réputation de la Suisse comme pays d'accueil pour les réfugiés se nourrit de quelques images historiques fortes. » (Piguet, 2009, page 70) Ces images peuvent être représentées par plusieurs faits marquants dont deux sont cités ci-dessous : (Piguet, 2009, page 70)

- Le « grand refuge » des Huguenots après la Révocation de l'Edit de Nantes par Louis XIV en 1685
- L'accueil temporaire des soldats du général Bourbaki passant la frontière en plein hiver 1871 dans la région du Val-de-Travers

La politique suisse en matière d'asile est basée principalement sur la Convention sur les étrangers, édictée à Genève en 1951 :

« La convention a pour objet de définir la qualité de réfugié et les conditions de reconnaissance du statut qui y est lié. Elle pose par ailleurs pour principe que nul ne peut être refoulé dans un État où sa vie ou sa liberté serait menacée. De plus, aux termes de la Convention européenne des Droits de l'Homme (CEDH) de 1950, nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants. »<sup>3</sup>

Cette convention sera appliquée de manière concrète, cinq ans après sa ratification (1956), lorsque l'armée rouge prend le contrôle de la Hongrie. Des milliers de Hongrois fuient leur pays en direction de l'Autriche. Les réfugiés étant trop nombreux pour un seul pays, plusieurs États vont soutenir l'Autriche en accueillant des Hongrois. La Suisse accueillera 13'700 réfugiés lors de ce conflit.

« De manière générale, c'est à bras ouverts que la Suisse accueille ces Hongrois qui, dans une période marquée par l'anticommunisme et la peur de l'URSS, font figure de héros malheureux. » (Piguet, 2009, page 73)

L'accueil de réfugiés sera réitéré dans les années 1960 avec des Tibétains et des Tchécoslovaques. La fuite d'un régime communiste ainsi que la prospérité économique de la Suisse seront deux facteurs qui faciliteront l'accueil de ces deux groupes de réfugiés. (Piguet, 2009, page 75) Par la suite, une série d'événements liés à des crises et des conflits dans certains pays amènent la Suisse à accueillir d'autres réfugiés (Chili, Asie du Sud-Est, Pologne...).<sup>4</sup>

<sup>3</sup> [www.bfm.admin.ch](http://www.bfm.admin.ch), « définition du terme réfugié et le droit d'asile en Suisse »

<sup>4</sup> Loc. cit., « tradition humanitaire »

Dans les années qui suivent l'entrée en vigueur de la première Loi sur l'Asile (LAsi), en 1981, le nombre de demandes d'asile accroît de manière considérable jusqu'à atteindre 14'600 requêtes en 1991 (Piguet, 2009, pages 77-79). La 7<sup>ème</sup> révision de la LAsi fera suite à la situation délicate du Kosovo qui engendre un niveau record des demandes d'asile, soit 46'000 en 1999. Légalement, des mesures urgentes seront mises en place, telles que l'octroi du statut d'admis provisoire ;

« Cette mesure garantit aux fugitifs qu'ils ne seront pas refoulés vers leur région d'origine mais leur interdit en même temps l'accès au statut de réfugié proprement dit [...]. L'admission provisoire sera levée après l'intervention internationale au Kosovo et débouchera sur le retour, volontaire ou forcé, de dizaines de milliers d'exilés. » (Piguet, 2009, page 81)

Il va découler de ce phénomène un changement de perception de l'asile ; désormais l'asile n'est plus forcément octroyé de manière définitive mais, de manière provisoire avec l'objectif, de la part des autorités suisses, d'un retour au pays lorsque la situation se sera stabilisée. D'ailleurs, depuis 1981, la LAsi s'est vue révisée à 11 reprises.

### 2.1.2 Motifs de migration

La migration est un phénomène qui a toujours existé, cependant, depuis quelques centaines d'années, celui-ci prend de l'ampleur :

« Depuis que l'homme est sur terre, des populations n'ont cessé de se déplacer dans d'autres régions du globe dans l'espoir de se bâtir une nouvelle existence. Au cours des siècles derniers, ce sont les guerres qui, à plusieurs reprises, ont provoqué des flux massifs de réfugiés. Ces dernières décennies, les mouvements migratoires dans le monde ont pris des proportions jamais atteintes jusqu'ici. Des études réalisées par des organisations internationales estiment effectivement à plus de 175 millions le nombre de personnes vivant actuellement loin de chez elles, parmi lesquelles 19,2 millions de "réfugiés" ou de "personnes déplacées par la guerre". »<sup>5</sup>

L'Office fédéral des migrations (ODM) énumère quatre principaux motifs de migration<sup>6</sup> ;

- Des conditions de vie difficiles (manque de denrées de base, mauvaises conditions pour travailler, manque de perspectives professionnelles, catastrophes naturelles)
- Peu de perspectives d'avenir liées à l'économie du pays d'origine
- Fuite du pays d'origine en raison d'actes de violence, d'abus de pouvoir, de guerres...
- Médiatisation et attrait des Etats industrialisés.

Lorsqu'il s'agit d'expliquer l'augmentation des requérants d'asile, l'ODM avance un certain nombre de « motifs de migration ». (ODM, 2013, pages 3 et 4) Certains d'entre eux sont cités ci-dessous<sup>7</sup> :

- Regroupement familial
- Nombre élevé de naissances
- Espace Schengen et libre-circulation
- Crise économique dans certains pays européens
- ...

<sup>5</sup> [www.bfm.admin.ch](http://www.bfm.admin.ch), « motifs de migration »

<sup>6</sup> Loc. cit.

<sup>7</sup> Les critères ont été regroupés. Dans le document initial, les explications étaient mises en lien avec différentes nationalités.

### 2.1.3 L'organisation politique de l'asile en Suisse

En Suisse, le thème de l'asile est codifié par la Loi sur l'Asile, elle a pour but de régler (LAsi, art.1) :

- L'octroi de l'asile et le statut des réfugiés en Suisse
- La protection provisoire accordée en Suisse à ceux qui en ont besoin (personnes à protéger) ainsi que leur retour dans leur pays d'origine ou de provenance ou dans un Etat tiers

C'est « l'ODM [qui] décide de l'octroi ou du refus de l'asile, ainsi que du renvoi d'un requérant de Suisse. » (LAsi, art. 6, al.1). Cet organe étatique se base sur l'art. 3 de la LAsi qui définit le terme de « réfugié » et ainsi, les motifs de fuite reconnus pour octroyer l'asile. Cet article stipule :

« <sup>1</sup> Sont des réfugiés les personnes qui, dans leur Etat d'origine ou dans le pays de leur dernière résidence, sont exposées à de sérieux préjudices ou craignent à juste titre de l'être en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social déterminé ou de leurs opinions politiques.

<sup>2</sup> Sont notamment considérés comme de sérieux préjudices la mise en danger de la vie, de l'intégrité corporelle ou de la liberté, de même que les mesures qui entraînent une pression psychique insupportable. Il y a lieu de tenir compte des motifs de fuite spécifiques aux femmes. »

L'ODM applique le cadre législatif qui tourne autour de l'asile. Il s'occupe notamment de<sup>8</sup> :

- Réglementer les conditions dans lesquelles une personne peut entrer, vivre et travailler en Suisse
- Définir qui doit être protégé contre d'éventuelles persécutions
- Coordonner les efforts déployés par la Confédération, les cantons et les communes en matière d'intégration.

Cet office fait partie du Département de justice et police (DFJP). C'est actuellement la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga qui se trouve à la tête de ce département.

### 2.1.4 La demande d'asile

Les personnes concernées par la LAsi sont celles qui ont fait une demande d'asile. Celle-ci est définie par la loi :

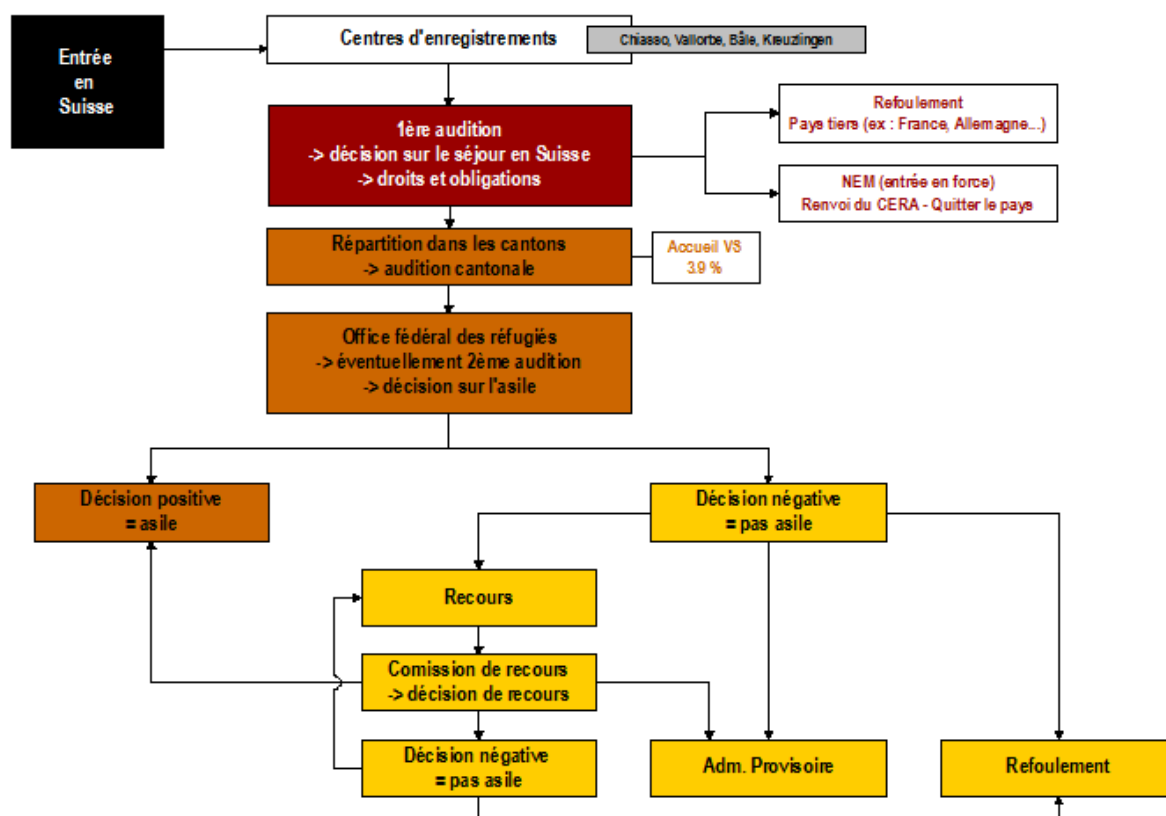
« Est considérée comme une demande d'asile toute manifestation de volonté par laquelle une personne demande à la Suisse de la protéger contre des persécutions. » (LAsi, art 18)

La demande peut être déposée au poste de contrôle d'un aéroport suisse, à un poste-frontière ouvert ou dans un centre d'enregistrement lors de l'entrée sur le territoire suisse. (LAsi, art 19, al.1) Les centres d'enregistrement en Suisse se trouvent à Chiasso (TI), Vallorbe (VD), Bâle, Kreuzlingen (TG), et Altstätten (SG).<sup>9</sup>

Pour demander l'asile, le requérant est tenu de collaborer. Il devra entre autre prouver ou rendre vraisemblable qu'il est effectivement réfugié. Il devra également coopérer avec les autorités en donnant son identité, ses documents de voyages et pièces d'identité, expliquer les raisons qui le poussent à venir demander l'asile, fournir les preuves qui sont en sa possession concernant sa qualité de réfugié et collaborer à la saisie de ses données biométrique. (LAsi art. 7 et 8)

<sup>8</sup> [www.bfm.admin.ch](http://www.bfm.admin.ch), « accueil ODM ».

<sup>9</sup> Ibid., « aperçu : centre d'enregistrement et de procédure »



Le tableau<sup>10</sup> ci-dessus schématise le processus que suit une demande d'asile. Elle commence à partir du moment où le requérant entre en Suisse et dépose sa demande, jusqu'à la décision finale rendue par l'ODM concernant cette requête.

En analysant ce tableau, un constat peut être fait : le parcours des requérants d'asile n'est pas linéaire et simple. Il devra passer deux à trois auditions avant de recevoir une décision. En cas de décision négative, le requérant a un droit de recours, quelle que soit sa situation. Lorsque le droit de recours est épuisé, les décisions entrent en force. Il existe une situation dans laquelle le requérant sera prié de quitter la Suisse après la première audition :

#### 2.1.4.1 Les non-entrées en matières (NEM)

« Une décision de non-entrée en matière signifie que, pour des raisons formelles, il ne sera pas donné suite à la demande d'asile. La demande déposée ne fait l'objet que d'un examen limité. Les personnes concernées doivent en règle générale quitter immédiatement la Suisse. »<sup>11</sup>

Les personnes ayant reçu une décision de non-entrée en matière ont cinq jours pour formuler un recours au Tribunal administratif fédéral (TAF). Ils pourront rester en Suisse jusqu'à la décision du recours. (LAsi, art 108) « Le motif de non-entrée en matière le plus courant dans la pratique est la non-compétence de la Suisse en vertu du règlement Dublin. » (Jacomet, Hery, Hoffs et Imbeck, 2013, page 18). L'Accord d'association à Dublin a été accepté par le peuple suisse, dans le cadre des Accords bilatéraux II et mis en vigueur le 12 décembre 2008<sup>12</sup>. Cet accord concerne les demandes d'asile faites premièrement dans un Etat signataire de l'accord. Selon le département des affaires européennes (DAE), le but de ce texte est de « mieux répartir les charges [entre les Etats] et d'éviter que les demandeurs d'asile ne soient renvoyés d'un pays à l'autre ». <sup>13</sup> Un requérant d'asile ayant

<sup>10</sup> [www.bfm.admin.ch](http://www.bfm.admin.ch)

<sup>11</sup> [www.fluechtlingshilfe.ch](http://www.fluechtlingshilfe.ch), « non-entrée en matière »

<sup>12</sup> [www.bfm.admin.ch](http://www.bfm.admin.ch), « Schengen/Dublin »

<sup>13</sup> [www.europa.admin.ch](http://www.europa.admin.ch), « l'accord d'association à Dublin »

déjà déposé une demande dans un autre Etat membre de l'accord Dublin ne pourra donc pas voir analyser sa demande et sera transféré dans celui-ci. « Ces dernières années, 30 à 50% des demandes d'asile ont donné lieu à une non-entrée en matière en vertu du Règlement Dublin. » (Jacomet, Hery, Hoffs et Imbeck, 2013, page 46)

## 2.1.5 Les permis de séjour

Les permis de séjour, ou livrets, permettent à une personne de nationalité étrangère de s'établir et/ou de travailler en Suisse. « Les titres de séjour relevant de la législation sur l'asile sont délivrés par l'office cantonal de la population (OCP) pour le compte de l'ODM qui est l'autorité de décision. »<sup>14</sup>. La loi suisse différencie les intra-européens (ressortissants de l'Union européenne (UE) et de l'association européenne de libre-échange (AELE)) et les extra-européens. Les permis de séjour seront les mêmes, cependant les conditions et libertés seront différentes (regroupement familial, mariages mixtes...). L'asile est toutefois un domaine qui ne concerne en général pas les ressortissants de l'UE/AELE. Pour rester fidèle au thème de ce travail, les permis de séjour attribués aux requérants d'asile seront mis en avant et développés. Le tableau<sup>15</sup> ci-dessous montre un aperçu des différents permis qui peuvent être attribués, dans le cadre d'une procédure d'asile :

Permis de séjours	Personnes concernées	Durée de validité	Accès au marché du travail	Formation professionnelle
Livret F	Pour les étrangers admis provisoirement qui font l'objet d'une décision de renvoi qui ne peut pas être exécutée	12 mois, peut être prolongé en cas de maintien des motifs d'octroi	Avec autorisation préalable	Oui
Livret N	Pour les requérants d'asile en cours de procédure	6 mois, peut être prolongé	Avec autorisation préalable	
Livret S	Pour les personnes à protéger (délivrance collective)		Avec autorisation préalable	

**Tableau 2: récapitulatif des permis de séjour concernant le domaine de l'asile**

Le permis de travail des requérants d'asile est réglé selon cette procédure :

« Les requérants d'asile n'ont pas le droit de travailler pendant les trois premiers mois. Un livret N leur est ensuite délivré, qui donne accès au marché du travail (à l'exclusion de la formation professionnelle) au même titre que le permis B. Les requérants d'asile qui ont été déboutés mais qui sont admis provisoirement (permis F) ont accès au marché du travail et à la formation professionnelle, sous réserve des contingents. Leur statut, les autorités compétentes et la procédure relèvent des autorités de l'asile. »<sup>16</sup>

Il existe d'autres sortes de livrets qui relèvent de la Loi fédérale sur les étrangers (LEtr)<sup>17</sup> :

- Livret B (autorisation de séjour)
- Livret C (autorisation d'établissement)
- Livret Ci (autorisation de séjour avec activité lucrative)
- Livret G (autorisation frontalière)
- Livret L (autorisation de courte durée)

<sup>14</sup> [www.guidesocial.ch](http://www.guidesocial.ch), « travailleurs, travailleuses étrangères en Suisse »

<sup>15</sup> [www.bfm.admin.ch](http://www.bfm.admin.ch), « séjour : non-ressortissants de l'UE/AELE »

<sup>16</sup> Op. cit., [www.guidesocial.ch](http://www.guidesocial.ch)

<sup>17</sup> Op.cit., [www.bfm.admin.ch](http://www.bfm.admin.ch)

Les personnes possédant l'un des trois livrets cités ci-dessus peuvent, dans certains cas, recevoir un livret B réfugié au terme de leur procédure d'asile, sous certaines conditions et après un certain temps. Par exemple :

« Les personnes admises à titre provisoire [livret F) ont la possibilité de demander une autorisation de séjour [livret B réfugié], pour autant qu'elles remplissent certaines conditions. L'une d'entre elles est d'être bien intégré et financièrement indépendant. » (ODM, Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), 2012, page 2)

Le livret B réfugié octroie les mêmes droits qu'un livret B ordinaire. La suite de la procédure peut être la demande d'un livret C, puis éventuellement une demande de naturalisation.

## 2.1.6 Les demandeurs d'asile, arrivées et Etats de provenance

Le tableau ci-contre indique les dix pays de provenance des requérants d'asile, les plus présents en Suisse, ainsi que le nombre de demandes d'asile enregistrées en 2012 et 2013.

Nous pouvons constater que, le nombre d'arrivées varie selon les années. L'année 2012 a enregistré 28'631 demandes d'asiles, c'est selon l'ODM, « le nombre de demandes le plus élevé depuis l'afflux record enregistré en 1999 (47'513 demandes) » (ODM, 2013, page 3). Contrairement à 2012, l'année 2013 a vu le nombre de personnes en processus d'asile diminuer (21'465 personnes).

Notons également que chacun des pays traverse une période difficile et a une situation politique délicate voire tendue.

	Nationalité	Demandes d'asile 2012	Demandes d'asile 2013	En pour cent du total
1	Erythrée	4'407	2'563	11.9
2	Syrie	1'229	1'901	8.9
3	Nigéria	2'746	1'764	8.2
4	Tunisie	2'239	1'737	8.1
5	Maroc	931	1'068	5.0
6	Afghanistan	1'386	892	4.2
7	Algérie	762	792	3.7
8	Kosovo	579	698	3.3
9	Sri Lanka	494	684	3.2
10	Chine (rép. pop)	808	675	3.1
	Autres	13'050	8'691	40.5
	<b>Total</b>	<b>28'631</b>	<b>21'465</b>	<b>100.0</b>

**Tableau 3: demandes d'asile par pays d'origine (ODM, 2014, page 11)**

## 2.1.7 Les sans-papiers

Le processus de l'asile est un chemin rempli d'embûches pour les requérants. Au terme de leur procédure, certains peuvent recevoir une décision négative et être priés de quitter la Suisse dans les plus brefs délais. Certains d'entre eux font pourtant le choix de rester en Suisse mais en se cachant, ils deviennent alors « sans-papiers » ;

« L'augmentation du nombre de requérants d'asile déboutés, observée au cours de ces cinq dernières années, permet de conclure à une hausse du nombre de personnes sans autorisation de séjour. » (Commission fédérale pour les questions de migration (CFM), 2010, page 8)

Leur nombre est difficile à estimer mais, selon les études réalisées, ils sont nombreux en Suisse (entre 70'000 et 300'000). (CFM, 2010, page 8)

## **2.2 Les partis politiques en Suisse**

Selon la Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst), toute personne ayant la nationalité suisse ainsi que 18 ans révolus (sauf pour cause de maladie mentale ou de faiblesse d'esprit) jouit des droits mais aussi des devoirs politiques. (Cst, art. 136, al. 1)

### **2.2.1 Les droits politiques**

Les droits politiques fondamentaux se comptent au nombre de trois et sont les suivants : (Golay, 2013, page 20)

- Le droit de vote : choix entre l'acceptation, le rejet ou l'abstention lors des votes
- Le droit d'élection : choix de ses représentants lors des élections
- Le droit d'éligibilité : droit d'être candidat aux élections.

Deux autres droits, spécifiquement liés au contexte politique suisse, peuvent être ajoutés à cette liste :

- Le droit d'initiative : récolte de signatures en vue d'une modification partielle ou totale de la Constitution (Cst, art. 138 et art. 139)
- Le droit de référendum : vote du peuple sur un texte législatif voté par le parlement (Cst, art 141)

Lorsque certains citoyens veulent proposer une initiative ou un référendum, il leur faut récolter un certain nombre de signatures en un temps donné. Ces conditions diffèrent selon qu'il s'agisse d'une initiative ou d'un référendum.

### **2.2.2 La création des partis politiques**

Des groupes de citoyens se rassemblent et forment des groupes appelés « partis politiques ». Ils sont définis comme suit :

« Les partis sont des formations politiques regroupant des personnes qui partagent la même vision du monde, à savoir une certaine conception de l'Etat, de la société, de l'économie, etc. Intermédiaires entre le peuple et les institutions étatiques, ils sont indispensables au bon fonctionnement d'une démocratie. Le paysage politique suisse est aussi composite que le pays. En principe, les quatre partis qui comptabilisent le plus d'électeurs forment le gouvernement. » (Confédération Suisse, 2013, page 18)

La Constitution les caractérise de la manière suivante : « Les partis politiques contribuent à former l'opinion et la volonté populaires ». (Cst, art. 137)

Les conflits ont réuni ces personnes ayant « la même vision du monde », comme expliqué ci-dessous :

« Les partis politiques se sont formés autour de conflits entre des groupes de personnes opposés. La lutte entre les ouvriers et les propriétaires d'industrie a ainsi donné naissance à l'opposition traditionnelle entre les partis de gauche et les partis de droite. » (Golay, 2013, page 28)



### 2.2.3 L'axe gauche-droite

Les aspirations politiques des partis peuvent être dessinées sur un axe scindé en cinq parties (extrême gauche, gauche, centre, droite, extrême droite). Cet axe est souvent remis en question et discuté dans la presse et dans les partis politiques eux-mêmes.

Ces tendances peuvent être résumées de la sorte :

	<b>Extrême gauche</b>	<b>Gauche</b>	<b>Centre</b>	<b>Droite</b>	<b>Extrême droite</b>
<b>Intervention de l'Etat</b>	Forte intervention	Intervention modérée	Intervention limitée	Faible intervention	
<b>Défense des intérêts</b>	Ouvriers et des classes défavorisées	Classe moyenne et employés	Classe moyenne	Economie et couches supérieures de la population (cadres, professions libérales)	Regroupe les « déçus du système » et les opposants au changement
<b>Spécificités</b>	Désire taxer les riches	Attachée aux services publics		Encourage les baisses d'impôts et les privatisations des services publics	Anti-européenne, nationaliste et xénophobe
<b>Conception de l'Etat</b>	Aspire à système égalitaire	Principe de solidarité		Libéralisme économique	

*Tableau 4: tendances politiques suisses (Golay, 2013, page 30 et 31)*

### 2.2.4 Les principaux partis politiques suisses

Les quatre partis qui composent principalement le gouvernement sont les suivants<sup>18</sup> :

- le parti démocrate-chrétien (PDC)
- le parti libéral radical (PLR)
- le parti socialiste suisse (PSS)
- l'union démocratique du centre (UDC)

Ces quatre formations comptabilisent le plus d'électeurs (Confédération suisse, 2013, page 18).

<sup>18</sup> Les partis sont listés dans l'ordre alphabétique.



Voici un tableau présentant brièvement les quatre grands partis politiques suisses mentionnés.

	Fondé en	Président <sup>19</sup>	Nombre de membres	Aspirations politiques
<b>PDC</b>	1912	M. Christophe Darbellay	100'000	Centre
<b>PLR</b>	1894	M. Philipp Müller	120'000	Centre – droite
<b>PSS</b>	1888	M. Christian Levrat	35'000	Gauche
<b>UDC</b>	1971	M. Toni Brunner	90'000	Droite

**Tableau 5: présentation des grands partis politiques suisses (Confédération Suisse, 2013, page 18-19)**

De manière générale, les partis politiques poursuivent un but. Celui-ci est détaillé comme ceci :

« Le but d'un parti est de participer aux élections et d'obtenir des mandats politiques pour pouvoir influencer la gestion de l'Etat et mettre en place un projet de société. [...] En Suisse, aucun parti ne dispose de la majorité absolue. La politique s'y résume donc à un compromis permanent entre les partis, chacun pesant de son poids respectif dans la balance. » (Golay, 2013, page 29)

Ce but est très important car si les partis perdent des voix ou des sièges au parlement, ils seront moins représentés et auront plus de peine à faire accepter leurs idées et propositions.

Comme démontré dans le tableau ci-dessous, chacun de ces partis possède bien un ou plusieurs de ses membres dans les différents organes du parlement fédéral.

	Conseil fédéral	Conseil des Etats	Conseil National
<b>PDC</b>	1	13	28
<b>PLR</b>	2	11	30
<b>PSS</b>	2	11	46
<b>UDC</b>	1	5	54
<b>Nombre total de sièges</b>	7	46	200

**Tableau 6: répartition des partis au gouvernement (Confédération Suisse, 2013, page 18 et 19)**

<sup>19</sup> À noter que tous les présidents actuels des partis sont conseillers nationaux à Berne.

## 2.3 Le travail social

L'intervention sociale comprend un certain nombre de facettes telles que les exigences, les outils, les techniques... qui enrichissent sa conception et qui en font « un art » complexe. Afin de rester fidèle et adéquat au thème choisi pour ce travail de Bachelor, seules les notions pertinentes pour parler de positionnement professionnel seront développées. La définition ainsi que la formation en travail social ouvriront ce chapitre. Puis suivra l'histoire du travail social. L'éthique et la déontologie de ce métier sera également traitée pour aboutir sur un dernier sous-chapitre qui abordera la transmission des valeurs et des normes de la société. Toutes ces notions permettent d'éclairer la philosophie du travail social, elles décrivent les fondements de ce métier et non sa pratique en tant que telle. Ce choix a été fait en se basant sur l'idée que les travailleurs sociaux seront, dans la suite de ce travail, questionnés sur leur positionnement professionnel.

Le travail social englobe plusieurs corps de métier ainsi que leurs champs d'activité professionnelle. Ce sont des métiers issus du domaine « social » tels que :

- Assistants sociaux
- Éducateurs spécialisés
- Éducateurs de la petite enfance
- Animateurs socioculturels
- Maîtres sociaux professionnels
- ...

La Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-so) offre une formation en travail social de « niveau universitaire à visée professionnalisante » (HES-so. 2013-2014, page 2). Ces écoles sont présentes dans plusieurs cantons romands (Fribourg, Genève, Vaud, Valais). Il existe également d'autres écoles qui dispensent une formation en travail social (écoles des métiers, écoles supérieures, universités...) <sup>20</sup>. La HES-so propose la définition du « travail social » suivante:

« Le travail social vise à prévenir et combattre les problèmes sociaux tels que l'exclusion, l'isolement, la précarité. Tout en soutenant les populations vulnérables, il cherche à promouvoir le changement social. Il est l'expression vivante de la solidarité en société et fonde son action sur les valeurs des droits humains, de la justice et de la paix sociales. Il mobilise les ressources des personnes, des groupes ou des collectivités pour favoriser leur autonomie, leur participation sociale et leur accès à la citoyenneté. » (HES-so. 2013-2014, page 2)

En d'autres mots, le travail social se charge donc avec une attention particulière, des individus, groupes et collectivités qui « connaissent des limitations illégitimes dans l'accomplissement de leur vie, ou qui disposent d'un accès insuffisant ou restreint aux ressources sociales. ». (AvenirSocial, 2010, art. 4 al. 3). Il accompagne ces personnes dans leur développement et tente de leur faire gagner de l'indépendance, y compris face au travail social lui-même. Pour ce faire, il imagine des solutions afin de prévenir, de faire disparaître ou d'atténuer la détresse de ces êtres humains. (AvenirSocial, 2010, art 4, 5, 6, 7)

### 2.3.1 Historique du travail social en Suisse

Dans le cadre de cette recherche, l'Histoire, brièvement développée dans les lignes ci-dessous, apporte un éclairage sur les fondements et les bases du travail social. Cet angle de vue permet de comprendre les origines du travail social, ceci dans le but de faire un lien avec le moment présent.

---

<sup>20</sup> <http://www.orientation.ch>, « formation »

L'histoire européenne, intimement liée à l'histoire suisse, a eu beaucoup d'influence sur le travail social pratiqué en Suisse. Parler d'une histoire commune du travail social en Suisse est quelque chose de difficile ;

« Retracer l'histoire du travail social en Suisse n'est pas chose aisée et la raison principale en est la forte décentralisation de l'Etat. La Suisse est en effet une confédération, dans laquelle nombre de tâches sont assumées par les communes et les cantons, qui jouissent d'une grande autonomie par rapport à l'Etat fédéral, tout au moins dans un certain nombre de domaines. [...] La décentralisation, à laquelle s'ajoute une diversité culturelle et linguistique (quatre langues officielles ancrées régionalement sont parlées en Suisse, pays de sept millions et demi d'habitants : l'allemand, le français, l'italien et le romanche), renforce la variété des conceptions du travail social. » (Jovelin. 2008, page 76)

Historiquement parlant, le phénomène de la pauvreté est à mettre en lien avec le travail social. La société n'a pas toujours ressenti la pauvreté comme étant un problème qui remet en cause son organisation, sur lequel il faut intervenir. Au Moyen-Âge « la pauvreté était expliquée par le divin, par le mérite ou encore par le manque de vertu. ». (Jovelin, 2008, page 91) A cette époque, c'est principalement l'Eglise, en se basant sur le principe de « charité », qui s'occupait de l'assistance envers les pauvres, cette aide n'était toutefois pas égale pour tous ;

« La charité est légitimée par la pitié face au pauvre et la possibilité de s'acheter une place au paradis. Le mérite et la vertu de demandeur permettent d'opérer un tri avant la répartition de l'aide. L'aide est donc ponctuelle, arbitraire, partielle et dépend du bon vouloir de celui qui la dispense. » (Jovelin, 2008, page 91)

En 1349, Edouard III, roi d'Angleterre, interdit l'aumône. Il avait pour but de pallier au manque de main d'œuvre, qui ébranle à ce moment-là la stabilité de l'Etat, en remettant certains vagabonds au travail. C'est la première fois qu'un Etat applique une mesure par rapport à la pauvreté. Ce phénomène s'étend à la Suisse, qui met également en œuvre des mesures de répression contre le vagabondage. Au fil du temps, ces mesures évoluèrent, l'Etat marque ses interventions en créant des postes de travail dans le but de prendre en charge les pauvres.

La pauvreté a longtemps été sujet de répression et d'enfermement (prison, hôpitaux). Au niveau légal, des lois ont été mises en place pour intervenir contre la pauvreté. Une distinction était faite entre les bons pauvres qui sont en quelque sorte légitimes et nécessaires et les mauvais pauvres qui sont paresseux. L'industrialisation (1859) eut pour effet de valoriser le travail, à tel point que celui-ci prendra une place centrale dans la vie des individus. Un autre effet de cette période fut de creuser un fossé encore plus grand entre les bons et les mauvais pauvres et de manière plus large, entre les riches et les pauvres.

L'Etat prend peu à peu des dispositions pour faire face à la pauvreté et aux problèmes sociaux. Il ajoute cette mission à sa Constitution en créant des politiques sociales ;

« C'est en 1848 que l'Etat fédéral démocratique est institué et c'est en 1874 que la révision de la Constitution fédérale pose les bases qui permettront d'édifier une politique sociale fédérale et cantonale, dont l'une des premières pierres sera la loi sur les fabriques (1877) qui fixe la durée quotidienne de travail à onze heures et interdit l'emploi des enfants de moins de quatorze ans dans les usines. » (Jovelin. 2008, page 78)

Ceci amènera le métier de travailleur social à se professionnaliser et à se détacher de l'Eglise pour se rapprocher de la mission étatique fixée. L'Eglise mènera, indépendamment de l'Etat, des missions sociales.

L'Histoire démontre une évolution dans les mœurs, les coutumes, les manières de faire et d'agir... mais également dans les problèmes sociaux. En effet, le travail social d'aujourd'hui ne se destine plus seulement à aider et soutenir les personnes dans le besoin au niveau financier, mais il se diversifie et agit dans plusieurs domaines (handicap, migration, dépendances...). L'Histoire a marqué l'évolution de la société, elle a donc une influence indéniable sur la société d'aujourd'hui ; par exemple par la valeur et l'importance accordées au travail. Cette influence se remarque également dans la prise en charge de la détresse humaine ; la notion de « bon » et de « mauvais » revient aujourd'hui encore dans la manière dont sont pris en charge les êtres humains (par ex. : les vrais ou faux réfugiés).

### **2.3.2 Ethique et déontologie**

Le travailleur social fonde sa pratique sur des bases théoriques et une réflexion éthique à partir de ses expériences. En partant de ce principe, il est primordial de pouvoir mener une réflexion sur son positionnement personnel et professionnel, ceci dans le but d'être adéquat avec soi-même, son contexte institutionnel et le cadre législatif qui en découle. Pour ce faire, le travailleur social peut se référer à des règles et devoirs inscrits, qui peuvent se trouver notamment dans les codes de déontologie.

Le travail social n'est pas une science exacte avec des résultats prévisibles. Lorsque le doute s'installe, que les perspectives deviennent floues ou que l'action professionnelle est remise en cause, les codes de déontologie sont là pour apporter des pistes de réponse, pour éclairer l'action. La déontologie est définie comme suit :

« La déontologie est la science des devoirs professionnels qui inscrit la personne dans un collectif de référence. Ainsi, la déontologie est l'ensemble des règles de bonne conduite dont une profession se dote pour régir son fonctionnement au regard de sa mission. Elle apparaît à la fois comme un code d'autodiscipline choisi par une profession, et comme une source de garanties offertes à une clientèle, aux usagers. » (Bouquet, 2012, page 154)

En ce qui concerne la déontologie du travail social en Suisse, un document créé par des experts de la commission de déontologie d'AvenirSocial<sup>21</sup> fut publié en 2010. Ce document qui « constitue un outil d'aide au positionnement, [...] définit les lignes de conduite qui s'appliquent à l'exercice du travail social dans une perspective éthique. ». (AvenirSocial, 2010, art.1 al. 3 et 1)

Le code de déontologie est donc une base « légale » inscrite et mise à disposition des travailleurs sociaux. Si la comparaison est faite entre le code de déontologie et la loi, l'éthique, cette dernière peut être comparée à la mise en application de cette loi. L'éthique, c'est un « questionnement permanent sur la pratique [qui] s'éprouve dans l'acte. » (Bouquet, 2012, page 18). Comme mentionné ci-dessus, les professionnels se sont dotés de plusieurs codes de déontologie qui définissent les généralités, valeurs et normes du travail social cependant l'éthique interroge donc notre manière de faire, d'entrer ou de vivre la relation d'accompagnement, mais également notre manière d'être et de communiquer ;

« L'éthique va plus loin, elle oblige chacun à des choix personnels entre diverses modalités d'intervention, plusieurs façons de traiter le même problème, plusieurs manières de considérer cet autrui dont nous avons à prendre soin. » (Hamann, Nguyen, Rohmann-Labat et Satragno-Fabrizio, 2009, page 5)

### **2.3.3 Le travail social, un intermédiaire**

Les travailleurs sociaux peuvent œuvrer dans divers domaines professionnels, leurs missions seront donc adaptées à chacun d'entre eux.

---

<sup>21</sup> Association qui représente les intérêts des professionnel-le-s du travail social en Suisse.

Dans le domaine des migrations, les missions des travailleurs sociaux, proposées par le Conseil supérieur du travail social (France) (CSTS), sont les suivantes :

« [...] Aussi les travailleurs sociaux sont-ils très souvent en contact avec des populations étrangères, en situation irrégulière ou non, qui demandent aide, assistance, conseil ou hébergement. Conformément à leurs missions, ces travailleurs sociaux ont à les recevoir, les conseiller, les accompagner ou permettre leur accès aux soins ; d'une manière générale, ils ont à venir en aide à tous, indépendamment des origines et des nationalités. » (CSTS, politique d'immigration et travail social, page 1)

L'accompagnement des migrants dans leur quotidien nécessite une transmission de certaines notions centrales de la société ;

- Les normes
- Les valeurs

Les normes sont des règles formelles (inscrites dans la loi, les règlements...) ou informelles (règles de politesse...) qui sont à la base de la cohésion sociale. Les normes ne sont pas uniformisées au niveau mondial ; chaque pays est doté de normes différentes adaptées à sa réalité de vie. Par exemple, un migrant arrivant en Suisse, n'aura pas la notion des normes en vigueur en Suisse. Le travailleur social devra donc s'appuyer sur ces normes, les connaître, les transmettre, les rappeler... pour exercer son métier. La définition de ce mot donne une idée plus précise du rôle que jouent les normes :

« Les normes jouent un rôle de premier plan dans la vie des groupes sociaux et des individus. Elles assurent principalement des fonctions de cohésion, d'acculturation et de modélisation des conduites. Elles sont au cœur des problématiques du changement social. » (CSTS, 2001, page 25)

Le mot "valeur" peut parfois paraître abstrait, pourtant il ne l'est pas car il s'applique à des situations concrètes. Il est défini de la manière suivante :

« Ce qui est posé comme vrai, beau, bien, selon des critères personnels ou sociaux, et sert de référence, de principe moral. » (Le Petit Larousse illustré, 1992, page 1023)  
« La valeur se préoccupe de tout ce qui peut revêtir une importance pour qui que ce soit, de quelque point de vue qu'il se place et dans quelque contexte qu'il soit situé. » (CSTS, 2001, page 23)

Cette notion revêt une grande importance ; d'une part pour le métier de travailleur social en lui-même car il défend certaines d'entre elles telles que : justice, liberté, égalité et solidarité.<sup>22</sup> D'autre part, la notion de « valeur » est importante, car elle permet de comprendre ce qui est valorisé dans une société mais également certaines pratiques.

Dans le domaine des migrations et de l'asile, il est primordial qu'une personne prenne le temps d'expliquer les normes et valeurs suisses, afin que le migrant ait les bonnes clefs en main pour entreprendre une démarche d'intégration vers la société d'accueil. En parallèle, les travailleurs sociaux pourront également être un lien avec les autorités concernées, en transmettant des informations, en faisant un recours contre une décision de cette autorité... Ce rôle de « pont » ou d'intermédiaire entre les bénéficiaires du travail social et les autorités est, d'ailleurs, un devoir cité par le code de déontologie suisse :

« Le travail social initie et soutient les interventions socio-politiques par l'intermédiaire de ses réseaux. Il prend part comme acteur social à la conception de l'environnement des conditions de vie et à la résolution de problèmes structurels qui surviennent de l'interaction entre les personnes et les systèmes sociaux. » (AvenirSocial, 2010, art 4 al. 8)

---

<sup>22</sup> [www.avenirsocial.ch](http://www.avenirsocial.ch), « charte »

### 3. POINTS DE VUE DES PRINCIPAUX PARTIS POLITIQUES SUR L'ASILE

Chaque parti politique émet des avis différents au sujet de la migration, des étrangers et de l'asile. Parfois, et selon les partis, ces avis divergent et se révèlent être fortement opposés alors qu'en abordant d'autres domaines, d'autres questions, ils peuvent se rejoindre. Ce sont donc des thèmes récurrents, très médiatisés par les partis, et sur lesquels chacun définit ses positions.

« La présence des étrangers en Suisse est un thème qui alimente régulièrement le débat politique notamment en matière d'immigration étrangère et d'intégration des étrangers. » (Rausa et Reist, Office fédéral des statistiques (OFS), 2008, page 5)

L'asile est un sujet qui fait donc souvent parler de lui. Lorsque le peuple doit se prononcer sur une modification de la LAsi, cela génère un très fort engouement médiatique, politique et populaire autour de ce sujet. Nous pouvons cependant nous poser la question de la pertinence d'un tel débat. En effet, en 2012, l'OFS a déterminé que la population totale résidente en Suisse se montait à 8,039 millions<sup>23</sup>. Selon une enquête réalisée par l'ODM, en 2012, le nombre de personnes dans le processus de l'asile s'élève à 44'863 (ODM, 2013, page 6), soit 0,56% de la population totale résidente.

Le texte qui suivra exposera les avis généraux des quatre partis qui forment le gouvernement suisse autour de l'asile :

#### **Parti démocrate-chrétien**

« Le PDC s'engage pour une immigration contrôlée qui tienne suffisamment compte des intérêts économiques, sociétaux, sociaux et culturels de notre pays. [...] La tradition humanitaire est également un élément constant de la politique suisse de migration : depuis des siècles, les personnes persécutées pour des raisons religieuses et politiques ont trouvé protection en Suisse. [...] Le PDC refuse aussi catégoriquement la libéralisation envisagée par certains milieux et qui va dans le sens d'une ouverture totale de l'immigration. » (PDC, Wehrli, 2010, pages 11 et 12)

#### **Parti libéral radical**

Le PLR s'engage pour une politique d'asile ferme mais juste. Une politique d'immigration réfléchie mène à une meilleure intégration des étrangers. Tous ceux qui souhaitent vivre et travailler dans notre pays doivent respecter nos valeurs et nos lois sans exception. Les autres doivent en assumer les conséquences. (PLR, étrangers et politique d'asile, page 1)

#### **Parti socialiste**

« D'inspiration internationaliste et rassemblant les femmes et les hommes au-delà de leurs origines et de leurs classes, le projet socialiste défend une politique migratoire et d'asile respectueuse de la condition humaine et qui s'inscrit de manière apaisée dans une défense de critères justes de répartition des richesses (fiscalité, travail, salariat, pouvoir d'achat, logement). » (PSS, 2012, page 4)

#### **Union démocratique du centre**

« L'UDC s'engage pour une politique d'asile rigoureuse qui empêche les abus et n'accorde protection qu'aux authentiques réfugiés. Le parti s'engage également pour une politique à l'égard des étrangers adaptée aux besoins de la Suisse et contre une immigration de masse. » (UDC, programme du parti 2011-2015, page 5)

---

<sup>23</sup> [www.bfs.admin.ch/](http://www.bfs.admin.ch/), « population »

### 3.1 Des opinions divergentes

L'asile est un sujet vaste, qui comprend beaucoup de points comprenant par exemple des côtés administratifs, financiers, juridiques... Le tableau qui suit « résume » les opinions des différents partis afin de pouvoir se faire une idée générale de leurs positions face à ces différents points. Ce tableau apporte l'avantage d'une délimitation des grandes lignes des partis politiques concernant l'asile. La méthode choisie a pour but de permettre une lecture comparative ainsi qu'une vision synthétique des positions de chacun. A noter que les données de ce tableau ne sont pas exhaustives ; elles font suite à un travail de recherche mené sur les sites internet des partis. Les avis mentionnés ont été résumés, ils sont tirés des feuilles de position de chaque parti.

	<b>Parti démocrate-chrétien<sup>24</sup></b>	<b>Parti libéral radical<sup>25</sup></b>	<b>Parti socialiste<sup>26</sup></b>	<b>Union démocrate du centre<sup>27</sup></b>
<b>Procédure d'asile</b>	<i>Trop compliquée et pas assez harmonisée</i>		<i>Doit être réduite sans que les droits des requérants en fassent les frais</i>	<i>Trop de voies de recours et de reconsidérations des demandes</i>
<b>Réduction des délais de procédure</b>	<b>Oui</b>	<i>Meilleure organisation du DFJP</i> <i>Délais contraignants pour les autorités et tribunaux</i>	<b>Oui</b>	<i>Une seule procédure de première instance</i>
<b>Mise en place d'une politique extérieure efficace</b>	<b>Oui</b>	<b>Oui</b>	<i>Doit tenir compte de la protection des réfugiés et de la non-discrimination des migrants légaux</i>	
<b>Coûts de l'asile trop élevés</b>	<b>Oui</b>	<b>Oui</b>		<b>Oui</b>
<b>Procédure de renvoi</b>	<i>Exécution des renvois trop lacunaire</i>	<i>Il faut réduire les prestations d'assistance après décision</i>	<i>Une procédure d'asile sans renvois exécutables ne revêt aucun sens</i>	<i>Préparation pour éviter de devoir organiser des vols spéciaux onéreux et inutiles</i>

Tableau 7: comparaison de l'opinion des partis politiques sur l'asile

<sup>24</sup> [www.pdc.ch/](http://www.pdc.ch/)

<sup>25</sup> [www.plr.ch/](http://www.plr.ch/)

<sup>26</sup> [www.sp-ps.ch/](http://www.sp-ps.ch/)

<sup>27</sup> [www.udc.ch/](http://www.udc.ch/)

### **3.1.1 Retour sur le tableau**

En observant ce tableau, nous pouvons constater que les partis politiques se rejoignent tous sur le fait que les procédures d'asile prennent trop de temps.

Les partis du centre et de la droite remettent en cause les coûts de l'asile qui sont trop élevés, la gauche n'émet aucun avis sur ce point.

Une peur des abus ainsi que des enjeux d'ordre financiers peuvent être perçus dans les positions et arguments du côté des partis du centre et de la droite. Aucun texte consulté du côté du PS n'a montré de positions autour de ces points.

Ce tableau nous démontre que le paysage politique suisse ne va pas toujours dans le même sens. Ceci peut être considéré toutefois, comme une force car il apporte plusieurs esquisses de solutions et des pistes possibles face à un « problème » donné.



## 4. ASILE ET INTÉGRATION ?

L'intégration n'est, en soi, pas un thème directement traité par la LAsi. Cette loi ne cherche en effet, pas à répondre à l'intégration des requérants d'asile, mais plutôt à tout ce qui touche aux demandes d'asile et statut des requérants. Cependant depuis 2008, la loi s'est assouplie et des mesures d'intégration sont maintenant proposées aux détenteurs d'un livret F, essentiellement.<sup>28</sup> Le principe de « l'intégration » apparaît dans un article de la LAsi :

« La situation particulière des réfugiés et des personnes à protéger qui ont droit à une autorisation de séjour sera prise en considération; leur intégration sociale, professionnelle et culturelle sera notamment facilitée. » (LAsi, art.82, al. 5)

Au sens large, l'intégration des étrangers est régie par la LEtr ainsi que par l'Ordonnance sur l'intégration des étrangers (OIE). La LEtr et l'OIE concerneront le requérant d'asile lorsqu'il aura obtenu un titre de séjour ou d'établissement. Ces textes de lois proposent une définition et un but à l'intégration en Suisse :

« L'intégration des étrangers vise à favoriser la coexistence des populations suisses et étrangères, sur la base des valeurs fondamentales de la Constitution fédérale, ainsi que le respect et la tolérance mutuels. [...] Elle doit permettre aux étrangers dont le séjour est légal et durable de participer à la vie économique, sociale et culturelle. [...] L'intégration suppose, d'une part, que les étrangers soient disposés à s'intégrer, d'autre part, que la population suisse fasse preuve d'ouverture à leur égard. Enfin, il est indispensable que les étrangers se familiarisent avec la société et le mode de vie en Suisse et, en particulier, qu'ils apprennent une langue nationale. » (LEtr, art. 4, al. 1, 2, 3)

Les personnes qui sont dans un processus d'asile ont un avenir incertain en Suisse. Ils peuvent recevoir une décision négative de l'ODM qui signifierait pour eux, un départ imminent, du point de vue légal. L'intégration engendre donc un paradoxe face à cette situation car elle présuppose une installation définitive, ou du moins durable, dans le pays. Il est donc difficile d'apporter une solution convenable à ce paradoxe. L'intégration des personnes migrantes est, de ce fait, un thème récurrent et très présent sur la scène médiatique lorsque l'on s'intéresse au sujet de l'asile. C'est pourquoi, il sera développé dans les pages qui suivent. Dans un premier temps, l'avis de chaque parti concernant l'intégration des requérants d'asile sera cité. Puis suivra un tableau qui permettra de se faire une idée des arguments avancés par les partis pour tout ce qui se rapporte à ce thème.

### **Parti démocrate-chrétien**

Pour le PDC, la migration est un projet qu'il faut dissocier des besoins du marché du travail pour garantir une intégration sociale ;

« La migration est pour la plupart des personnes qui entrent dans notre pays un projet impliquant plusieurs générations. C'est pourquoi les migrants ont besoin d'une perspective à longue échéance et d'une politique fondée sur la continuité. Une politique de migration ne visant qu'à satisfaire les besoins du marché du travail ne favorise pas l'intégration des personnes immigrées. Non seulement elle ne leur garantit pas la stabilité, mais elle les empêche de nouer des contacts avec la population de notre pays. » (PDC, Wehrli, 2010, page 6)

<sup>28</sup> [www.evam.ch](http://www.evam.ch), « missions : mesures d'intégration »

### **Parti libéral radical**

« Le PLR s'engage pour une politique d'asile ferme mais juste. Une politique d'immigration réfléchie mène à une meilleure intégration des étrangers. Tous ceux qui souhaitent vivre et travailler dans notre pays doivent respecter nos valeurs et nos lois sans exception. Les autres doivent en assumer les conséquences. L'intégration, basée sur un système d'encouragement et d'exigences, reste une tâche centrale de l'Etat. » (PLR, étrangers et politique d'asile, page 1)

### **Parti socialiste**

Pour le PSS, « l'immigration peut générer des tensions entre la population indigène et les immigré-e-s et l'objectif d'une politique d'intégration est justement de diminuer ces tensions. » (PSS, 2012, page 41). Il encourage ses membres à « promouvoir une politique d'intégration individualisée fondée sur la lutte contre les discriminations et l'élargissement de la citoyenneté ». (PSS, 2012, page 4)

### **Union démocratique du centre**

L'Union démocratique du centre souligne l'importance de l'intégration afin d'obtenir le droit de séjour et de travail en Suisse, comme mentionné dans l'un des documents de fond du parti ;

[...] La Suisse ne doit permettre l'immigration que de personnes capables et désireuses de s'intégrer. Les professionnels qualifiés remplissent le plus souvent cette condition. Ce groupe de personnes s'intègre en règle générale facilement dans la société suisse, apprend la langue parlée sur le lieu du domicile et respecte la loi. Si des immigrants de ce niveau ne comprennent pas ou ne savent pas quelque chose, ils interrogent leur entourage privé ou professionnel ou suivent un cours dont ils assument eux-mêmes les frais. [...] Des immigrants qui refusent d'apprendre la langue du lieu, qui ne respectent ni le régime légal, ni les us et coutumes suisses et qui cherchent à vivre aux frais de la collectivité ne veulent de toute évidence pas s'intégrer et n'ont donc pas leur place en Suisse. (UDC, 2013, page 3)

## **4.1 Intégration et asile vus par les partis politiques suisses**

Lorsque l'on décide de s'installer dans un pays, l'intégration à celui-ci est importante. En ce qui concerne les requérants d'asile, l'instabilité de leur statut implique des difficultés à s'intégrer. En effet, une décision négative à leur demande d'asile peut tomber du jour au lendemain. Toute tentative ou effort d'intégration serait donc vain car une décision négative entraîne une impossibilité de vivre en Suisse légalement. L'intégration comprend plusieurs sous-thèmes tels que :

- La politique d'intégration
- Les droits et devoirs des migrants
- Les contrats d'intégration
- Les tests linguistiques
- ...

Le tableau qui suit, a pour but de résumer les différents avis des quatre grands partis politiques suisses sur plusieurs sous-thèmes de l'intégration. Il fait, comme précédemment, suite à un travail de recherche sur les sites officiels des partis politiques, les données citées ne sont donc pas exhaustives.

	<b>Parti démocrate-chrétien<sup>29</sup></b>	<b>Parti libéral radical<sup>30</sup></b>	<b>Parti socialiste<sup>31</sup></b>	<b>Union démocrate du centre<sup>32</sup></b>
<b>L'intégration</b>	<i>Il existe des déficits d'intégration surtout dans le domaine de la formation et du travail</i>	<i>La compréhension et le respect de nos valeurs, de notre culture ainsi que de notre système juridique sont des conditions nécessaires à une intégration réussie</i>	<i>Pour les requérants d'asile, l'intégration est difficile en raison de leur statut</i>	<i>La Suisse a le droit d'exiger un effort d'intégration des étrangers</i>
<b>Mise en place d'une politique d'intégration dès l'arrivée du migrant</b>	<i>Les cantons auront l'obligation de rendre attentifs les immigrants à leurs droits et obligations dès leur arrivée</i>		<i>Plus l'intégration commence tôt, plus elle a des chances de réussir</i>	
<b>Informations sur les droits et devoirs</b>	<i>Ces informations doivent être dispensées par les cantons</i>		<b>Oui</b>	
<b>Test linguistique afin de recevoir une autorisation d'établissement</b>	<b>Oui</b>	<i>Une langue nationale doit être apprise pour les personnes qui souhaitent vivre en Suisse</i>		
<b>L'intégration n'est pas une tâche de l'Etat</b>				<i>L'intégration n'est pas une tâche de l'Etat. Elle doit être exigée des immigrants</i>
<b>Contrats d'intégration</b>	<i>Dans les cas de personnes difficilement intégrables, il faudrait pouvoir créer un accord d'intégration</i>	<i>Ils doivent être obligatoires pour les étrangers fixant des buts d'intégration, ainsi que des possibilités de sanctions si ces derniers ne sont pas atteints</i>		

**Tableau 8: comparaison de l'opinion des partis politiques sur l'intégration**

<sup>29</sup> [www.pdc.ch/](http://www.pdc.ch/)

<sup>30</sup> [www.plr.ch/](http://www.plr.ch/)

<sup>31</sup> [www.sp-ps.ch/](http://www.sp-ps.ch/)

<sup>32</sup> [www.udc.ch/](http://www.udc.ch/)

### **4.1.1 Retour sur le tableau**

Après observation de ce tableau, nous pouvons constater que les partis politiques se positionnent tous sur l'intégration, avec des points de vue et des manières de traiter le sujet différents. Le PS souligne les difficultés posées par l'intégration, en lien avec le statut des requérants d'asile. Le PDC parle de déficit d'intégration dans certains domaines. L'UDC affirme que l'intégration est une tâche qui doit être associée à un effort de la part des étrangers. Le PLR, quant à lui, met en lien la compréhension du système suisse avec une intégration bien réussie.

La gauche et le centre sont pour la mise en place d'une politique d'intégration dès l'arrivée du migrant. Pour sa part, la droite se positionne pour l'investissement des migrants dans leur intégration, car ce n'est pas une tâche de l'Etat.

Les partis du centre (PDC, PLR) se rejoignent sur le fait qu'il faudrait passer des tests linguistiques pour recevoir une autorisation d'établissement. Ils parlent tous deux de contrat d'intégration. Le PDC propose de l'utiliser lors de difficulté alors que le PLR suggère de le rendre obligatoire.

Une fois de plus, la diversité des avis politiques est établie. Deux types d'avis s'opposent ; la gauche et le centre sont pour un soutien aux personnes migrantes afin de faciliter leur intégration alors que la droite est d'avis que l'Etat n'a pas à s'investir dans l'intégration. L'intégration serait alors vue par la droite comme étant une question d'effort et de volonté de la part du migrant lorsqu'il vient s'établir en Suisse.

## 5. PROBLÉMATIQUE ET HYPOTHÈSES

Au fil des pages qui ont précédé, l'interdépendance et la complexité des trois axes traités (asile, travailleurs sociaux et partis politiques) ont été démontrées et présentées. Les lignes qui suivent auront pour but d'apporter un éclairage sur la problématique traitée dans ce travail ainsi que sur les hypothèses posées.

Le domaine de l'asile est souvent débattu, voire remis en question et ce couramment par les partis politiques. Les travailleurs sociaux œuvrant dans ce domaine doivent donc s'adapter à des changements de discours, de lois, de pratiques... Il peut donc en découler une nécessité, pour les travailleurs sociaux, d'ajuster leur position ainsi que leur manière d'aborder, d'analyser et de se situer face à une situation professionnelle donnée. Ceci pourrait être considéré comme une problématique inquiétante, comme l'expose le CSTS :

« Les organismes du secteur social sont de plus en plus touchés par la politique engagée contre l'immigration illégale. On assiste à la multiplication d'incidents entre la police et les travailleurs sociaux. Les professionnels s'en inquiètent, se soucient de ne pas mettre en danger les publics qu'ils reçoivent, veulent voir affirmer leurs obligations professionnelles et éthiques, souhaitent connaître les possibilités légales de résistance à ces intrusions, craignent leur poursuite pour aide au séjour irrégulier. » (CSTS, politique d'immigration et travail social, page 1)

Ces professionnels se retrouvent parfois entre plusieurs conflits d'intérêts. En effet, les intérêts des migrants ainsi que ceux des autorités ne sont assurément pas les mêmes, voire peuvent être en totale contradiction. De ce fait, la position des travailleurs sociaux est délicate ; ils jouent le rôle d'un intermédiaire entre deux systèmes. Cette posture pourrait provoquer des tensions au niveau professionnel. La problématique de ce travail a donc été posée sur cette réalité vécue par les professionnels du travail social œuvrant dans le domaine de l'asile.

Suite à une première partie de travail plus « théorique », des hypothèses ont été posées. Elles s'appuient sur les concepts décrits dans les pages précédentes ainsi que sur la question de départ. Trois hypothèses ont été énoncées :

### **Hypothèse 1**

*Les travailleurs sociaux ne sont pas en accord avec la politique d'asile suisse actuelle ainsi que certaines modifications légales proposées et apportées par les partis politiques.*

### **Hypothèse 2**

*En Suisse, les connaissances acquises par les travailleurs sociaux, dans le domaine de l'asile, à travers la pratique et l'expérience, exercent peu d'influence sur les positions et discours rendus publics par les partis politiques.*

### **Hypothèse 3**

*Peu de travailleurs sociaux sont investis ou ont envie de s'investir en politique.*

## 6. MÉTHODOLOGIE DE L'ENQUÊTE

Ce chapitre est un pont entre la partie conceptuelle du travail, dans laquelle des notions théoriques sont apportées, et la partie « pratique » qui s'appuie sur une analyse des données recueillies ainsi qu'une tentative de réponse aux hypothèses posées. Il comprendra une description d'une démarche prédéfinie et suivie pour réaliser l'enquête auprès des terrains.

### 6.1 Echantillons et présentation des terrains

Pour ce travail, j'ai rencontré huit personnes représentant les groupes suivants :

- Groupe « travailleurs sociaux »
  - Trois travailleurs sociaux de l'Etat
    - Bureau « Les Arcades », Sierre
    - Centre de formation le Botza, Ardon
    - Croix-Rouge Valais, Sion
  - Un travailleur social d'une ONG valaisanne
    - Centre Suisses-Immigrés, Sion
- Groupe « partis politiques »
  - Un représentant par parti politique valaisan (PDC, PLR, PS, UDC)

Ces personnes ont été choisies selon plusieurs critères, présentés plus bas, afin de garder une cohérence avec la partie théorique de la recherche.

#### 6.1.1 Groupe « travailleurs sociaux »

Dans le cadre de la recherche, le mot « travailleur social » est pris au sens large ; c'est-à-dire une personne ayant une pratique professionnelle dans le domaine du social. Sur l'ensemble des quatre travailleurs sociaux interrogés, l'un d'entre eux a une licence universitaire en ethnologie, un deuxième est enseignant de profession et les deux autres sont diplômés HES en « Travail Social ».

Le groupe des travailleurs sociaux peut être scindé en deux ; des travailleurs sociaux employés directement par l'Etat et un travailleur social exerçant dans une ONG. Ceci permettra, dans la suite du travail, de faire un rapprochement mais aussi une comparaison entre les pratiques. A noter que le travailleur social de l'ONG interrogé a une fonction différente des autres travailleurs car il est responsable de l'ONG.

La sélection des institutions s'est faite selon les prérequis suivants ;

- Les pratiques professionnelles devaient être en lien avec des personnes en processus d'asile ou ayant obtenu l'asile
- Des « travailleurs sociaux » devaient travailler au sein de la structure institutionnelle
- L'institution devait avoir une action sociale dans le canton du Valais

Ces critères m'ont permis de sélectionner des institutions ayant des points communs et pouvant faire partie du cadre de la recherche, tout en apportant des pistes pour la vérification des hypothèses posées. L'introduction des quatre institutions, dans lesquelles exercent les travailleurs sociaux interrogés pour ce travail, se présente sous la forme d'un tableau explicatif.

### Bureau « Les Arcades »<sup>33</sup>

<b>Bénéficiaires</b>	Les requérants d'asile
<b>Mission</b>	-Maintien et renforcement de la responsabilité individuelle et de l'autonomie -Accompagnement social dans le but d'un ajustement au pays d'accueil (valeurs sociales et économique) pour éviter l'exclusion.
<b>Action principale</b>	-Informations et conseils -Démarches administratives, juridiques et financières -Evaluation de situations individuelles -Logement -Scolarisation, formation, éducation, activités parascolaires -Santé -Placements institutionnels
<b>Attache étatique</b>	Institution publique, Service de l'Action Sociale (SAS)

**Tableau 9: présentation du bureau "Les Arcades"**

### Le Botza<sup>34</sup>

<b>Bénéficiaires</b>	-Les nouveaux arrivants -Les personnes se préparant à un retour dans leur pays d'origine -Les personnes admises provisoirement -Les chômeurs -Les personnes bénéficiaires de l'aide sociale
<b>Mission</b>	Apport de notions professionnelles en vue de favoriser une adaptation professionnelle ultérieure en Suisse ou dans leur pays d'origine
<b>Action principale</b>	Cours de formation ou d'occupation (métiers du bâtiment, de l'hôtellerie, de l'intendance, accompagnement professionnel...)
<b>Attache étatique</b>	Institution publique, SAS

**Tableau 10: présentation du Botza**

### Croix-Rouge Valais<sup>35</sup>

<b>Bénéficiaires</b>	-Les réfugiés (permis B ou F qualité réfugié et permis C et B humanitaire domiciliés à Sion) -Les familles -Les aînés
<b>Mission liée aux réfugiés</b>	Conduire les réfugiés vers l'autonomie, l'intégration sociale et professionnelle
<b>Action principale</b>	-Aides diverses (financières, pour résoudre des problèmes personnels, recherche d'emploi, logement, regroupement familial) -Orientation vers des cours de langue -Informations sociales
<b>Financement</b>	Association cantonale (mandats publics)

**Tableau 11: présentation de la Croix-Rouge Valais**

<sup>33</sup> [www.vs.ch](http://www.vs.ch), « asile : assistance et prise en charge des personnes relevant du domaine de l'asile »

<sup>34</sup> Le Botza, 2013. Document PDF

<sup>35</sup> [www.croix-rouge-valais.ch](http://www.croix-rouge-valais.ch) et Rapport annuel 2012

### Centre Suisses-Immigrés<sup>36</sup>

<b>Bénéficiaires</b>	Les migrants
<b>Mission</b>	-Soutenir les migrants et leur intégration -Favoriser le dialogue entre les personnes de tous horizons
<b>Action principale</b>	-Permanence juridique et sociale -Cours de français -Activités d'intégration
<b>Financement</b>	Association à but non lucratif (cotisation des membres, dons, subsides fédéraux, cantonaux et communaux)

**Tableau 12: présentation du Centre Suisses-Immigrés**

### 6.1.2 Groupe « partis politiques »

J'ai choisi de rencontrer quatre personnes impliquées dans la vie politique valaisanne. Le critère de choix était une participation en tant que membres actifs dans les quatre différents partis principaux valaisans, à savoir : PDC, PLR, PS, UDC. Deux personnes ont un mandat au niveau communal (Sierre) et les deux autres font partie du comité des jeunes de leurs partis respectifs, au niveau valaisan.

Ci-dessous figure un tableau comparatif au niveau cantonal des quatre partis politiques représentés dans cette recherche :

	<b><i>PDC Valais romand<sup>37</sup></i></b>	<b><i>PLR Valais<sup>38</sup></i></b>	<b><i>PS Valais romand<sup>39</sup></i></b>	<b><i>UDC Valais romand<sup>40</sup></i></b>
<i>Président de parti<sup>41</sup></i>	Métraijer Serge	Mottet Xavier	Bourgeois Gaël	Desmeules Jérôme Fauchère Cyrille
<i>Slogan</i>	« Les êtres humains sont au cœur de notre politique. »	« Liberté - Responsabilité – Solidarité Egalité des droits et Complémentarité des devoirs. »	« Nous militions pour un Valais ouvert, progressiste, dynamique et résolument tourné vers l'avenir. »	« L'UDC, un parti attaché aux valeurs chrétiennes et aux traditions qui ont fait la force et la prospérité de notre pays »
<i>Députés élus au Grand Conseil<sup>42</sup></i>	38	28	13	7
<i>Membres au conseil d'Etat</i>	3	0	1	1

**Tableau 13: présentation des partis politiques valaisans**

<sup>36</sup> [www.csivs.ch](http://www.csivs.ch) et Rapport d'activité, année 2012.

<sup>37</sup> [www.vs.ch](http://www.vs.ch), secrétariat des partis politiques valaisans et répartition politique

<sup>38</sup> [www.plr.ch](http://www.plr.ch)

<sup>39</sup> [www.psvr.ch](http://www.psvr.ch)

<sup>40</sup> UDC du Valais romand. 2013. Programme pour un parti gouvernemental, 2013-2017. PDF

<sup>41</sup> [www.pdcvr.ch](http://www.pdcvr.ch)

<sup>42</sup> Le nombre total de députés au Grand Conseil se monte à 130.



## **6.2 Méthode de recueil des données**

La recherche ainsi que les données recueillies sont de type « qualitatif ». La récolte des données vise à comprendre l'interprétation et le positionnement des personnes interrogées. Ces données n'étant pas quantifiables ni mesurables, la méthode qualitative paraissait la plus adaptée à la recherche. Les deux outils utilisés sont l'entretien de recherche et le questionnaire.

### **6.2.1 Entretien de recherche**

Les entretiens étaient de type semi-dirigé afin de permettre à la personne interrogée de répondre de manière libre, mais dans les limites d'un cadre.

La réalité des travailleurs sociaux et des partis politiques n'étant pas la même, deux canevas de questions différentes (cf. annexes 4 et 5) ont été réalisés pour chacun des deux groupes (partis politiques et travailleurs sociaux). Leur utilisation permet de séparer les discours de chacun des deux groupes, mais également de faire des rapprochements entre ceux-ci.

Les données récoltées ont été enregistrées, avec l'accord des personnes interrogées, et retranscrites afin de permettre une comparaison des données.

### **6.2.2 Questionnaires**

Les questionnaires envoyés aux chefs de partis se sont appuyés sur les mêmes questions que celles posées aux représentants politiques lors des entretiens de recherche ainsi que sur les réponses données lors des entretiens de recherche, ceci afin de faciliter et d'écourter la réponse au questionnaire.

## **6.3 Enjeux éthiques et limites de la recherche**

L'aspect « genre » n'a pas fait partie des critères de choix des personnes interrogées pour ce travail. Le groupe « travailleurs sociaux » était représenté uniquement par des femmes et celui des représentants politiques était composé par des hommes. Cette donnée pourrait influencer les résultats de ce travail.

La diversité des métiers du travail social n'a malheureusement pas pu être représentée à part entière dans ce travail. Malgré différentes formations dans le secteur du travail social, les personnes issues du groupe « travailleurs sociaux » ont toutes une pratique d'assistante sociale.

Suite aux entretiens réalisés avec les quatre représentants des partis, je me suis rendu compte que les personnes interrogées n'avaient pas toutes le même mandat politique et la même implication dans le domaine de l'asile. Leur connaissance de ce sujet n'était donc pas égale et ceci s'est fait ressentir dans leurs réponses. J'ai donc fait le choix d'envoyer un questionnaire à remplir aux chefs de partis valaisans, accompagné d'une lettre expliquant ma démarche, ceci afin d'avoir une base posée sur un même niveau pour chacun des partis. Malheureusement seule une réponse, négative, m'est parvenue dans les délais proposés. Entre réalité et idéal, j'ai dû opter pour la réalité. Je n'ai donc pas pu apporter cette contribution à mon travail.

## **7. ANALYSE ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS**

Ce chapitre contient le résultat des données recueillies lors des entretiens effectués. Les questions posées en entretien reposaient sur les concepts décrits au début de ce travail. Chacune d'entre elles tient un rôle et but précis dans le cadre de cette recherche. En effet, elles ont toutes été réfléchies pour, d'une part contextualiser les positions des personnes interrogées, d'autre part pour tenter de répondre aux hypothèses de cette recherche.

L'analyse des données recueillies est scindée en plusieurs parties ;

- Groupe des travailleurs sociaux
- Groupe des représentants politiques
- Regards croisés

Les deux premières parties de ce chapitre traitent des données recueillies pour chacun des groupes, de manière individuelle. Elles contextualisent l'implication ainsi que la perception des différents acteurs interrogés face au domaine de l'asile.

La dernière partie propose un espace commun, à savoir un croisement entre les discours des travailleurs sociaux et ceux des représentants politiques. Ce dernier sous-chapitre comprend également certaines parties où les groupes se sont exprimés et positionnés face à l'autre groupe (par exemple les travailleurs disent ce qu'ils pensent des discours des partis politiques).

Lorsque des extraits d'entretien figurent dans le texte, les sources sont mises en évidence. Pour une question de confidentialité, aucun nom n'est cité. Pour les représentants politiques, le parti dont ils sont issus, est cité, pour les travailleurs sociaux, les entretiens ont été renommés ; TS1, TS2, TS3, TS4.

### **7.1 Groupe des travailleurs sociaux**

#### **7.1.1 Le domaine de l'asile, un choix ?**

Le domaine de l'asile touche l'émotionnel, il est souvent remis en question mais également défendu avec ardeur. Le travail social dans ce domaine est-il un travail de conviction ou de militantisme ? Est-ce un choix lié à l'offre disponible sur le marché de l'emploi ? D'autres raisons poussent-elles les travailleurs sociaux à choisir ce domaine ?

Trois travailleurs sociaux évoquent une recherche d'emploi qui a abouti à une réponse positive dans ce domaine. Seul un travailleur social interrogé explique que le domaine de l'asile l'intéressait déjà avant de trouver son travail.

Un travailleur social explique avoir commencé ce travail avec quelques appréhensions face à la population concernée par l'asile ;

« [...] Je ne connaissais pas du tout le domaine, comme la plupart des gens. J'avais beaucoup d'apriori, de craintes, de peurs, comme la majorité des gens. En faisant ce premier stage j'ai vraiment découvert tout ce qui est de la multi-culturalité... Et je n'ai plus voulu aller travailler ailleurs. [...] » (TS1)

Un autre travailleur social met en lien son travail dans le domaine de l'asile avec celui d'un assistant social en CMS ;

« Nous on a vraiment une population avec qui c'est génial, on fait des trucs merveilleux. [...] C'est des gens qui viennent de tout horizon, de toute culture, de tout niveau intellectuel et d'éducation et ce sont des gens qui peuvent s'en sortir. [...] c'est un travail où on a des bons résultats et c'est très motivant. » (TS4)

*Le domaine de l'asile n'est pas toujours une évidence dans le choix professionnel. Malgré cela, deux travailleurs sociaux évoquent le fait qu'il est difficile de s'imaginer travailler dans un autre domaine, après avoir mis un pied dans celui-ci. Ils emploient des mots forts pour décrire ce travail ; « c'est fantastique », « je ne peux plus en sortir ».*

*L'asile est un domaine qui nourrirait certains stéréotypes et a priori, même au sein des travailleurs sociaux. Le travail social dans le domaine de l'asile nécessite-t-il un temps d'adaptation et une découverte par la pratique pour permettre de se détacher de certains stéréotypes véhiculés ?*

*Un travailleur social a abordé les résultats possibles avec une population qui a des compétences et « qui peut s'en sortir ». Ce facteur jouerait-il un rôle dans le fait que les travailleurs sociaux apprécient leurs métiers dans le domaine de l'asile, une fois qu'ils ont mis le pied dedans ?*

### **7.1.2 Le travailleur social, un intermédiaire ?**

Le travailleur social a-t-il un rôle de relais, de lien entre l'Etat et les migrants ? Cette affirmation est-elle véridique pour tous les travailleurs sociaux ? Sinon, dans quels cas ?

Trois travailleurs sociaux sont d'accord avec cette notion d'intermédiaire lorsqu'elle tend vers l'intégration ;

« [...] Je me vois plutôt comme une montreuse de clefs. J'ai des clefs, il y a plein de portes à ouvrir dans cette société et ils ne comprennent pas. Donc la personne est apte à faire toute seule ; ce n'est pas de lui mettre la main dans le trou et continuer à le faire alors qu'elle sait le faire. C'est dire : il y a cinq clefs et cinq portes. Il va falloir expliquer, réexpliquer, pour certains c'est très rapide ou pour d'autres pas. » (TS2)

Un travailleur social confie que ce lien n'est pas primordial pour les migrants, tout comme pour la société en général, mais qu'il facilite le « vivre ensemble » ; « [...] S'il n'y pas ce lien, ça va bien se passer, mais ils vont galérer au début. Quelque part ça va faire plus de bruit, ça va être plus dérangeant et on va plus les voir. On est le lien. » (TS1)

Ce rôle doit donc mener le requérant vers l'autonomie, puis l'indépendance. Cet exercice n'est pas toujours évident ; « toute la difficulté est de rompre, couper ce lien et de faire en sorte qu'ils n'aient plus besoin de ce lien. Ça c'est assez subtil et compliqué à faire dans notre travail. » (TS1)

Le dernier travailleur social, investi professionnellement dans une ONG, nuance cette position ; il fait la distinction entre les institutions publiques et privées ;

« Notre rôle est différent ; on a un rôle de militant. On doit défendre les intérêts du migrant dans la mesure où c'est possible, respecter le migrant dans son droit de défendre ses propres intérêts. Ce n'est pas tellement l'intermédiaire avec l'Etat sinon que s'il y a quelque chose qui nous pose problème, on téléphone pour comprendre pourquoi. [...] Lorsqu'on défend ou on aide quelqu'un à rédiger un document, on ne fait pas vraiment un lien avec l'Etat, on va contre une décision. On n'a pas le même rôle, suivant que l'on est engagé pour une association qui défend les droits humains, le lien que l'on a entre l'Etat et le migrant n'est pas le même. » (TS3)

*Malgré une distinction de rôles entre institutions étatiques et privées, l'action des quatre travailleurs sociaux interrogés reste centrée sur le requérant d'asile. Le rôle d'intermédiaire des travailleurs sociaux peut donc être nuancé dans certaines situations ; le travail de lien comprend une démarche d'intégration qui est plus spécifiquement centrée sur le migrant. Le but de l'intégration étant de transmettre les valeurs, normes et codes de la société aux migrants.*

### 7.1.3 La perception de la société face à l'asile

Cette question avait pour but d'apporter un éclairage sur le positionnement professionnel des travailleurs sociaux. Il paraissait important de les questionner sur leur ressenti par rapport à la perception de la société face à leur domaine professionnel ainsi que leur fonction de travailleur social. Ceci peut avoir un effet sur leurs cadres et environnements de travail ainsi que sur leurs attitudes professionnelles.

De manière générale, ils n'ont pas l'impression que leur travail est très bien vu par la société, ils invoquent plusieurs raisons :

- « Les gens nous perçoivent comme des personnes qui aident la Suisse à se laisser envahir par tous ces gens qui viennent chez nous pour manger notre pain. » (TS4)
- « Si je prends les plus extrêmes, je pense qu'ils vont certainement me dire que je ne sers à rien, que je coûte trop cher. » (TS1)
- « Vu la réaction et les votations, je pense qu'il y beaucoup de gens qui nous prennent pour des doux rêveurs ou des empêcheurs de tourner en rond. » (TS3)

Plusieurs explications sont données par les travailleurs sociaux à ce regard de la société. Trois travailleurs sociaux se sont appuyés sur les résultats des votations ainsi que sur la politique suisse pour expliquer la perception de la société. Un travailleur social aborde ce phénomène en le mettant en lien avec l'évolution de la société et des mentalités :

« Il faut dire qu'à Sion, il y a encore 10 ans, il y avait très peu de personnes de couleur. Maintenant quand on se promène, il y en a plus. [...] Je pense que dans la mentalité des gens ça fait aussi beaucoup. On les voit parce qu'ils sont différents de nous, par exemple les femmes voilées. Il y a une espèce d'intolérance parce qu'il y a beaucoup d'un coup et c'est des gens qu'on voit [...]. » (TS4)

L'un d'entre eux apporte également une explication liée au genre. Les requérants d'asile de sexe masculin inquièteraient plus la société :

« Dès qu'un homme requérant d'asile est là, ça crée des tensions. [Pour les femmes] les gens sont moins craintifs par rapport à des images de drogue ou autre. Image qui n'est pas qu'une image, c'est aussi une réalité. » (TS2)

Ce regard de la société, jugé plutôt négatif par les travailleurs sociaux, ne serait cependant pas figé, il dépendrait des situations ;

« La plupart des personnes, même des personnes qui auraient voté très à droite vont dire "oui mais lui ce n'est pas la même chose, c'est mon voisin.". A partir du moment où on connaît la personne ; le gars qui a bossé pour toi, qui a fait le terrassement, qui t'aide aux vignes...souvent ça se passe très bien. Je pense c'est assez humain. » (TS2)

L'une des solutions apportées par deux travailleurs sociaux prendrait la forme d'un partage d'expérience, afin de répondre à cette perception qui se voudrait plutôt négative. Il s'agirait d'expliquer les bons résultats, de parler des gens qui vont bien (TS4) ou des situations concrètes (TS3). Un travailleur social témoigne cependant de sa difficulté de pouvoir parler de l'asile et de son travail car il constate un durcissement des perceptions :

« C'est un sujet dont je ne parle plus tellement. Les premières années, j'en parlais souvent. Je n'en parle plus tellement parce que je vois que les gens ont une incompréhension par rapport à l'asile. » (TS4)

*Les travailleurs sociaux interrogés ont, de manière générale, l'impression que la société n'a pas une perception positive de l'asile. L'intérêt de leurs actions ne serait pas toujours reconnu de plus, l'aspect « dépense » serait également mal perçu. Le partage d'expériences pourrait être une solution à ces idées négatives de la société mais souvent, il est difficile d'en parler.*

## 7.2 Groupe des représentants politiques

### 7.2.1 Implication politique dans le domaine de l'asile

Cette entrée en matière permet de comprendre le lien entretenu entre le représentant politique interrogé et le domaine de l'asile. Ceci permet de comprendre les bases sur lesquelles les interlocuteurs ont fondé leurs discours et leurs positions durant l'entretien.

Lorsque le thème de l'asile a été abordé, les représentants du PLR et de l'UDC ont tous deux parlé du parcours de migration de l'un des membres de leur famille proche. Le représentant du PLR, en parlant d'un membre de sa famille, fait une différence entre migration et asile ;

-« [...] Bon, c'est une immigration différente, parce que ce n'est pas l'immigration pour le travail, mais c'est plutôt une immigration pour les études, à la base. [...] Après l'asile et l'immigration ce n'est pas pareil. »

Le représentant du PS fait également cette distinction lorsqu'il parle de son mandat politique ; « Au niveau de mon occupation politique, j'ai à faire avec l'intégration à partir du moment où il y a un permis, donc moins directement avec l'asile. »

Les représentants du PDC et du PS se sont tous deux impliqués personnellement dans le domaine de l'asile. Cette implication s'est faite, pour le représentant du PDC par des rencontres personnelles avec des requérants ou des personnes investies dans l'asile, pour celui du PS, en prenant part à des activités et en étant en lien avec certaines ONG valaisannes œuvrant dans le domaine de l'asile.

Le représentant du PDC, impliqué politiquement au niveau communal, explique que la portée de son mandat ne demande pas nécessairement d'implication politique face à l'asile ;

« On a fait une délégation de compétences. Actuellement c'est un domaine qui est tellement normé ; il y a un budget, un montant et des critères à prendre en compte. La marge d'appréciation politique n'existe pas, sur l'échelon communal, avec comme conséquences que l'on n'a pas à s'en occuper. [...] »

*Aucun représentant politique n'est directement impliqué, au niveau politique, dans le domaine de l'asile. Cependant, les quatre politiciens parlent de liens spécifiques avec ce domaine, souvent hors mandat politique. La spécificité de ce domaine pourrait être une explication à cette « non-implication » au niveau politique. La politique se jouerait-elle d'avantage au niveau cantonal et fédéral ?*

*Le thème de la migration est également abordé à plusieurs reprises. L'asile paraît être un sous-ensemble à part entière de ce thème. Deux politiciens interrogés font une distinction claire entre migration et asile.*

### 7.2.2 Positionnement sur l'asile

La question suivante tourne autour du positionnement des représentants politiques interrogés sur le domaine de l'asile au sens large. Celle-ci implique une prise de position sur le statut de réfugié ainsi que sur la procédure d'asile, elle permet de situer le sens, la définition et le rôle que les représentants politiques donnent à « l'asile ».

L'asile étant un sujet large, il peut être abordé sous divers axes ou angles de vue. Le tableau ci-dessous schématise l'orientation des réponses apportées par les représentants politiques. Une première colonne contient le niveau principal sur lequel ils ont fondé leurs discours. La deuxième décrit, de manière plus précise, les sujets abordés.

Partis politiques	Axe principal	Axe secondaire
PDC	Aspect politique Aspect légal	Votations Processus d'une demande d'asile
PLR	Aspect légal Aspect politique	Critères du statut de réfugié Organisation politique fédérale de l'asile
PS	Aspect légal	Problèmes éthiques et politiques dans l'application de la loi
UDC	Aspect politique Aspect financier Aspect légal	Accueil des requérants Coût de l'asile Critères du statut de réfugié

**Tableau 14: orientation des réponses apportées par les représentants politiques sur l'asile**

L'aspect légal de l'asile est cité par tous les représentants, sous plusieurs formes :

- PDC : description des étapes du processus d'une demande d'asile telles qu'elles sont schématisées dans le tableau 1 du chapitre 2.1.4.
- PLR et UDC : définition des critères que doivent remplir les requérants d'asile pour voir accepter le statut de réfugié.
- PS : questionnement sur les problèmes éthiques et politiques qui peuvent se produire dans l'application de la loi (capacité d'accueil de la Suisse et gestion des personnes qui demandent l'asile).

L'aspect politique de l'asile est avancé par les représentants du PDC, du PLR et de l'UDC.

- PDC : la votation du 09 juin 2013
- PLR : l'organisation politique de l'asile ; « c'est le département de Simonetta Somaruga qui s'occupe de ça. »
- UDC : la politique suisse menée en matière d'asile ainsi que le traitement des requérants d'asile, en comparaison avec les autres pays européens.

Le représentant de l'UDC est le seul à aborder l'aspect financier en affirmant que « beaucoup d'argent est investi là-dedans. ».

Toutes les facettes de l'asile n'ont évidemment pas pu être développées par les représentants politiques. Leurs discours reflètent cependant une conception et un positionnement face à l'asile différents selon les représentants, comme le démontre ce tableau synthétique.

## Le statut "réfugié"

Les quatre représentants ont chacun fait une liste de conditions à remplir pour qu'un requérant d'asile se voie attribuer le statut "réfugié". Les critères énoncés sont représentés dans le tableau ci-dessous :

<b>Conditions</b>	<b>PDC</b>	<b>PLR</b>	<b>PS</b>	<b>UDC</b>
Les femmes et les enfants				X
Non-accès aux soins		X		
Opinions politiques	X			X
Personnes en danger dans des pays en conflit	X	X	X	X
Personnes en détresse	X	X		
Personnes vulnérables				X
Situation politique du pays d'origine	X	X	X	

**Tableau 15: critères d'octroi du statut de "réfugié", définis par les représentants politiques**

Plusieurs observations peuvent être tirées de ce tableau ;

- Seuls les critères de l'opinion politique ainsi que les personnes en danger dans un pays en conflit sont cités par la LAsi (cf. chapitre 2.1).
- Un seul critère a été cité de manière unanime : la situation d'une personne en danger dans un pays en conflit.
- Trois représentants se sont accordés sur la situation politique du pays d'origine.
- Le représentant du PDC et de l'UDC se rejoignent sur le critère de l'opinion politique.
- Le représentant du PDC et du PLR citent tous deux les personnes en détresse.
- Le représentant de l'UDC a apporté deux explications qui n'ont pas été reprises par les autres personnes interrogées, celui du PLR en a apporté une.
- Seul le représentant du PS n'a cité que deux critères, les autres en ont cité quatre.

Le discours du représentant du PLR ainsi que de celui de l'UDC s'appuyaient également sur les difficultés dans l'octroi du statut "réfugié", en se basant sur des critères définis ;

-C'est difficile de classer des gens selon leurs problèmes, leurs origines, leurs inconvénients, leurs défauts. [...] C'est vraiment au cas par cas qu'on doit analyser ces choses-là. » (PLR)

-« Je n'aimerais pas être à leur place. Parce que de pouvoir juger des gens qu'on ne connaît pas, sur des faits qui sont difficilement avérables (religion, homosexualité, persécution politique). On peut dire un peu n'importe quoi, c'est un peu à la tête du client. » (UDC)

## La procédure d'asile

La notion « temps » est unanimement citée par les représentants politiques. Ils affirment tous que la procédure prend trop de temps et crée, chez les requérants, des situations difficiles ;

- Enfants scolarisés (PDC)
- Intégration (PLR, UDC)
- Les personnes sont assistées (PS)
- Inactivité (PS)



Le représentant du PS est le seul à nuancer cette « lenteur administrative » ;

« Il y a aussi des situations où le cadre est particulier et dur et, gagner du temps là-dedans ce n'est pas si mal. Ça peut être un moyen de préserver certaines choses, autour d'une certaine détresse [...] qui les ont fait changer de pays. »

D'autres notions sont abordées de manière plus individuelle ;

Pour le représentant du PLR, les aides journalières octroyées aux requérants d'asile sont faibles et, « c'est ce qui pousse aussi, à mon avis, la plupart des requérants d'asile à se détourner vers une pratique un peu frauduleuse ou illégale, comme typiquement, le trafic de drogue. ».

Le représentant de l'UDC parle de quotas en fonction de « notre pays, notre population et notre superficie ». Il explique la légitimité de mettre en vigueur des quotas ; « on ne va pas accueillir trois fois plus de personne que la France qui est un pays X fois plus grand, avec une population qui est sûrement multipliée par 10. ».

*L'aspect légal est souvent invoqué lorsqu'il s'agit de parler de l'asile, cependant celui-ci est abordé sous plusieurs facettes (processus, critères, organisation politique, enjeux éthiques...). En se basant sur les articles de la LAsi, les critères décrits par les représentants politiques pourraient être séparés en deux catégories ; il y a les critères inscrits dans la LAsi et des critères plus personnels, sûrement liés aux valeurs et représentations des personnes interrogées. En ce qui concerne les procédures d'asile, les représentants ont adopté une position commune quant aux difficultés que peuvent provoquer des délais de réponse trop longs. Seul le représentant du PS nuance ces difficultés, dans certaines situations.*

### 7.2.3 L'augmentation des demandeurs d'asile

Cette question était posée de manière détournée pour comprendre la conception des motifs d'asile actuels ainsi que des causes de migration qu'ont les représentants des partis politiques.

Les réponses des politiciens à cette question sont représentées dans le tableau ci-dessous :

	PDC	PLR	PS	UDC
Choix d'un pays d'accueil avec des possibilités de travail			X	
Conflits dans le monde	X	X	X	X
Contingent de réfugiés réparti dans l'UE (Syrie)	X			
Démocratisation du monde		X		
Médiatisation				X
Rébellion du peuple contre certains régimes politiques		X		
Services « offerts » par la Suisse aux requérants				X
Suppression des frontières (Schengen)				X

**Tableau 16: explications des représentants politiques concernant l'augmentation des demandeurs d'asile**



Quelques observations ressortent de ce tableau :

- Les représentants ont cité les crises que traversent plusieurs Etats mondiaux comme la migration des demandeurs d'asile. C'est le seul point qu'ils aient cité de manière unanime.
- Avec quatre points cités, le représentant UDC est celui qui a donné le plus grand nombre d'explications, suivi par le représentant du PLR, puis ceux du PS et du PDC.

Deux des critères cités par l'ODM (cf. chapitre 2.1) peuvent être mis en lien avec les discours des représentants politiques ;

- Espace Schengen et libre-circulation → Suppression des frontières, Schengen (UDC)
- Crise économique dans certains pays européens → choix d'un pays d'accueil avec des possibilités de travail (PS)
  - « L'Italie, à l'instar d'autres pays du sud de l'Europe, pâtit de la crise économique actuelle. La demande en main-d'œuvre bon marché étant faible dans ce pays, de nombreux migrants qui y vivaient (illégalement) ont poursuivi leur chemin vers la Suisse. » (ODM, 2013, page 3)

De manière plus large, deux critères énumérés par l'ODM comme motif de migration ont également été évoqués par les représentants des partis ; les situations de conflit et de guerre (PDC, PLR, PS, UDC) et l'attrait des pays industrialisés dû à la médiatisation (UDC).

Il paraît également important de relever que seul le représentant du PDC a émis un doute sur l'augmentation du taux de requérants d'asile en demandant les statistiques en termes de chiffres absolus et relatifs.

*Le domaine de l'asile est un domaine où les statistiques varient selon les années. Selon le climat mondial, il y aura plus ou moins d'arrivants. Les explications aux « hausses » dans les statistiques sont diverses et variées ; seul l'une d'entre elles a été commune à tous les représentants politiques. Elles peuvent être expliquées par plusieurs facteurs tels que les valeurs, les sensibilités, la profession exercée... On peut constater que les statistiques amenées au niveau fédéral par l'ODM ont très peu été reprises par les représentants politiques interrogés. Un lien a été fait entre les motifs de migration, qui ne sont pas nécessairement des motifs d'asile, cités par l'ODM et les critères énoncés dans les discours des représentants. De plus, malgré les statistiques publiées pour l'année 2013 qui annoncent une baisse des personnes dans le processus d'asile, seul le représentant du PDC a remis en doute « l'augmentation des requérants d'asile ».*

## 7.3 Regards croisés

Ce chapitre a pour but de faire un lien entre la perception des travailleurs sociaux et celle des partis politiques. Il débute par un positionnement des deux groupes sur la politique d'asile suisse. Dans un second temps, le sens de l'intégration des requérants d'asile sera analysé par les représentants politiques. Par la suite, les travailleurs sociaux partageront leurs avis sur les partis politiques suisses ainsi que les attentes qu'ils ont vis-à-vis de ces derniers. En parallèle, un espace sera donné aux représentants politiques pour qu'ils apportent leur vision sur le métier et le rôle des travailleurs sociaux. Cet espace débouchera sur une discussion des deux groupes à propos des métiers du travail social.

Dans ce chapitre, les travailleurs sociaux apporteront également leurs points de vue sur l'influence qu'a la politique sur leur cadre de travail ainsi que sur l'avenir de leur métier dans le domaine de l'asile. Les représentants politiques argumenteront l'adéquation des discours de leurs partis respectifs avec la réalité vécue sur le terrain, notamment par les travailleurs sociaux. Ce chapitre débouchera pour finir sur une « discussion » des deux groupes sur l'implication des travailleurs sociaux en politique.

### 7.3.1 L'asile : développement et perspectives

Comment les travailleurs sociaux et les représentants politiques perçoivent-ils la politique d'asile menée en Suisse ? Quels sont les éléments qui ressortent de leurs discours ? Y-a-t-il des rapprochements ou comparaisons qui peuvent être faits entre les discours de chacun ?

De manière générale, les travailleurs sociaux ont apporté une vision de la politique d'asile marquée de manière plus négative ;

- « C'est une politique qui a de moins en moins de discernement, qui devient de plus en plus xénophobe et qui n'a plus vraiment les pieds sur terre. » (TS4)
- « Un désastre » (TS3)

Le représentant du PDC ainsi qu'un travailleur social (TS2) lient l'UDC à la politique d'asile. Pour le représentant du PDC, l'asile est utilisé par l'UDC à des fins politiques. Le travailleur social parle de ressources financières plus importantes du côté des partis de droite.

Les personnes interrogées ont donné leurs avis sur plusieurs aspects de la politique suisse en matière d'asile. Ceux-ci ont été repris sous forme de tableau, avant d'être discutés et mis en lien.<sup>43</sup>

	PDC	PLR	PS	UDC	TS1	TS2	TS3	TS4
<i>Critères d'asile</i>				X	X			
<i>Durcissement</i>			X			X	X	X
<i>Laxisme</i>				X				
<i>Frontières</i>	X			X	X			X
<i>Aspect financier</i>		X	X					
<i>Autorités et gouvernement</i>				X		X	X	
<i>Lois et votations</i>					X	X	X	

**Tableau 17: positionnement des représentants politiques et des travailleurs sociaux sur la politique d'asile en Suisse**

<sup>43</sup> A noter que les discours ont été assemblés sous un même groupe, cela ne veut pas dire que le sens donné aux discours de chacun est le même.

## **Critères d'asile**

Le représentant de l'UDC ainsi qu'un travailleur social parlent des critères d'asile ainsi que des réfugiés qui seraient actuellement plutôt d'ordre économique. Pour le représentant de l'UDC, il serait difficile de différencier les vrais réfugiés (personnes en danger), des faux (réfugiés économiques). Un travailleur social répond au représentant de l'UDC en expliquant ce phénomène à travers des critères d'octroi de l'asile très restrictifs ;

« Je suis assez d'accord quand les partis de droite disent qu'en Suisse, on est réfugié économique, on entend ça souvent. Effectivement c'est assez vrai parce qu'on a une loi sur l'asile qui est tellement restrictive et dure que pour répondre à l'asile, ce sont des critères tellement spécifiques qu'il y en a effectivement très peu qui y répondent. Le gros problème qu'il y a c'est qu'il n'y a aucun moyen d'arriver en Suisse pour les étrangers sans passer par l'asile. » (TS1)

## **Durcissement / Laxisme**

Le représentant du PS ainsi que trois travailleurs sociaux, ont l'impression que la politique en matière d'asile se durcit. Ce durcissement se fait ressentir de plusieurs manières différentes ;

- Un ton politique qui ne va pas dans le sens de l'accueil (PS)
- Un message donné plutôt dur (TS2)
- Une tendance à faire peur aux gens (TS4)
- Les votations (par exp : renvoi des criminels étrangers) (TS4)
- Fermeture des frontières (TS2)
- Limitation des arrivées (TS2)
- Un mouvement général de toute l'Europe (TS4)
- Un changement de ton au niveau professionnel pour les travailleurs sociaux (TS4)
- Le contexte financier (PS)

Pour sa part, le représentant de l'UDC affirme que ce durcissement n'est qu'une impression, que c'est un message véhiculé mais qu'il est faux. Il y voit cependant une nécessité :

« Ça va être de plus en plus dur parce qu'on va être un « petit paradis » au milieu d'une crise mondiale. [...] Je pense que par rapport à l'avenir, si justement on n'essaie pas de durcir l'asile, on risque d'être mal barré. »

## **Frontières**

Le discours de deux travailleurs sociaux se rapporte à la fermeture des frontières, qu'ils voient de manière négative. L'un d'entre eux parle d'un climat de crise en Europe qui implique une fermeture des frontières. Le deuxième affirme : « on devrait juste ouvrir un peu plus nos portes, avoir une politique d'immigration et là on pourrait faire une vraie politique d'asile. » (TS1).

Le représentant du PDC fait également écho à ce sujet, pour lui les frontières n'empêcheront pas les arrivées ; « on pourra mettre tous les murs qu'on peut, il y aura des gens. ». Le représentant de l'UDC apporte un avis contraire à cette affirmation ; « je pense qu'avec l'ouverture des frontières, les accords Dublin et Schengen, [la Suisse] c'est une vraie passoire et tu peux venir ici comme tu veux. ».

## **Aspect financier de l'asile et de la Suisse**

Pour le représentant du PDC, les arrivées des personnes étrangères en Suisse sont dues aux ressources de la Suisse ; « le jour où on sera sans travail, sans ressources et avec des difficultés économiques, on aura moins de monde parce qu'il n'y aura rien à offrir. » Un travailleur social (TS2) a également suivi le même raisonnement.

Pour lui, tant que la société se sent riche et qu'il y a du travail, il n'y aura pas de problèmes au niveau des requérants d'asile.

Deux représentants politiques ont parlé des moyens de la Suisse au niveau de l'accueil. Le représentant du PLR affirme que la Suisse pourrait accueillir plus car « on a un cadre de vie qui est quand même supérieur à la plupart des pays dans le monde, même les pays développés ». Le représentant du PS appuie sur le fait que la Suisse est un pays « qui a un certain nombre de privilèges et qui pourrait accueillir différemment les personnes. ». Ces deux représentants mettent l'accueil en lien avec les finances. Pour le représentant du PLR, en cas d'accueil trop important, il pourrait y avoir « un problème au niveau du financement ». Le représentant du PS, quant à lui, comprend que la politique d'asile soit dure si elle est liée à un aspect financier « car cela nécessite des moyens et le contexte pour obtenir des moyens d'aide n'est pas évident ».

### **Autorité et gouvernement**

Un travailleur social explique que les autorités n'ont peut-être pas bien communiqué sur l'asile et qu'elles n'ont pas réussi à anticiper les craintes du peuple par rapport à ce sujet ;

« [...] Je ne peux que prendre note des craintes, fondées ou pas, que les Suisses émettent et que le gouvernement n'a peut-être pas vu venir. Il aurait dû mieux travailler les propositions des contre-projets. » (TS2)

Un autre travailleur social parle de la LAsi, qui est sans cesse modifiée, il ajoute :

« On donne à la population un mauvais signe en laissant penser que l'on est submergé par les demandeurs d'asile, ça fait circuler une information qui n'est pas très correcte parce que les demandeurs d'asile ça représente relativement peu de choses. » (TS3)

Le représentant de l'UDC, quant à lui, remet en cause l'application des lois ; « il y a ce que tu votes et ce qui est décidé au niveau du parlement. »

### **Lois et votations**

Trois travailleurs sociaux ont parlé des conséquences de la loi votée le 09 juin 2013 (cf. annexe 1). Celle-ci concernait la mise en place de plusieurs mesures, modifiant la LAsi, ayant pour but d'accélérer les procédures d'asile. L'une d'elles, abordée par les travailleurs sociaux interrogés, concernait l'ouverture de centres fédéraux pour accueillir les requérants d'asile.

Deux travailleurs sociaux abordent cette votation en parlant de leur travail. Pour l'un d'eux (TS2), les conséquences de cette loi se font déjà ressentir à travers l'ouverture du type de population accueillie dans son institution ; celle-ci n'est plus seulement représentée par des requérants d'asile. Pour un autre, l'ouverture de centres fédéraux pourrait engendrer une suppression de son poste, il nuance toutefois ses doutes en s'appuyant sur les exemples passés, « il n'y a jamais rien qui a fonctionné » (TS1).

Un troisième travailleur social note qu'aucune mesure ne pourrait aller plus loin que celle votée le 09 juin ;

« Alors je ne sais pas si on peut encore aller plus loin dans les mesures restrictives. [...] Les centres fédéraux ça fait un peu peur. Il faut vraiment que le requérant soit protégé. [...] A mon avis, dans la question de l'asile on va trop loin. » (TS3)

*La politique d'asile menée en Suisse est mal perçue par les travailleurs sociaux. L'UDC est perçu comme étant à la base de cette politique. Le discours du représentant de l'UDC ne va souvent pas dans le même sens que les autres, cette distance est observable distinctement lorsque les sujets qui ont trait aux frontières et au durcissement de la LAsi sont abordés.*

*La loi du 09 juin inquiète les travailleurs sociaux, elle va jusqu'à menacer leur emploi alors qu'elle n'est pas du tout abordée par les représentants politiques. Il y a donc une différence marquée, avec d'autres enjeux, dans la manière de vivre la politique menée en matière d'asile ainsi que l'avenir de ce domaine.*

### 7.3.2 L'intégration des requérants d'asile

Cette question fait écho au chapitre 4 de ce travail, traitant de l'intégration mise en lien avec l'asile. Le tableau comparatif de ce chapitre avait démontré que les partis politiques n'étaient pas toujours d'accord. Deux avis contraires sont présents dans les réponses des représentants politiques ;

#### Pour une intégration des requérants d'asile :

Du côté des arguments « pour », des éléments et critères d'intégration différents sont avancés par les représentants du PDC et du PS

PDC :

- Le niveau de connaissances linguistiques doit être élevé
- Exigences d'intégration pareilles pour tous (enfants, mari et femme)
- Le processus d'intégration prend du temps
- Importance du contact avec les « locaux »
- Participation de l'Etat pour l'intégration dans un premier temps puis démarches personnelles
- Facteur d'incitation aux démarches d'intégration : l'argent

PS :

- Apprentissage de la langue important
- Intégration valable pour tous (personnes avec permis ou dans le processus d'asile)
- Egalité des chances
- Facteur d'intégration : l'emploi
- Nécessité d'avoir des informations sur le fonctionnement suisse

#### Contre une intégration des requérants d'asile :

Représentant du PLR

- L'intégration c'est dangereux s'il n'y a pas de décision dans la procédure d'asile
- Les requérants s'acclimatent au niveau de vie, au climat, à l'environnement
- En cas de décision négative, on leur « reprend » ce qu'on leur a donné
- L'intégration ça n'a pas de sens avant la décision d'asile

Représentant de l'UDC

- Discours contradictoire : il faut s'intégrer et il faut peut-être partir
- Proposition de l'UDC de mettre les requérants d'asile dans les hospices ou à la montagne sur des cols
  - Avantages
    - Pas de tentation par la société suisse
    - C'est calme et reposant pour des personnes qui fuient des pays en conflit
    - Contrôle sur les requérants

*Le clivage « gauche-droite » a été présent dans les discours et les positions des représentants politiques. En effet, les partis orientés plutôt « centre » et « gauche », sur l'échiquier politique, sont en faveur d'une intégration pour les requérants d'asile alors que les partis « de droite » ne le sont pas. Quel que soit le positionnement, les arguments ne sont pas fondés sur les mêmes bases. D'un côté, les arguments « pour » avancés sont l'importance d'une intégration basée sur des critères stricts, de l'autre, l'égalité des chances. Les arguments « contre » avancés tournent autour d'une notion d'un confort qu'il faudra quitter en cas de décision d'asile négative.*

### 7.3.3 Les partis politiques vus par les travailleurs sociaux

Les travailleurs sociaux ont eu à se positionner face aux discours publics et positions de chacun des quatre groupes politiques présents au niveau suisse, de manière séparée. Comment les travailleurs sociaux perçoivent-ils les partis politiques ? Ont-ils des affinités pour certains partis ? Sont-ils en accord ou ont-ils des réticences face à certains d'entre eux ? Et pour finir, ont-ils des attentes vis-à-vis des politiques ? Si oui, sous quelle(s) forme(s) se présentent-elles ?

#### PDC

Le PDC est considéré comme un parti modéré, « toujours un peu tiède, par peur de perdre des électeurs » (TS3). Cependant, tous ne doivent pas être mis dans le même panier ; « certains ont un regard humain sur l'asile ; ils concèdent quand même le fait que les gens qui viennent, ce n'est pas pour rien. » (TS3)

Le PDC est à plusieurs reprises défini comme étant le parti de la famille, argument également repris par le parti lui-même ; « le PDC est le parti des familles »<sup>44</sup>. Un travailleur social questionne pourtant cette affirmation ; « le 80% des personnes avec qui je travaille sont des familles. C'est dommage, on aimerait que le PDC soit le parti de toutes les familles, toutes couleurs confondues. » (TS1)

Une comparaison a été faite entre le PDC et les autres partis ;

« On va l'écouter parce que ce n'est pas le PS ; on ne va pas lui dire qu'il fait de l'angélisme. Ils ont un discours plus raisonnable que l'UDC. Ils sont plus clairvoyants et posent les bonnes questions, [ils ont] plus d'idées que l'UDC. » (TS4)

#### PLR

Dans le domaine de l'asile, le PLR s'adapterait à la tendance politique du moment ; « Je pense qu'ils devraient moins être copain avec l'UDC et être un parti avec une vraie opinion. J'ai plutôt l'impression que l'opinion a tendance à s'adapter. » (TS1).

C'est un parti qui serait assez discret sur le sujet d'asile, toutefois il s'affirme lorsque ce domaine touche l'un de ces domaines de prédilection comme le travail ;

« Aux dernières votations, le PLR est sorti du bois quand même en disant : on a besoin de l'immigration, c'est important pour l'emploi. [...] C'est une main d'œuvre importante dans l'hôtellerie et l'agriculture, en Valais on compte bien sur les deux et on en a besoin. » (TS2)

Les partis du PDC et du PLR entretiennent beaucoup de liens. Ils suivraient la tendance de l'UDC, tout en la nuancant ; « les PDC et les radicaux, eux sont obligés de suivre la tendance de l'UDC, avec beaucoup plus de nuances. Je pense que l'UDC a un tel succès, que les autres partis sont obligés, s'ils ne veulent pas tout perdre, de se mettre dans ce créneau-là. » (TS4)

#### PS

Le PS est considéré comme étant un parti discret, qui s'affirme peu ; « je trouve qu'on ne les entend pas, même pas du tout, ou alors je ne sais pas où ni quand. [...] J'attendrai qu'à l'autre extrême, le parti socialiste réponde un petit peu plus à ce qui se passe. » (TS1). Il va cependant à l'encontre des discours des trois autres partis et paraît « courageux » malgré une perte de vitesse significative ; « en période de votation malheureusement, on voit depuis quelques années qu'ils ne font pas le poids. » (TS4) Ce parti apporterait un discours qui met en avant l'humain ;

« Le point fort du PS, c'est de mettre en avant la défense et la dignité de la personne. De mettre au cœur du débat, l'être humain. De montrer à tout le monde qui si la

---

<sup>44</sup> <http://www.pdc.ch>



personne vient ici, c'est qu'il y a des conflits, que l'on ne vient pas de gaieté de cœur, pour s'amuser à vendre de la drogue, il y a de réels conflits. » (TS2)

Le mot « angélisme » est revenu dans deux discours, de manière contradictoire. Pour un travailleur social le PS ferait preuve d'angélisme, ce qui les rendrait peu crédibles (TS1) alors que pour un autre, le parti est en train de changer, « ils se sont rendus compte qu'il ne fallait pas trop faire d'angélisme » (TS4).

## UDC

Tous les travailleurs sociaux s'accordent pour dire que l'UDC est le parti le plus présent lorsqu'il s'agit de parler d'asile. Ce parti est vu de manière négative par les travailleurs sociaux. Plusieurs raisons ont été partagées par les personnes interrogées :

- Ils auraient un discours subjectif et négatif qui ne s'appuierait pas sur la réalité, ceci entraîne la peur dans la société (TS4).
- L'asile serait pointé du doigt alors qu'il ne comprend qu'un faible pourcentage de personnes ; « [...] ils devraient être un peu plus honnêtes ; sortir les chiffres et voir que les requérants d'asile ça ne représente qu'un faible pourcentage. » (TS1)
- La politique menée par l'UDC est également dénoncée car elle proposerait « peu de choses si ce n'est que de fermer la Suisse, mettre les gens dehors, se renfermer sur soi. » (TS1).

Les travailleurs sociaux ont toutefois réussi à trouver des points positifs à ce parti. Ils se rejoignent en disant que cette présence amène un débat et une réflexion autour de ce sujet.

## Attentes des travailleurs sociaux vis-à-vis des politiques

Trois travailleurs sociaux ont effectivement des attentes vis-à-vis des politiques. Deux d'entre eux aimeraient un changement de discours. Pour l'un d'eux les autorités devraient expliquer la réalité des situations vécues dans l'asile ;

« Je crois que le discours du politique ne devrait pas toujours être de dire que la barque est pleine, il y a trop [de requérants d'asile] mais d'essayer aussi de faire comprendre que le monde qui nous entoure fait que les gens partent de chez eux parce qu'effectivement c'est entre ça ou mourir dans son pays. » (TS3)

Le deuxième travailleur social a ciblé ses attentes sur les discours des partis du centre. Il voudrait que ceux-ci nuancent les propos de l'UDC, qu'il perçoit négativement, et touchent « la population plus âgée ou moins formée » (TS4).

Un travailleur social attend que les politiciens « tous partis confondus », « viennent concrètement voir ce qu'on fait tous les jours ou s'intéressent un peu plus près sur ce que c'est que notre métier. » (TS1)

Un travailleur social a affirmé ne pas avoir d'attentes envers les politiques. Il évoque le fait que « beaucoup de gens prennent la défense de l'asile (associations, partis de gauche, petits groupe par commune...) » (TS2) Il en conclut donc ; « [...] on n'a pas tellement besoin d'attendre plus. Pour l'instant c'est là et après on prend acte des décisions que le peuple suisse prend. » (TS2)

*Aucun parti ne fait l'unanimité au sein des travailleurs sociaux ; chacun comporte des points positifs mais également certains à améliorer. Lorsqu'il s'agit de parler d'asile, le PS et l'UDC sont vus comme deux extrêmes dans leurs prises de position face à l'asile. L'UDC serait plus actif. Il fût parfois difficile de faire la distinction entre les discours du PDC et du PLR face à l'asile, beaucoup de rapprochements ayant été faits entre ces deux partis. Il a souvent été question de réactions de ces deux partis, mais également du PS, face aux discours de l'UDC qui sont très présents.*

*Les attentes des travailleurs sociaux sont dirigées vers les partis politiques, de manière globale. Ils espèrent un changement de discours, porté sur la réalité vécue d'une part par les requérants d'asile, d'autre part par les travailleurs sociaux.*

### 7.3.4 Le métier et le rôle du travail social vus par les représentants politiques

Le but de cette question était de comprendre les visions et représentations des représentants politiques par rapport aux travailleurs sociaux, à leurs réalités de travail ainsi que leurs rôles dans le domaine de l'asile.

Les représentants politiques ont attribué différents aspects du travail dans le domaine de l'asile aux travailleurs sociaux ;

- Aspect administratif
- Aspect « psychologique »
- Aspect intégration
- Aspect formation

Le côté administratif du travail a été majoritairement cité. Le mot « administratif » est pris dans le sens large, il est lié :

- Aux prestations financières (PDC)
- A la recherche de logement (PDC)
- Aux lois et procédures... (PS, PLR)
- Travail avec les interprètes et les cours de langues (PS)
- A la gestion des dossiers (UDC, PLR)

Les représentants du PLR et de l'UDC parlent d'un travail d'accompagnement psychologique et de soutien. Le représentant du PLR l'explique en évoquant le vécu des requérants d'asile (pays de conflits, pauvreté, famine...).

Les représentants du PLR et du PDC évoquent les travailleurs sociaux comme étant des « relais » et une porte d'entrée vers la société pour les migrants.

Les représentants du PDC et du PS parlent également de la formation suivie pour devenir travailleur social. Le discours du représentant du PS se fonde sur les compétences des différentes options HES en travail social ; « Je pense qu'il y a des compétences propres à chaque filière qui pourraient avoir du sens dans les activités d'accueil autour des personnes qui demandent l'asile. ». Il met en lien les trois secteurs (service social, éducation sociale et animation socioculturelle) avec une certaine réalité de travail dans le domaine de l'asile. Le représentant du PDC parle d'une formation « à plusieurs volets ». Il met également le doigt sur une difficulté à délimiter de manière claire les travailleurs sociaux ; « la limite entre travailleurs sociaux et pas travailleurs sociaux est parfois un peu floue. ».

En parallèle, trois fonctions, sur lesquelles ont débattu les représentants politiques, ont été proposées. Les réponses portant du sens pour les interlocuteurs ont été représentées dans le tableau ci-dessous :

	PDC	PLR	PS	UDC
<b>Accompagnateur</b>	X	X		X
<b>Garant de la sécurité</b>	X	X		X
<b>Intermédiaire</b>	X		X	X

**Tableau 18: fonctions des travailleurs sociaux, vues par les représentants politiques**



## Accompagnateur

Pour le représentant du PDC, le travailleur social « accompagne la personne dans son processus d'intégration ». Ce rôle demande de poser un cadre en « fixant des règles du jeu », « si le migrant ne respecte pas le cadre d'accompagnement qu'on lui offre, il faudra qu'il y ait des sanctions. ».

Pour le représentant du PLR, le rôle d'accompagnateur comporte un côté maternel ; « prendre soin d'eux, s'inquiéter de leur sort, de leurs demandes, de leurs envies, de leurs besoins ». Ce rôle comprendrait également une notion de responsabilité ; « donner des règles à l'avance » et rendre les requérants attentifs à suivre ces règles pour « s'assurer qu'ils ont bien compris comment ça se passe, pour que les choses se passent bien. »

## Garant de la sécurité

Pour le représentant du PDC, une séparation distincte doit être faite entre la force publique et les travailleurs sociaux, auquel cas le travailleur social « ne peut pas exercer son rôle d'intermédiaire et d'accompagnateur ». Toutefois, selon lui, il peut exercer un rôle indirect qui pourrait avoir rapport avec l'argent, lorsque le migrant ne respecte pas les règles d'accompagnement et d'intégration fixées.

Pour les représentants du PLR et de l'UDC, le travailleur social aurait plutôt un rôle d'encadrement et de surveillance. Le représentant du PLR affirme :

« [...] Il y a certaines règles qui sont établies et il faut s'assurer qu'ils les respectent. C'est aussi le rôle des travailleurs sociaux d'avoir un œil strict au niveau de la sécurité nationale, de contrôler qu'ils ne fassent pas n'importe quoi, qu'ils ne s'échappent pas dans la nature ou qu'on n'entende plus parler d'eux. »

## Intermédiaire

Les représentants du PDC et du PS mettent l'intégration comme but à ce travail d'intermédiaire. Le représentant du PDC relève que le travailleur social apporte des connaissances aux migrants sur les us et coutumes suisses. Le représentant du PS verrait plutôt ce rôle comme celui d'un médiateur ;

« [...] si le travailleur social se cantonne seulement au cadre juridique qui lui est donné ou à de l'information il y a quand même une étape vers l'intégration qui est ratée. J'imagine qu'il faut avoir une fonction de médiateur. »

Pour le représentant de l'UDC, le travailleur social est un intermédiaire entre l'administratif et le requérant dans le but « d'avoir un suivi ; savoir ce qu'il fait, ce qu'il devient, où il est, comment il vit. ».

*Le côté administratif du travail avec des requérants d'asile a souvent été évoqué par les représentants politiques. Cet aspect du travail social est souvent mis en lien avec le service social qui est un des trois secteurs de la formation en travail social. Dès lors, pourrait-on se demander si une confusion existe entre « travailleur social » et « assistant social » ?*

*L'aspect « formation » a également été cité. Les deux représentants l'ayant abordée, ont une activité professionnelle à Sierre, lieu où se trouve la HES-so, qui dispense une formation en travail social. Cette proximité permet-elle une meilleure connaissance de la formation ?*

*Les représentants du PDC, du PLR et de l'UDC évoquent, dans le rôle des travailleurs sociaux, la fixation de règles à suivre par les requérants d'asile. Les représentants de droite (PLR et UDC) incluent un rôle de surveillance et d'encadrement. Le discours des représentants du PDC et du PS va dans le sens de la majorité des travailleurs sociaux à savoir, « un intermédiaire vers l'intégration ».*

### 7.3.5 Sens de l'action des travailleurs sociaux

Cette question sert de discussion autour de la raison d'être des travailleurs sociaux. Elle vise à comprendre la perception des représentants politiques face à la présence des travailleurs sociaux dans le domaine de l'asile. En réponse à la question posée aux représentants politiques, les travailleurs sociaux ont aussi eu droit à une question portant sur une éventuelle remise en cause ainsi qu'une reconnaissance de leur travail par les politiques.

Dans les discours des représentants du PDC et du PS, le sens de l'action est mis en lien direct avec l'intégration. Pour le représentant du PDC, « ils ont un rôle déterminant parce que la personne qui arrive dans le pays, sans ressources, elle ne sait pas comment faire. ».

Le représentant du PLR affirme « qu'il est normal qu'il y ait des travailleurs sociaux qui soient là pour être à leur écoute, [leur offrir] un suivi personnalisé. » Il s'appuie sur le côté « psychologique » du travail tel que le soutien et l'accompagnement des requérants d'asile ;

« [...] il y a cet aspect humain ; ce n'est pas seulement un formulaire à remplir et une décision couperet qui tomberait dans les réunions de certains comités. [...] La procédure est très mécanique, mais les gens qu'on oriente ne sont pas de simples objets. »

Pour le représentant de l'UDC la présence des travailleurs sociaux dans le domaine de l'asile a un certain sens ; « je pense qu'ils ont plus de sens à s'occuper des requérants d'asile que des problèmes de « société » qui devraient plutôt être réglés par la famille. ». Cependant, ce n'est pas un domaine prioritaire ; « je pense que le travailleur social devrait plutôt être là en premier pour le Suisse et après pour le requérant d'asile mais il ne faut pas que ce soit des choses qui coûtent et qui soient superflues. »

Pour deux travailleurs sociaux, le travail social n'est pas remis en question par les politiques. Ils avancent plusieurs raisons :

- La méconnaissance du travail social
  - « Je ne crois pas. Je me demande même si les acteurs politiques sont au courant de comment est organisé l'asile en Valais. [...] Je pense qu'ils ne peuvent pas tellement se prononcer, je pense qu'ils n'ont juste aucune idée. » (TS1)
- Le faible niveau de médiatisation et de communication des organismes œuvrant dans le domaine de l'asile ;
  - « A aucun moment je n'ai vu une photo ou article d'une assistante sociale expliquant le travail des assistants sociaux dans le domaine de l'asile, jamais. Je pense qu'on ne nous connaît pas. » (TS1)
- La crédibilité des organismes du secteur œuvrant dans le domaine de l'asile ;
  - « Je pense qu'on a gagné en visibilité. Tout au début, déjà pour mettre [la structure] sur pied il a fallu passer par-dessus de nombreuses embûches. [...] Au fil des années, je pense qu'on a été considéré comme des personnes qui savaient ce qu'elles faisaient. » (TS3)
- Une collaboration avec certaines personnes politiques ;
  - « On interpelle parfois, dans certaines situations où la personne ne peut vraiment pas être renvoyée, un conseiller national pour lui demander d'aller voir le directeur de l'ODM pour trouver une solution. Il y a des personnes appartenant tant au PLR qu'au PDC qui vont se mouiller. Ils veulent connaître le dossier et d'une fois qu'ils ont étudié le dossier ils s'engagent mais plutôt pour des cas particuliers. » (TS3)

Les deux autres pensent que ce secteur est remis en cause par les partis de droite ;

-« A l'époque Monsieur Blocher avait dit que le requérant d'asile créait des postes d'occupation pour des assistants sociaux. C'était inversé. [...] Il y a des discussions sur le travail de l'asile, avec des réactions politiques assez fortes. Ce qui est le cas des partis de droite. » (TS2)

-« On nous donne l'image de ceux qui donnent l'argent, qui maternent les réfugiés et qui les laissent à rien faire. C'est toujours un peu des remarques de ce style et ça vient souvent de l'UDC. [...] On fait de l'angélisme et qu'on les surprotège, qu'on n'est pas assez dur. » (TS4)

Cette opinion plutôt négative serait également présente au sein de la population ; « c'est un peu une vision de la population en général de notre travail. » (TS4)

La reconnaissance du métier de travailleur social est un aspect qui a été nuancé par les travailleurs sociaux interrogés. L'un d'entre eux fait la distinction entre la reconnaissance des politiques et des partenaires du réseau ;

« [...] au niveau des partenaires (par exemple les médecins), eux reconnaissent le travail qu'on fait et font appel à nous parce qu'ils savent qu'on a ce rôle de soutien, de lien, on a des connaissances sur la multi-culturalité, sur certaines cultures spécifiques et c'est aussi des infos qu'on peut leur donner. Je pense qu'avec les partenaires et professionnels qu'on a au téléphone tous les jours, il y a une reconnaissance. Maintenant pour ce qui est des politiques et des autorités, je suis très sceptique. » (TS1)

La communication se profile comme étant une « solution », un outil de reconnaissance ;

« Je pense qu'on pourrait avoir un rôle d'information. Je pense que c'est ce qui nous manque le plus. Si les gens veulent être informés ils peuvent, mais ils doivent chercher, trouver le journal ou le site internet qui leur permettra d'évaluer si vraiment le requérant d'asile est quelqu'un qui a vraiment un gros problème. [...] C'est important de donner une information claire et accessible aux gens de l'extérieur pour qu'ils comprennent pourquoi des gens viennent ici. [...] Essayer de faire une information, pour autant qu'on nous la demande, sur la réalité des choses. » (TS3)

Cependant, selon les attaches étatiques de l'institution sociale, cet outil, ne peut pas être utilisé de la même manière ;

« Je pense que chaque association se situe par rapport à cela. Notre association n'est pas là-dedans parce qu'on ne peut pas. Nous on essaie de faire par un autre biais, de montrer par des bons résultats que notre population ne pose pas des problèmes. Nous on essaie plutôt d'agir par un bon travail et une bonne intégration. On n'est vraiment pas très médiatique. [...] » (TS4)

Dès lors, « l'invisibilité » de l'action et de la population suivie pourrait être perçue comme signe de reconnaissance ;

« Je pense que ce qui est reconnu, c'est quand on nous dit : je ne savais pas qu'il y avait des requérants d'asile. Pour moi ça veut dire que je fais un travail d'intégration, d'écoute, de soutien... et que justement je ne fais pas que du contrôle. » (TS1)

*Aucun représentant politique ne remet en cause la présence des travailleurs sociaux dans le domaine de l'asile. Seul le représentant de l'UDC apporte un avis mitigé. Les violons des travailleurs sociaux ne se sont pas accordés pour cette question ; pour deux d'entre eux, le travail social n'est pas remis en cause, les deux autres parlent d'une remise en cause faite par les partis de droite, avec un effet sur l'opinion populaire. L'apport d'informations, à travers un outil comme la communication, pourrait apporter un point de vue différent sur le travail social, de la part des politiques, mais également de la population. Cet outil est toutefois à prendre avec nuance car la liberté de communication peut se voir confrontée au devoir de discrétion imposé par l'Etat.*

### 7.3.6 L'influence et les liens entre la politique et le travail social

Cette question visait à comprendre l'influence de la politique sur le cadre de travail des travailleurs sociaux mais également le lien entretenu entre ces deux domaines.

L'influence des politiques paraît indéniable. Par exemple, un travailleur social souligne : « les politiciens peuvent tout à fait influencer le cadre de mon travail, ils peuvent aussi faire en sorte que je n'aie plus ce travail. Je dois justifier tout ce que je fais. » (TS1) Cette influence peut se faire à travers les votations et changements de loi qui en découlent ; « La politique va, au bout de quelques années, entraîner des changements de lois et cela va se répercuter directement sur notre cadre de travail. » (TS4)

L'exemple de l'initiative « pour le renvoi des étrangers criminels » du 28 novembre 2010 (cf. annexe 2) a été pris par un travailleur social. Il explique l'influence qu'elle a eu sur son travail ;

« Ça a entraîné ici beaucoup de questions, beaucoup de gens qui viennent au guichet et qu'on doit essayer de renseigner. Il y a vraiment eu un mouvement de panique, ça a été une chose assez terrible. » (TS4)

Les changements de loi peuvent également avoir comme conséquences une remise en question du domaine professionnel des travailleurs sociaux :

« Quand il y a un durcissement de la loi sur l'asile, je me pose chaque fois la question : est-ce que je vais pouvoir, est-ce que je vais être en accord avec cela ou est-ce que je quitte le bateau parce que ça va être trop dur à un moment donné ? » (TS1)

En cas de durcissement de la LAsi ou d'une diminution des budgets, les répercussions pourraient se faire ressentir de manière importante sur le cadre des travailleurs sociaux ;

-« Je vais continuer à annoncer encore plus de mauvaises nouvelles, j'aurais encore moins de marge de manœuvre, j'aurai encore moins de moyens pour faire mon travail. [...] » (TS1)

-« [...] il y aura des répercussions aussi, licenciements ou qu'on n'engage plus de profs de français et qu'on fait avec ce que l'on a mais ce sera peut-être moins adéquat. » (TS2)

Deux travailleurs sociaux constatent qu'il y a déjà des changements dans leurs institutions respectives ;

-« Par exemple on est en train de s'ouvrir à d'autres publics parce qu'on sait qu'on risque d'avoir une baisse de requérants d'asile. » (TS2)

-« [...] ça a des répercussions sur notre travail parce que ça nous en donne plus. Il faut faire des recherches, se ré-informer sur ce qui se passe dans les pays... [...] » (TS3)

Selon l'institution dans laquelle ils exercent, les travailleurs sociaux ont tous un lien différent avec les autorités fédérales, cantonales et communales.

Deux travailleurs sociaux parlent de lien avec la Confédération. Le lien établi est principalement d'ordre financier pour un travailleur social (subventions pour l'intégration), le deuxième explique que le lien se fait à travers les recours concernant une décision d'asile déposés au TAF.

Les liens avec les autorités politiques cantonales ont été expliqués sous différentes formes ;

- La fonction et le niveau hiérarchique du travailleur social impliquera plus ou moins d'échanges avec les autorités politiques
- Le lien peut se faire à travers la défense des budgets
- La couleur politique des élus et spécialement du chef de département pourrait influencer le cadre de travail
- Le lien peut se faire à distance (par ex : appels téléphoniques)

Un travailleur social a exposé une situation pour contextualiser le lien avec les autorités communales :

« J'ai beaucoup plus de liens avec les autorités communales, où je dois défendre les requérants d'asile, prouver qu'ils ont les mêmes droits que les autres (exp. l'école). [...] Par exemple, les autorités communales reçoivent chaque année les nouveaux arrivants, il y a une soirée organisée pour les nouvelles personnes qui habitent la commune, on a réussi à faire en sorte que les requérants d'asile soient aussi invités, même si c'est des requérants d'asile et que c'est nous qui louons l'appartement dans lequel ils habitent. Ils sont reçus par les autorités communales au même titre que les personnes qui viennent de s'installer. Il y a des choses comme cela où on a notre bâton de pèlerin, ça fait vraiment partie de mon mandat [...]. » (TS1)

*Dans les discours des travailleurs sociaux, les politiques sont perçus comme des personnes ayant du pouvoir. Par exemple, supprimer des postes ou diminuer les budgets. Ils sont donc susceptibles d'avoir une influence conséquente sur le cadre et l'environnement professionnel des travailleurs sociaux. Tous les travailleurs sociaux ont un lien, de près ou de loin avec les autorités politiques.*

*Un lien existe entre les travailleurs sociaux et les politiques. Selon les institutions et les fonctions assumées, le lien entretenu est différent pour chacun des travailleurs sociaux interrogés.*

### 7.3.7 Avenir du travail social dans le domaine de l'asile

Quelle perception ont les travailleurs sociaux de leur métier dans l'avenir ? Y-a-t-il un avenir pour eux dans le champ de l'asile ?

Tous les travailleurs sociaux s'accordent pour dire qu'il y aura un avenir pour le travail social dans le domaine de l'asile. Le sens dans lequel va aller cet avenir paraît toutefois incertain :

« Je suis totalement sujette au monde et aux catastrophes dans le monde, et à la réponse que donne la Confédération à toutes ces personnes qui sont chez nous. C'est terrible mais c'est un peu ça. Je m'adapte complètement. » (TS1)

La question est donc de savoir : comment et quelle sorte de travail social sera pratiqué ? Plusieurs hypothèses ont été exposées par les travailleurs sociaux ;

- Le type de travail varierait selon le nombre d'arrivées des requérants d'asile
  - Travail d'intégration professionnelle (par exp. recherche de places d'apprentissage, de stage...) pour les « anciens requérants d'asile » ou travail d'accueil (par exp. rôle de lien, scolarisation des enfants...) s'il y a de nouvelles arrivées. (TS1)
- Si les budgets sont touchés, le travailleur social rencontrerait de la frustration à travers l'exercice de son métier
  - « [Le travailleur social] n'aura que très peu de temps, pour faire beaucoup de choses, donc son travail sera mis à mal, il ne pourra pas bien faire son travail. » (TS2).
- Le travailleur social pourrait devenir un employé derrière un guichet protégé.
  - L'avenir serait représenté de la sorte : « des portes lourdes, des sécuritas, des caméras, des heures de visites extrêmement réduites. » (TS2)
- Le rôle du travailleur social se transformerait en contrôleur
  - « Si on ne fait pas attention, on va de plus en plus nous pousser à être juste des contrôleurs, des gens qui sont là pour sanctionner. Est-ce qu'on pourra les appeler travailleurs sociaux ? » (TS4)

Pour faire face aux réalités que vivront les travailleurs sociaux dans le futur, deux travailleurs sociaux proposent de mettre sur pied des comités ou associations de travailleurs sociaux ;

-« [...] pour expliquer leur réalité, leur durée de travail mais aussi le stress engendré par le travail ; c'est des situations qui continuent parfois à la maison dans la tête ou parce qu'on doit gérer une situation de violence familiale et on est parfois dérangé pendant la nuit. [...] Pouvoir faire passer le message du travail que ça représente et pouvoir exprimer le travail du travailleur social auprès de l'Etat. » (TS2)

*D'après les avis récoltés, il y a un avenir pour les travailleurs dans le domaine de l'asile. Il est lié d'une part aux arrivées des requérants d'asile mais également à l'administration et aux autorités (budgets, cadre de travail, règles établies...). Pour s'assurer un avenir serein, deux travailleurs sociaux proposent la création de groupes « de défense » qui prendraient la forme d'associations ou de comités.*

### 7.3.8 Les discours des politiques, en adéquation avec la réalité ?

Cette question avait pour but de laisser les représentants des partis partager leurs perceptions en argumentant sur l'accord entre les discours de leurs partis et la réalité vécue sur le terrain. Les raisons invoquées ont été répertoriées dans le tableau suivant :

#### Raisons invoquées

PDC	-La doctrine sociale de l'Eglise -Le mot d'ordre des votations fédérales
PLR	Principe du PLR ; liberté et responsabilité
PS	Expertises et connaissances des membres du parti
UDC	-Valeurs de l'UDC ; « l'avenir de la Suisse et la volonté que l'on a de maintenir ce petit paradis » -Rencontre avec la population

**Tableau 19: adéquation des discours politiques à la réalité, vu par les représentants politiques**

Les représentants du PS et de l'UDC ont affirmés de manière forte leurs convictions quant à l'adéquation des discours de leurs partis.

-« Entre ma réalité professionnelle et le discours politique, pour moi, il y a une grande proximité. [...] Ensuite il y a un niveau plus philosophique ou un niveau de départ ; on a certaines valeurs et ces valeurs-là nous réunissent, elles font quand même groupe. » (PS)

-« On est le plus grand parti de suisse. [...] On est un des seuls partis suisses qui arrive à faire passer certaines idées sans l'appui de personne d'autre. Notre légitimité vient du fait que les gens nous suivent et votent pour ce qu'on propose. » (UDC)

Les représentants du PDC et du PLR sont plus mitigés. Pour le représentant du PDC, il est difficile d'affirmer que les discours de son parti sont en adéquation avec la réalité du terrain dans le domaine de l'asile. Pour le représentant du PLR, les objets de votations sont amenés, au niveau fédéral, en réponse à des problématiques concrètes et existantes sur le terrain. Il met en lien ces décisions avec l'asile ; « Si on veut décider de ne plus laisser sortir des requérants d'asile, c'est qu'il y a quand même des situations particulièrement délicates et peut-être beaucoup de bornes qui ont été dépassées. [...] ».

*Il y a peu de traces de prise en compte de la réalité vécue par les professionnels du terrain. Les opinions et discours politiques ont l'air de se former sur les valeurs que prônent chacun des partis. Les représentants du PLR et du PS abordent d'ailleurs le choix d'un parti qui se fait, selon eux, à travers les valeurs personnelles de chacun. Un constat peut être fait : les deux représentants des partis « opposés » sur l'axe politique ont une conviction qui paraît plus affirmée dans leurs discours quant à l'adéquation de leurs partis à la réalité du terrain.*

### 7.3.9 Les travailleurs sociaux, impliqués en politique ?

Cette question interroge les représentants politiques et les travailleurs sociaux sur l'implication, de manière générale, des travailleurs sociaux dans les partis politiques.

Les quatre représentants affirment que des travailleurs sociaux font partie de leurs groupes politiques. Le représentant du PLR voit un intérêt important à ce que son parti soit représenté par différents secteurs professionnels car, « ça nous ouvre, à mon avis, l'esprit sur d'autres problèmes que l'on ne maîtrise pas forcément. ».

Pour les représentants du PS et de l'UDC, les partis de gauche auraient une proximité assez forte avec le travail social. Pour le représentant du PS, les objectifs de travail créent la proximité, pour celui de l'UDC, les travailleurs sociaux, « c'est des gens qui sont très idéaliste, qui voient les problèmes et les failles du système mais qui espèrent que... »

Le représentant de l'UDC pense que l'implication des travailleurs sociaux, œuvrant dans le domaine de l'asile, dans son parti est faible. Il l'explique en affirmant que :

« [Les travailleurs sociaux] savent des choses et ils ne voudraient pas faire du tort à l'idéologie et « l'utopie » qu'ils ont. Ils auraient tellement de force de persuasion, d'anecdotes, qu'ils pourraient se tirer une balle dans le pied [...] le fait de le dire, ils décrédibiliseraient les idées qui les ont poussés à faire ce métier. »

Les travailleurs sociaux se sont également positionnés sur l'engagement politique. Aucun n'est engagé en politique. Seul l'un d'entre eux l'a été, dans le passé mais n'a pas voulu continuer. Certains d'entre eux ont évoqué des raisons personnelles (famille, formation) qui ont fait qu'ils ne se sont pas engagés en politique.

Pour un travailleur social, le travail dans le domaine de l'asile est un engagement suffisant ; « de par mon travail je suis mise en avant de ce côté-là et j'ai l'impression d'œuvrer pour le bien public en travaillant dans ce domaine-là et en faisant des enfants aussi. » (TS2)

Un autre travailleur social évoque les mots d'ordre donnés dans les partis qu'il n'aurait pas envie de suivre. Toutefois, sans être impliqué dans un parti politique, il intervient volontiers dans les débats ; « C'est clair que s'il y a des débats autour de la migration et qu'on me demande d'y participer, dans ce cas oui bien sûr je vais aller donner mon avis. » (TS3).

La proximité entre les partis de gauche et les travailleurs sociaux, comme évoqué ci-dessus par les représentants du PS et de l'UDC sont également abordé ;

-« Bien sûr que je ne suis pas de droite, c'est évident. » (TS3).

-« On s'attend tellement qu'ils soient dans le PS. » (TS4)

Pourtant, pour faire changer les choses, un travailleur social affirme qu'il faudrait viser une implication dans les partis les moins « évidents » ; « [...] il faudrait qu'ils aillent dans le PDC, là ils pourraient changer quelque chose. » (TS4)

L'engagement politique paraît important dans le partage d'expérience ; « ils sont au cœur de l'humain et ils pourraient effectivement expliquer ce qui se passe concrètement. » (TS2). L'un d'eux se demande toutefois si le travail pour une institution publique permet un engagement politique ou sur la scène publique ;

« Maintenant est-ce que les travailleurs sociaux n'ont pas un peu les pieds et mains liées pour s'impliquer en politique ? Moi je sais qu'en tant que travailleuse sociale à l'Etat du Valais, il y a beaucoup de choses que je ne peux pas faire. J'adorerais réagir en écrivant dans un journal, oui je peux le faire, sous un nom caché... » (TS1)

En effet, une loi régit dans le canton du Valais, l'éligibilité des fonctionnaires ; c'est la loi sur les incompatibilités (LI) (cf. annexe 3). Elle stipule, par exemple, que les fonctionnaires et employés d'Etat ne peuvent être élus au Grand Conseil (art. 7). Certains travailleurs sociaux œuvrant dans le domaine de l'asile font donc partie de ce groupe.



L'engagement politique ne serait toutefois pas le seul biais pour donner son avis en tant que travailleur social, il en existe d'autres cités par les personnes rencontrées ;

- ONG (par ex. : « Amnesty International »)
- Articles de journaux
- Revues spécialisées
- Travail de Bachelor
- Associations des assistants sociaux
- Observatoire romand du droit d'asile

*Il y aurait des travailleurs sociaux dans tous les partis, cependant, selon deux représentants politiques et deux travailleurs sociaux, les partis de gauche auraient plus de « succès ». L'engagement des travailleurs sociaux est vu de manière positive par les représentants politiques. Dans l'échantillon de travailleurs sociaux rencontrés, aucun n'est engagé en politique. L'engagement paraît important dans le partage d'expérience mais n'est pas toujours possible. Il existe d'autres formes d'engagement.*



## 8. HYPOTHÈSES ET PISTES D'ACTION

Ce chapitre tentera de répondre aux trois hypothèses posées en se basant sur les données recueillies, développées et analysées tout au long de cette recherche. Chacune des hypothèses développées comprendra une présentation et analyse de celle-ci mais également une synthèse des éléments recueillis dans l'analyse et l'interprétation des résultats la concernant. Il tentera finalement de proposer des pistes et outils à mettre en œuvre sur le terrain.

### 8.1 Hypothèse 1

Dans un premier temps, cette hypothèse partait du principe que les travailleurs sociaux sont en désaccord avec la politique d'asile menée en Suisse. Le mot « politique » utilisé dans cette hypothèse se réfère d'une part au fonctionnement politique interne en matière d'asile mais également aux actions et discours formulés par les quatre principaux partis politiques suisses. En effet, le système suisse accorde des droits politiques fondamentaux à ses citoyens, notamment celui de pouvoir voter. En cas de votations, les partis politiques s'investissent dans les campagnes et argumentent leurs positions afin de convaincre les citoyens. Il arrive également qu'ils proposent une modification de textes législatifs tels que la LAsi. La deuxième partie de cette hypothèse proposait également l'affirmation suivante : les travailleurs sociaux sont en désaccord avec les modifications légales de la LAsi.

Le durcissement de la politique d'asile en Suisse, ressenti dans les dernières votations, est abordé à maintes reprises. Ces votations inquiètent les travailleurs sociaux dans la tournure qu'elles prennent vis-à-vis de la protection des droits des requérants mais également dans la légitimité de la présence de leurs postes de travail. En effet, si les requérants d'asile, comme prévu dans la loi votée le 09 juin 2013, sont « envoyés » dans des centres fédéraux, leur nombre dans les cantons diminuera. Ceci pourrait avoir une influence directe sur le cadre de travail de certains travailleurs sociaux. Ce durcissement se fait déjà ressentir dans la pratique des travailleurs sociaux ; pour certains, il passe par un changement de discours face à leurs bénéficiaires, pour d'autres, c'est un changement qui s'opère dans l'institution qui les emploie. Ce sens pris par la politique d'asile irait, aux dires de travailleurs sociaux interrogés, jusqu'à influencer l'opinion populaire qui est ressentie comme étant globalement négative face à l'asile mais également face à l'action des travailleurs sociaux.

Aucun parti politique ne fait l'unanimité chez les travailleurs sociaux. Le PS et l'UDC sont vus comme étant deux extrêmes. Toutefois, le seul parti qui paraît présent dans le domaine de l'asile est l'UDC, les autres, trop discrets, ne feraient pas le poids. L'UDC est mis en lien direct, par les travailleurs sociaux mais également par certains représentants politiques, avec le durcissement qui s'opérerait depuis quelques années.

Cette hypothèse s'est vérifiée à travers les différents entretiens menés. Les résultats recueillis démontrent que :

- Les travailleurs sociaux ont, de manière générale, une opinion qui s'avère être négative vis-à-vis de la politique d'asile suisse. Celle-ci est d'ailleurs illustrée par des mots très forts (par ex. : repli sur soi, xénophobe, désastre...).
- La politique menée par les partis politiques n'est pas appréciée par les travailleurs sociaux, en particulier celle de l'UDC. Ceux-ci attendent de tous les partis un changement de discours politique axé sur la réalité vécue par les requérants d'asile mais aussi par les travailleurs sociaux.
- Les dernières modifications légales votées vont dans le sens d'un durcissement qui peut avoir de l'impact sur la pratique des travailleurs sociaux. Ceux-ci s'adaptent à ces modifications mais ne sont pas en accord avec elles.

## 8.2 Hypothèse 2

Cette hypothèse était basée sur le fait que les partis et représentants politiques ne prennent peu ou pas compte de la réalité vécue sur le terrain par les travailleurs sociaux œuvrant dans le secteur de l'asile. La vérification de l'hypothèse contient un rassemblement des éléments recueillis concernant les connaissances des représentants politiques sur le métier et la réalité des travailleurs sociaux. L'adéquation des discours politiques perçue par les représentants est un élément clef dans la résolution de cette hypothèse, il sera complété par le positionnement des travailleurs sociaux face aux politiques.

Lorsque les représentants politiques décrivent les fonctions et rôles du travailleur social, le côté administratif du travail avec les requérants d'asiles est ressorti à plusieurs reprises. C'est un élément souvent associé à la pratique des assistantes sociales. Certains éléments également cités par les représentants politiques rejoignent la description des institutions figurant au chapitre 6.1.1. Toutefois, seules quelques-unes d'entre elles ont été citées et elles n'ont pas été développées de manière précise.

L'UDC est perçu, par les travailleurs sociaux, comme étant le parti qui remet le plus en cause leurs présences et actions dans le domaine de l'asile. Ceci se confirme dans les propos des représentants politiques recueillis ; les représentants du PDC, PLR et PS paraissent convaincus de la pertinence de cette présence alors que le représentant de l'UDC apporte un avis plus mitigé sur cette question.

Au regard des dires des représentants politiques interrogés, les opinions et discours politiques se forgeraient sur les valeurs que prônent chaque parti et non sur la réalité vécue par les professionnels du terrain. En parallèle, l'attente énoncée par les travailleurs sociaux serait un changement de discours politiques, de la part de tous les partis confondus, axé sur la réalité vécue par les requérants d'asile mais aussi celle des travailleurs sociaux.

Cette hypothèse semble pouvoir être vérifiée, il paraît toutefois difficile de la valider. Dans cette recherche, lorsqu'il s'agit de citer les bases d'une prise de position, les représentants parlent de couleurs et valeurs politiques. Ils abordent peu la pratique et l'expérience du terrain. Dans le cas des travailleurs sociaux, leurs connaissances du métier, de leurs rôles et fonctions sont d'ordre général. De manière générale, ces connaissances se réfèrent majoritairement à la pratique des assistants sociaux. Notons tout de même que le panel d'actions proposées dans le domaine de l'asile par les travailleurs sociaux est varié ; les institutions sociales présentées dans le cadre de cette recherche ne proposaient pas toutes les mêmes « services ». De ce fait, l'établissement d'une liste exhaustive pour chacune des actions proposées est une tâche difficile. De plus, les représentants politiques interrogés n'avaient pas tous les mêmes connaissances et expériences du domaine de l'asile.

## 8.3 Hypothèse 3

Cette hypothèse fait écho à la précédente ; si du côté politique, on prend peu en compte la pratique et l'expérience des travailleurs sociaux, ceux-ci s'investissent-ils en politique afin de faire entendre leur voix ? Les réponses des travailleurs sociaux mais également des représentants politiques à cette question amènent des pistes de vérification.

Du côté des travailleurs sociaux, aucune des personnes interrogées n'est impliquée en politique. Cet engagement peut être rendu difficile par la LI, loi qui ne permet pas aux employés d'Etat d'être élus au Grand Conseil ou Conseil d'Etat. Cependant, la voie politique n'est pas la seule permettant de partager son expérience et son avis, il existe d'autres formes d'engagement pour les travailleurs sociaux interrogés comme l'engagement associatif, l'écriture d'articles... Du côté des représentants politiques, tous affirment que des travailleurs sociaux sont impliqués dans leurs partis respectifs. Pour ce qui concerne l'asile, les réponses sont restées vagues. Il y aurait une forte proximité entre les travailleurs sociaux et les partis de gauche.

Il apparaît que certains travailleurs sociaux sont en effet impliqués politiquement. Quel métier du travail social exercent-ils ? Avec quelle population travaillent-ils ? Combien sont-ils ? Les réponses à ces questions manquent pour répondre à cette hypothèse. Elle est donc difficilement vérifiable ; il manque des chiffres pour l'étayer et y apporter une réponse objective.

## 8.4 Pistes et outils proposés

**La communication** me paraît être une piste à explorer sur le terrain. Tout au long des entretiens effectués, j'ai ressenti un certain manque de communication autour du métier des travailleurs sociaux. Pourtant, ne sont-ils pas les plus à mêmes de communiquer sur leurs actions ?

Le domaine de l'asile est parfois incompris par les politiques mais aussi par la population. L'action professionnelle des travailleurs sociaux repose sur une proximité avec le quotidien des migrants ;

« [...] Les migrants sont particulièrement en difficulté à plusieurs titres : celui d'être précaires, étrangers et éventuellement en situation irrégulière. Aussi, les travailleurs sociaux sont-ils très souvent en contact avec des populations étrangères, en situation irrégulière ou non, qui demandent aide, assistance, conseil ou hébergement. »

Ne pourrait-on donc pas envisager l'ajout d'un devoir de communication et d'information face à la société à inclure dans la mission des travailleurs sociaux ? Les paroles d'un travailleur social interrogé me reviennent en mémoire et me semblent donner du sens à cette proposition :

« [...] Si on a de l'argent à la fin du mois, c'est grâce aux migrants et le minimum c'est de bien le leur rendre et d'être heureux de ce qu'on fait et de pouvoir défendre notre travail. » (TS2)

**Le travail en réseau** est un outil utilisé couramment dans le secteur social. Il permet la collaboration entre plusieurs compétences et disciplines, à travers le partage de points de vue et d'expériences, dans le but de trouver des solutions innovantes à une problématique donnée et commune. Il se profile donc, à mon sens, comme une proposition concrète de communication entre les domaines social et politique.

Certains travailleurs sociaux interrogés ont évoqué un réseau, mais il paraissait être composé exclusivement de professionnels ayant un pied dans le domaine social ou ayant un rapport direct avec les requérants d'asile (médecins, assistants sociaux, psychologue, enseignants...). Cette proposition inclurait également un travail avec les politiques et pourrait se présenter sous plusieurs formes, telles que ;

- Soirée conférence
- Débat politique
- Table ronde
- ...

A mon avis, l'expérience des travailleurs sociaux dans le domaine de l'asile peut amener un angle de compréhension différent face à ce domaine et sa population. Il me paraît donc important qu'ils aient la possibilité de partager cette expérience afin de toucher le domaine public ainsi que ses représentants politiques ;

« En donnant forme à ce qu'ils ont saisi des conditions de vie de leurs clients, les travailleurs sociaux peuvent rendre accessibles à un public plus large les revendications qui en découlent. Ils sont susceptibles d'apporter aux décideurs des informations capitales pour le pilotage des politiques sociales. En effet, le travail social nécessite en général une collaboration étroite avec les instances administratives et politiques [...] »<sup>45</sup>

---

<sup>45</sup> [www.socialinfo.ch](http://www.socialinfo.ch), « travail social »

## 9. CONCLUSION

Arrivée au terme de cette recherche, je constate, avec un plaisir non dissimulé, que le thème choisi a été perçu par les personnes rencontrées, me semble-t-il de manière unanime, comme étant pertinent et intéressant. J'ai orienté le choix de mon sujet de Bachelor vers deux sujets qui me passionnent et il me tenait à cœur de me forger une connaissance dans ces domaines mais également de les partager aux travers de discussions.

Ce travail m'a permis de me fondre dans la réalité d'un domaine professionnel dont je n'avais que peu de connaissances auparavant. J'ai pu d'une part parfaire mon savoir sur l'asile, la migration, la politique... mais également avoir un regard plus global sur le fonctionnement politique et social valaisan et suisse. Ces acquis me serviront assurément pour mon futur professionnel. J'ai également eu le plaisir de rencontrer huit personnes d'horizons différents qui ont partagé leurs opinions et expériences. Ces moments de rencontres, de partages et de discussions ont été très riches. Tout au long du processus de recherche et d'écriture, mon objectivité ainsi que ma neutralité ont été mises à rude épreuve. En effet, ayant déjà une opinion orientée sur la politique d'asile, il était parfois difficile d'écouter et d'entendre des opinions fortement divergentes des miennes. Tout en étant consciente que ces deux notions sont difficilement atteignable dans une étude en sciences sociales, je les ai toujours gardées comme fil rouge de ce travail. Il était donc primordial pour moi de laisser place à la parole à chacun, quel que soit mon avis sur la question.

Cette recherche a mis en évidence certains points du fonctionnement politique et social de l'asile. Elle a également fait le lien entre deux disciplines aux fondements et objectifs parfois contraire. Les 8 personnes interrogées ne peuvent évidemment pas représenter l'ensemble des travailleurs sociaux et des politiciens du Valais, cependant, des tendances ressortent de leurs discours et permettent de faire des propositions et conclusions. Relevons tout de même que dans le domaine de l'asile, la Suisse, mais également les politiques et les personnes qui œuvrent sur le terrain, sont totalement dépendants des mouvements migratoires, de la situation mondiale actuelle ainsi que de la politique internationale. En effet, les déplacements forcés dans le monde (réfugiés, demandeurs d'asile et personnes déplacées à l'intérieur du pays) ont dépassé les 50 millions de personnes à la fin 2013<sup>46</sup>. Ce phénomène est notamment engendré par les conflits et guerres incessants qui secouent plusieurs Etats... « 1,1 million de personnes ont déposé une demande d'asile en 2013, en majorité dans les pays développés »<sup>47</sup>, la Suisse doit donc apporter une réponse aux demandeurs d'asile tout en « s'alignant » sur la politique internationale et européenne. Ce phénomène se répercute indéniablement sur les discours politiques mais aussi sur la pratique des travailleurs sociaux.

Cet extrait choisi décrit mon ressenti et mes impressions face à la réalité du travail social actuel, mis en lien avec la politique, dans le domaine de l'asile. Il me semble être une bonne conclusion à ce travail :

« Actuellement, le travail social est entré dans une phase d'inquiétude liée aux restrictions budgétaires qui touchent l'ensemble des cantons et la Confédération : les problématiques sociales explosent et se complexifient, mais les moyens d'y faire face sont en diminution. Le dicton néolibéral « faire plus avec moins » semble être devenu un leitmotiv dans la classe politique. Les concepts de solidarité, d'aide d'engagement, de responsabilité sociale se perdent dans les méandres de la comptabilité analytique, des contrats de prestation et de l'évaluation-qualité : le social est devenu une entreprise qui, à défaut d'être rentable, doit coûter le moins possible. C'est donc au quotidien, pied à pied, que les travailleurs sociaux et les centres de formation doivent se battre pour maintenir du sens à l'action. » (Jovelin. 2008. Page 84)

<sup>46</sup> <http://www.unhcr.ch>, « les déplacés forcés dans le monde dépassent les 50 millions de personnes »

<sup>47</sup> Loc. cit.

## 10. ABRÉVIATIONS

AELE	Association européenne de libre-échange
CEDH	Convention européenne des droits de l'homme
CFM	Commission fédérale pour les questions de migration
CST	Constitution fédérale de la Confédération suisse
CSTS	Conseil supérieur du travail social (France)
DAE	Département des affaires européennes
DFAE	Département des affaires étrangères
DFJP	Département de justice et police
EVAM	Etablissement vaudois d'accueil des migrants
HES-SO	Haute école spécialisée de Suisse occidentale
LASI	Loi sur l'asile
LETR	Loi fédérale sur les étrangers
LI	Loi sur les incompatibilités
NEM	Non-entrée en matière
OCP	Office cantonal de la population
ODM	Office fédéral des migrations
OFS	Office fédéral des statistiques
OIE	Ordonnance sur l'intégration des étrangers
OSAR	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
PDC	Parti démocrate-chrétien
PLR	Parti libéral radical
PSS	Parti socialiste suisse
SAS	Service de l'Action Sociale
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
TAF	Tribunal administratif fédéral
UDC	Union démocratique du centre
UE	Union européenne

# 11. BIBLIOGRAPHIE

## 11.1 Textes de lois

Constitution fédérale de la Confédération suisse (Cst) du 18 avril 1999 (Etat le 3 mars 2013).

Loi fédérale sur les étrangers (LEtr) du 16 décembre 2005 (Etat le 1<sup>er</sup> juillet 2013).

Loi sur l'asile (LAsi) du 26 juin 1998 (Etat le 1<sup>er</sup> juillet 2013).

Loi sur les incompatibilités (LI) du 11 février 1998, canton du Valais.

Ordonnance sur l'intégration des étrangers (OIE) du 24 octobre 2007 (Etat le 1<sup>er</sup> avril 2013).

## 11.2 Monographies, recherches et rapports

AvenirSocial. 2010. Code de déontologie du travail social en Suisse, *un argumentaire pour la pratique des professionnel* – le – s. Berne. 16 pages.

Bouquet Brigitte et Garcette Christine. 2006. Assistante sociale, *aujourd'hui*. Maloine, Paris. 189 pages.

Bouquet Brigitte. 2012. Ethique et travail social : *une recherche du sens*. Dunod, Paris. 243 pages.

Centre Suisses-Immigrés. 2013. Rapport d'activité, *année 2012*. 17 pages. <http://csivs.ch/sites/default/files/Rapport%20CSI%202012.pdf>.

Commission fédérale pour les questions de migration. 2010. Visage des sans-papiers en Suisse, *évolution 2000-2010*. Berne. 96 pages. [https://www.ekm.admin.ch/content/dam/data/ekm/dokumentation/materialien/mat\\_sanspapier\\_f.pdf](https://www.ekm.admin.ch/content/dam/data/ekm/dokumentation/materialien/mat_sanspapier_f.pdf)

Confédération suisse. 2013. La Confédération en bref, 2013. Berne. 84 pages. [http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02070/index.html?lang=fr&download=M3wBPgDB\\_8ull6Du36WenojQ1NTTjaXZnqWfVp7Yhmfhnapmmc7Zi6rZnqCkkld0fnl7bKbXrZ6lhuDZz8mMps2gpKfo](http://www.bk.admin.ch/dokumentation/02070/index.html?lang=fr&download=M3wBPgDB_8ull6Du36WenojQ1NTTjaXZnqWfVp7Yhmfhnapmmc7Zi6rZnqCkkld0fnl7bKbXrZ6lhuDZz8mMps2gpKfo)

Conseil supérieur du travail social. 2001. Ethique des pratiques sociales et déontologie des travailleurs sociaux, *la nécessaire question du sens et des limites des interventions sociales*. Paris. 156 pages.

Conseil supérieur du travail social. Politique d'immigration et travail social : l'avis du CSTS. <http://www.revues-plurielles.org/uploads/pdf/47/246/csts.pdf>

Croix-Rouge Valais. 2013. Rapport annuel 2012. 28 pages. <http://www.croix-rouge-valais.ch/data/documents/rapportannuel2012.pdf>.

Dépelteau François. 2010. La démarche d'une recherche en sciences humaines : *de la question de départ à la communication des résultats*. De Boeck, Bruxelles. 417 pages.

Golay Vincent, Mix&Remix. Edition 2013. Institutions politiques suisses. Lausanne, 2005. 94 pages.

Hamann Emmanuelle, Nguyen Minh Thu Thuy, Rohmann-Labat Isabelle, Satragno-Fabrizio Isabelle. 2009. Positionnement professionnel et éthique dans le travail d'équipe. In les Cahiers de l'Actif, n°402 – 403. 11 pages.

HES-so. 2013-2014. Bachelor en Travail social, *éducation sociale, service sociale, animation socioculturelle*. 8 pages. <http://www.hes-so.ch/data/documents/Brochure-Bachelor-Travail-social-2014-3376.pdf>

- Jacomet Tilla, Hery Stefan, Hoffs Christian, Imbeck Catherine. 2013. Petit lexique de l'asile, *75 notions clés en bref*. Entraide protestante Suisse EPER. St-Gall / Appenzell. 58 pages.
- Jovelin Emmanuel. 2008. Histoire du travail social en Europe. Vuibert, Paris. 287 pages.
- Le Botza. 2013. Centre de formation et d'occupation le Botza. 37 pages. [https://www.vs.ch/NavigData/DS\\_343/M16646/fr/BrochureBotza.pdf](https://www.vs.ch/NavigData/DS_343/M16646/fr/BrochureBotza.pdf).
- Le petit Larousse illustré. 1992. Paris.
- Office fédéral des migrations, 2012. Etrangers et requérants d'asile en Suisse, *l'office en bref*. Berne-Wabern. 20 pages. <https://www.bfm.admin.ch/content/dam/data/bfm/broschuere-bfm-f.pdf>
- Office fédéral des migrations, 2013. Statistique en matière d'asile, 2012. Berne-Wabern. 20 pages. <https://www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/statistik/asylstatistik/jahr/2012/stat-jahr-2012-kommentar-f.pdf>
- Office fédéral des migrations, 2014. Statistique en matière d'asile, 2014. Berne-Wabern. 20 pages. <https://www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/statistik/asylstatistik/jahr/2013/stat-jahr-2013-kommentar-f.pdf>
- Office fédéral des migrations, Secrétariat d'Etat à l'économie, 2012. Informations concernant l'accès des personnes admises à titre provisoire (livret F) au marché du travail suisse. Berne. 9 pages. <https://www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/integration/berichte/info-ausweis-f-arbeitsmarkt-f.pdf>
- PDC, Wehrli. 2010. Lignes directrices de la politique de migration du PDC Suisse, *éviter les abus, miser sur les potentiels, développer la politique de migration*. Bad Zurach. 21 pages. [http://www.pdc.ch/fileadmin/Bund\\_FR/downloads/positions/Grundlagenpapierfrz..pdf](http://www.pdc.ch/fileadmin/Bund_FR/downloads/positions/Grundlagenpapierfrz..pdf)
- Piguet Etienne. 2009. L'immigration en Suisse, *60 ans d'entrouverture*. Collection Le savoir suisse, Lausanne. 147 pages.
- PLR. 2013. Plan d'action pour un contrôle pragmatique de l'immigration, *exiger et promouvoir l'intégration, lutter contre les abus, maîtriser les conséquences*. 6 pages. [http://www.plr.ch/images/stories/Dokumente/papiersdeposition/20130513\\_PP\\_Einwanderung\\_f.pdf](http://www.plr.ch/images/stories/Dokumente/papiersdeposition/20130513_PP_Einwanderung_f.pdf)
- PLR. Asile : fin de la pagaille et accélération des procédures, *plan de mesures du PLR dans le domaine de l'asile*. 7 pages. [http://www.plr.ch/images/stories/Dokumente/Positionspapiere/20110628\\_machbarkeitsstudie\\_asyl\\_f.pdf](http://www.plr.ch/images/stories/Dokumente/Positionspapiere/20110628_machbarkeitsstudie_asyl_f.pdf)
- PLR. Etrangers et politique d'asile, *une immigration sous contrôle*. 4 pages. [http://www.plr.ch/images/stories/Dokumente/Factsheets/20110318\\_fac\\_auslaender\\_und\\_asyl\\_f.pdf](http://www.plr.ch/images/stories/Dokumente/Factsheets/20110318_fac_auslaender_und_asyl_f.pdf)
- PLR. Valeurs, histoire et organisation du parti. PDF. Trouvé sur : <http://www.plr.ch>. 14 pages.
- PSS. 2012. Pour une politique migratoire globale et cohérente, *renforcer les chances de la migration – en prévenir les risques*. Lugano. 85 pages. <http://www.sp-ps.ch/fre/Media-library/AA-SP-Schweiz/Positionen/Positionspapiere/2012/Prise-de-position-sur-la-politique-migratoire-version-definitive>
- Rausa Fabienne, Reist Sara. 2008. La population étrangère en Suisse. Office fédéral de la statistique. Neuchâtel. 80 pages.
- UDC du Valais romand. 2013. Programme pour un parti gouvernemental, 2013-2017. 48 pages. [http://www.udc-valais.ch/wp-content/uploads/2013/02/FIR\\_Finale-Programme-2013-2017.pdf](http://www.udc-valais.ch/wp-content/uploads/2013/02/FIR_Finale-Programme-2013-2017.pdf).



UDC. 2006. Nos règles sont valables pour tous, *document stratégique sur la politique d'asile et des étrangers (document de fond de l'Union démocratique du centre)*. 24 pages. [http://www.svp.ch/display.cfm/id/100826/disp\\_type/display/filename/060320-auslaenderpolitik-f.pdf](http://www.svp.ch/display.cfm/id/100826/disp_type/display/filename/060320-auslaenderpolitik-f.pdf)

UDC. 2013. L'intégration n'est pas un libre-service, *document de fond de l'Union démocratique du centre*. Berne. 26 pages. [http://www.svp.ch/display.cfm/id/102107/disp\\_type/display/filename/Integrationspapier\\_f.pdf](http://www.svp.ch/display.cfm/id/102107/disp_type/display/filename/Integrationspapier_f.pdf)

UDC. Programme politique de l'Union démocratique du centre, 2011 – 2015. Berne. 130 pages.

## 11.3 Cyberographie

Avenir social, *travail social suisse*. Consulté le 05.04.2014. [www.avenirsocial.ch](http://www.avenirsocial.ch).

Centre Suisses-Immigrés. Consulté le 07.06.2014. <http://csivs.ch>.

Confédération suisse. Consulté le 12.09.2013. ODM, thèmes. Administration fédérale. [www.bfm.admin.ch](http://www.bfm.admin.ch).

Confédération suisse. Consulté le 17.12.2013. Département des affaires étrangères (DFAE), DAE, l'accord d'association à Dublin. <http://www.europa.admin.ch>.

Confédération suisse. Consulté le 18.09.2013. OFS. Administration fédérale. <http://www.bfs.admin.ch>.

Croix-Rouge Valais. Consulté le 07.06.2014. <http://www.croix-rouge-valais.ch>.

Dictionnaire de français, Larousse. Consulté le 18.09.2013. Définitions. <http://www.larousse.fr>.

Etablissement vaudois d'accueil des migrants (EVAM). Consulté le 07.01.2014. Mission, mesures d'intégration. <http://www.evam.ch>.

Guide social romand, Artias. Consulté le 11.11.2013. Travailleurs, travailleuses étrangères en Suisse. <http://www.guidesocial.ch>.

Les libéraux-radicaux Valais. Consulté le 02.06.2014. <http://www.plrvs.ch>.

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Consulté le 18.12.2013. Procédure d'asile, non-entrée en matière. <http://www.fluechtlingshilfe.ch>.

Orientation.ch, *le portail suisse de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière*. Consulté le 10.04.2014. <http://www.orientation.ch>.

PDC du Valais romand. Consulté le 02.06.2014. <http://www.pdcvr.ch>.

PDC Suisse. Consulté le 21.10.2013. [www.pdc.ch](http://www.pdc.ch).

PLR, *Les Libéraux-Radicaux*. Consulté le 18.10.2013. [www.plr.ch](http://www.plr.ch).

PS Valais romand. Consulté le 02.06.2014. <http://www.psvr.ch>.

PS. Consulté le 05.10.2013. [www.sp-ps.ch](http://www.sp-ps.ch).

Site officiel du canton du Valais. Consulté le 02.06.2014. <http://www.vs.ch>.

Social info, *dictionnaire suisse de politique sociale*. Consulté le 07.04.2013. <http://www.socialinfo.ch>.

UDC. Consulté le 21.10.2013. [www.udc.ch](http://www.udc.ch).

UNHCR, *The UN Refugee Agency*. Consulté le 15.08.2014. <http://www.unhcr.ch>.

**Page de titre** : Wikipedia. Bundeshaus (Bern). Consulté sur : [http://de.wikipedia.org/wiki/Bundeshaus\\_\(Bern\)](http://de.wikipedia.org/wiki/Bundeshaus_(Bern))



# ANNEXES

1. Votation populaire du 09 juin 2013 « *Modification du 28 septembre 2012 de la loi sur l'asile (LAsi) (Modifications urgentes de la loi sur l'asile)* »
2. Votation populaire du 28 novembre 2010 « Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «*Pour le renvoi des étrangers criminels (Initiative sur le renvoi)*» du 18 juin 2010 »
3. Loi sur les incompatibilités du 11 février 1998
4. Canevas grille d'entretien pour les travailleurs sociaux
5. Canevas grille d'entretien pour les représentants politiques

1. Votation populaire du 09 juin 2013 « *Modification du 28 septembre 2012 de la loi sur l'asile (LAsi) (Modifications urgentes de la loi sur l'asile)* »

**Loi  
sur l'asile**

**(LAsi)**

**(Modifications urgentes de la loi sur l'asile)**

**Modification du 28 septembre 2012**

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,  
vu le message du Conseil fédéral du 26 mai 2010<sup>1</sup>,  
vu le message complémentaire du Conseil fédéral du 23 septembre 2011<sup>2</sup>,  
arrête:*

**I**

La loi du 26 juin 1998 sur l'asile<sup>3</sup> est modifiée comme suit:

*Art. 3, al. 3*

<sup>3</sup> Ne sont pas des réfugiés les personnes qui, au motif qu'elles ont refusé de servir ou déserté, sont exposées à de sérieux préjudices ou craignent à juste titre de l'être. Les dispositions de la Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés<sup>4</sup> sont réservées.

*Art. 12, al. 3*

*Abrogé*

*Art. 19, al. 1, 1<sup>bis</sup> et 2*

<sup>1</sup> La demande d'asile doit être déposée au poste de contrôle d'un aéroport suisse ou, lors de l'entrée en Suisse, à un poste-frontière ouvert ou dans un centre d'enregistrement.

<sup>1bis</sup> Quiconque dépose une demande d'asile doit être présent à la frontière suisse ou sur le territoire suisse.

<sup>2</sup> *Abrogé*

*Art. 20*

*Abrogé*

<sup>1</sup> FF 2010 4035

<sup>2</sup> FF 2011 6735

<sup>3</sup> RS 142.31

<sup>4</sup> RS 0.142.30

*Art. 26, al. 1<sup>bis</sup>, 1<sup>ter</sup> et 2<sup>ter</sup>*

<sup>1bis</sup> L'office peut héberger dans des centres spécifiques créés et gérés par l'office ou par les autorités cantonales les requérants qui menacent la sécurité et l'ordre publics ou qui, par leur comportement, portent sensiblement atteinte au fonctionnement des centres d'enregistrement. Les cantons peuvent, aux mêmes conditions, héberger dans ces centres les requérants qui leur sont attribués. La Confédération et les cantons participent aux coûts de ces centres proportionnellement à l'utilisation qu'ils en font.

<sup>1ter</sup> Les procédures prévues pour les centres d'enregistrement peuvent s'appliquer aux centres visés à l'al. 1<sup>bis</sup> sauf en ce qui concerne le dépôt d'une demande d'asile.

<sup>2ter</sup> L'office peut confier à des tiers des tâches destinées à assurer le fonctionnement des centres d'enregistrement et des centres spécifiques visés à l'al. 1<sup>bis</sup> ainsi que d'autres tâches visées à l'al. 2, à l'exception de l'audition du requérant. Les tiers mandatés sont soumis à l'obligation de garder le secret au même titre que le personnel de la Confédération.

*Art. 26a* Utilisation d'installations et de constructions de la Confédération pour l'hébergement de requérants

<sup>1</sup> Les installations et les constructions de la Confédération peuvent être utilisées sans autorisation cantonale ou communale pour l'hébergement de requérants d'asile pendant trois ans au plus, lorsque le changement d'affectation ne nécessite pas d'importants travaux de transformation et qu'il n'entraîne aucune modification essentielle dans l'occupation de l'installation ou de la construction.

<sup>2</sup> Ne sont pas des travaux de transformation importants au sens de l'al. 1, en particulier:

- a. les travaux d'entretien ordinaires sur les bâtiments et les installations;
- b. les légères modifications de la construction;
- c. la pose d'équipements de peu d'importance, tels les installations sanitaires ou les raccordements en eau et en électricité,
- d. l'installation de constructions mobilières.

<sup>3</sup> Après les avoir consultés, la Confédération annonce le changement d'utilisation au canton et à la commune dans laquelle se trouve le centre d'enregistrement au plus tard 60 jours avant la mise en exploitation de l'installation ou de la construction.

*Art. 52, al. 2*

*Abrogé*

*Art. 68, al. 3*

*Abrogé*

*Art. 91, al. 2<sup>ter</sup> et 4<sup>bis</sup>*

<sup>2<sup>ter</sup></sup> La Confédération peut octroyer aux cantons dans lesquels se trouvent des centres d'enregistrement ou un centre spécifique visé à l'art. 26, al. 1<sup>bis</sup>, une contribution forfaitaire pour les frais de sécurité.

<sup>4<sup>bis</sup></sup> La Confédération peut octroyer des contributions destinées à la réalisation de programmes d'occupation en faveur de personnes séjournant dans des centres d'enregistrement de la Confédération ou dans un centre spécifique visé à l'art. 26, al. 1<sup>bis</sup>. A cet effet, elle conclut des conventions de prestations avec les cantons et les communes dans lesquels se trouvent ces centres ou avec des tiers mandatés.

*Art. 108, al. 2*

<sup>2</sup> Le délai de recours contre les décisions de non-entrée en matière et contre les décisions visées à l'art. 23, al. 1, et à l'art. 40 en relation avec l'art. 6a, al. 2, let. a, est de cinq jours ouvrables.

*Art. 109, al. 1*

<sup>1</sup> Le Tribunal administratif fédéral statue en règle générale dans un délai de cinq jours ouvrables sur les recours déposés contre les décisions de non-entrée en matière et contre les décisions visées à l'art. 23, al. 1, et à l'art. 40 en relation avec l'art. 6a, al. 2, let. a.

*Art. 112b* Procédure d'asile dans le cadre de phases de test

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral peut prévoir des phases de test visant à évaluer de nouvelles procédures lorsque celles-ci exigent qu'une phase de test ait lieu avant l'adoption d'une modification de loi en raison de mesures organisationnelles et techniques complexes.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral règle les modalités des phases de test par voie d'ordonnance. Ce faisant, il peut déroger à la présente loi et à la LEtr<sup>5</sup> pour ce qui a trait à l'aménagement de la procédure d'asile de première instance et de la procédure de renvoi, ainsi qu'aux questions financières y afférentes.

<sup>3</sup> Durant les phases de test, le Conseil fédéral peut raccourcir le délai de recours de 30 jours prévu à l'art. 108, al. 1, à 10 jours lorsque des mesures appropriées garantissent une protection juridique efficace des requérants d'asile concernés.

<sup>4</sup> Toutes les dispositions légales auxquelles il est dérogé figurent dans l'ordonnance.

<sup>5</sup> La durée des phases de test est de deux ans au plus.

<sup>5</sup> RS 142.20

## II

La loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers<sup>6</sup> est modifiée comme suit:

*Art. 74, al. 2*

<sup>2</sup> La compétence d'ordonner ces mesures incombe au canton qui exécute le renvoi ou l'expulsion. S'agissant de personnes séjournant dans un centre d'enregistrement ou dans un centre spécifique au sens de l'art. 26, al. 1<sup>bis</sup>, LAsi<sup>7</sup>, cette compétence ressortit au canton sur le territoire duquel se trouve le centre. L'interdiction de pénétrer dans une région déterminée peut aussi être prononcée par le canton dans lequel est située cette région.

*Art. 76, al. 1, let. b, ch. 5*

<sup>1</sup> Lorsqu'une décision de renvoi ou d'expulsion de première instance a été notifiée, l'autorité compétente peut, afin d'en assurer l'exécution, prendre les mesures ci-après:

- b. mettre en détention la personne concernée:
  - 5. si la décision de renvoi prise est notifiée dans un centre d'enregistrement ou dans un centre spécifique au sens de l'art. 26, al. 1<sup>bis</sup>, LAsi et que l'exécution du renvoi est imminente,

*Art. 80, al. 1*

<sup>1</sup> La détention est ordonnée par les autorités du canton qui exécute le renvoi ou l'expulsion. S'agissant de personnes séjournant dans un centre d'enregistrement ou dans un centre spécifique au sens de l'art. 26, al. 1<sup>bis</sup>, LAsi<sup>8</sup>, la compétence d'ordonner une détention en phase préparatoire (art. 75) ressortit au canton sur le territoire duquel se trouve le centre spécifique. Dans les cas prévus à l'art. 76, al. 1, let. b, ch. 5, la détention est ordonnée par l'office.

## III

*Disposition transitoire de la modification du 28 septembre 2012*

Les demandes d'asile qui ont été déposées à l'étranger avant l'entrée en vigueur de la modification du 28 septembre 2012 de la présente loi sont soumises aux art. 12, 19, 20, 41, al. 2, 52 et 68 dans leur ancienne teneur.

<sup>6</sup> RS 142.20

<sup>7</sup> RS 142.31

<sup>8</sup> RS 142.31

## IV

<sup>1</sup> La présente loi est déclarée urgente conformément à l'art. 165, al. 1, de la Constitution; elle est sujette au référendum prévu par l'art. 141, al. 1, let. b, de la Constitution.

<sup>2</sup> Elle entre en vigueur le 29 septembre 2012 et a effet jusqu'au 28 septembre 2015.<sup>9</sup>

Conseil des Etats, 28 septembre 2012

Le président: Hans Altherr  
Le secrétaire: Philippe Schwab

Conseil national, 28 septembre 2012

Le président: Hansjörg Walter  
Le secrétaire: Pierre-Hervé Freléchoz

<sup>9</sup> La présente mod. a été publiée le 28 sept. 2012 selon la procédure extraordinaire (art. 7, al. 3, LPubl; RS 170.512).

**2. Votation populaire du 28 novembre 2010 « Arrêté fédéral relatif à l'initiative populaire «Pour le renvoi des étrangers criminels (Initiative sur le renvoi)» du 18 juin 2010 »**

**Arrêté fédéral  
relatif à l'initiative populaire «Pour le renvoi  
des étrangers criminels (Initiative sur le renvoi)»**

du 18 juin 2010

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,*  
vu l'art. 139, al. 5, de la Constitution<sup>1</sup>,  
vu l'initiative populaire «Pour le renvoi des étrangers criminels  
(Initiative sur le renvoi)» déposée le 15 février 2008<sup>2</sup>,  
vu le message du Conseil fédéral du 24 juin 2009<sup>3</sup>,  
*arrête:*

**Art. 1**

<sup>1</sup> L'initiative populaire du 15 février 2008 «Pour le renvoi des étrangers criminels (Initiative sur le renvoi)» est valable et sera soumise au vote du peuple et des cantons.

<sup>2</sup> Elle a la teneur suivante:

**I**

La Constitution est modifiée comme suit:

*Art. 121, al. 3 à 6 (nouveaux)*

<sup>3</sup> Ils (les étrangers) sont privés de leur titre de séjour, indépendamment de leur statut, et de tous leurs droits à séjourner en Suisse:

- a. s'ils ont été condamnés par un jugement entré en force pour meurtre, viol, ou tout autre délit sexuel grave, pour un acte de violence d'une autre nature tel que le brigandage, la traite d'êtres humains, le trafic de drogue ou l'effraction; ou
- b. s'ils ont perçu abusivement des prestations des assurances sociales ou de l'aide sociale.

<sup>4</sup> Le législateur précise les faits constitutifs des infractions visées à l'al. 3. Il peut les compléter par d'autres faits constitutifs.

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> FF 2008 1745

<sup>3</sup> FF 2009 4571

<sup>5</sup> Les étrangers qui, en vertu des al. 3 et 4, sont privés de leur titre de séjour et de tous leurs droits à séjourner en Suisse doivent être expulsés du pays par les autorités compétentes et frappés d'une interdiction d'entrer sur le territoire allant de 5 à 15 ans. En cas de récidive, l'interdiction d'entrer sur le territoire sera fixée à 20 ans.

<sup>6</sup> Les étrangers qui contreviennent à l'interdiction d'entrer sur le territoire ou qui y entrent illégalement de quelque manière que ce soit sont punissables. Le législateur édicte les dispositions correspondantes.

## II

Les dispositions transitoires de la Constitution sont modifiées comme suit:

*Art. 197 ch. 8<sup>a</sup> (nouveau)*

*8. Disposition transitoire ad art. 121 (Séjour et établissement des étrangers)*

Dans les cinq années qui suivent l'acceptation par le peuple et par les cantons de l'art. 121, al. 3 à 6, le législateur définit les faits constitutifs des infractions en vertu de l'art. 121, al. 3, il les complète et il édicte les dispositions pénales relatives à l'entrée illégale sur le territoire visée à l'art. 121, al. 6.

### Art. 2

<sup>1</sup> Si l'initiative populaire n'est pas retirée, elle sera soumise au vote du peuple et des cantons en même temps que le contre-projet (AF du 10 juin 2010 concernant le contre-projet «Expulsion et renvoi des criminels étrangers dans le respect de la Constitution»<sup>2</sup>), conformément à la procédure prévue à l'art. 139b de la Constitution.

<sup>2</sup> L'Assemblée fédérale recommande au peuple et aux cantons de rejeter l'initiative et d'accepter le contre-projet.

Conseil des Etats, 18 juin 2010

La présidente: Erika Forster-Vannini  
Le secrétaire: Philippe Schwab

Conseil national, 18 juin 2010

La présidente: Pascale Bruderer Wyss  
Le secrétaire: Pierre-Hervé Freléchoz

<sup>4</sup> Le chiffre de la disposition transitoire relative au présent article sera fixé après le scrutin.  
<sup>5</sup> FF 2010 3855



### 3. Loi sur les incompatibilités du 11 février 1998

160.5

- 1 -

## **Loi sur les incompatibilités**

du 11 février 1998

---

*Le Grand Conseil du canton du Valais*

vu les articles 31, alinéa 1 et 90 de la Constitution cantonale;  
sur la proposition du Conseil d'Etat,

*ordonne:*

### **Chapitre 1: Dispositions générales**

#### **Article premier** Champ d'application

<sup>1</sup> La présente loi s'applique aux membres des autorités cantonales et communales, aux magistrats, aux fonctionnaires et employés d'Etat, des communes et des établissements autonomes.

<sup>2</sup> Toute désignation de personne, de statut ou de fonction dans la présente loi vise indifféremment l'homme ou la femme.

#### **Art. 2** Désignation de l'élu

<sup>1</sup> Lorsque deux personnes sont élues ou nommées successivement à une fonction qu'elles ne peuvent exercer ensemble, celle qui a créé l'incompatibilité est réputée ne pas être élue ou nommée.

<sup>2</sup> Lorsque deux personnes sont élues simultanément à une fonction qu'elles ne peuvent exercer ensemble, est réputée élue celle qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages; si elles ont obtenu le même nombre de voix ou si elles ont été élues selon des systèmes différents, il est procédé à un tirage au sort.

<sup>3</sup> Dans tous les cas, chacun peut renoncer volontairement à sa fonction au profit de l'autre. Le désistement doit intervenir dans les six jours qui suivent l'acte d'élection ou de nomination.

#### **Art. 3** Choix de la fonction

<sup>1</sup> Lorsqu'une personne est élue ou nommée à deux fonctions qui sont incompatibles, elle doit choisir entre l'une ou l'autre, dans les six jours qui suivent la survenance de l'incompatibilité.

<sup>2</sup> Passé ce délai, il est procédé à un tirage au sort.

#### **Art. 4** Tirage au sort

<sup>1</sup> Le tirage au sort s'effectue:

a) sur le plan communal: par le président de la municipalité, respectivement le président de la bourgeoisie;

b) sur le plan cantonal: par le président du Conseil d'Etat.

<sup>2</sup> Le tirage au sort a lieu également lorsqu'une incompatibilité surgit en cours de fonction, en l'absence de dispositions légales expresses ou à défaut de désistement volontaire.

#### Art. 5

Les incompatibilités visant les fonctionnaires, dans la présente loi, ne s'appliquent pas, sauf disposition expresse, aux enseignants cantonaux et communaux.

#### Art. 6 Nouvelle fonction

Quand une loi crée une nouvelle fonction, elle règle le problème des incompatibilités.

### Chapitre 2: Autorités cantonales

#### Section 1: Incompatibilités tenant à la séparation des pouvoirs

##### Art. 7 Grand Conseil

Ne peuvent être membres du Grand Conseil:

- a) les membres du Conseil d'Etat et le chancelier d'Etat;
- b) les membres du Tribunal cantonal, des Tribunaux de districts et d'instruction pénale, du Tribunal des mineurs ainsi que les représentants à plein temps du Ministère public;
- c) les fonctionnaires et employés d'Etat, des tribunaux et des établissements autonomes;
- d) les préfets et leurs substituts;
- e) les préposés aux offices de poursuites et faillites et leurs substituts.

##### Art. 8 Conseil d'Etat

Ne peuvent être membres du Conseil d'Etat :

- a) les membres du Grand Conseil;
- b) les personnes investies d'une fonction judiciaire, même accessoire;
- c) les préfets et leurs substituts, les autorités, fonctionnaires et employés d'Etat, des communes et des établissements autonomes.

##### Art. 9 Tribunaux

Ne peuvent être juges à plein temps:

- a) les membres du Grand Conseil;
- b) les membres du Conseil d'Etat;
- c) les membres des Chambres fédérales;
- d) les préfets et leurs substituts;
- e) les membres d'une autorité municipale.

#### Section 2: Incompatibilités tenant à la subordination d'une fonction à une autre fonction

##### Art. 10 Principe

Aucune personne ne peut exercer simultanément deux fonctions dont l'une est subordonnée à l'autre.

**Art. 11 Préfets**

La fonction de préfet et de préfet-substitut est incompatible avec celle de membre d'une autorité communale ainsi qu'avec celle de fonctionnaire ou d'employé cantonal et communal.

**Section 3: Incompatibilités tenant à la parenté****Art. 12**

<sup>1</sup> Les conjoints, les parents en ligne directe et collatérale jusqu'au troisième degré, les alliés en ligne directe et collatérale jusqu'au deuxième degré ne peuvent pas être simultanément membres du Conseil d'Etat ou d'un même tribunal.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent pas non plus occuper en même temps des fonctions administratives ou judiciaires dont l'une est immédiatement subordonnée à l'autre.

**Section 4: Incompatibilités tenant à l'exercice d'une fonction publique****Art. 13 Magistrats**

<sup>1</sup> Les magistrats à plein temps doivent tout leur temps à leur fonction. Ils ne peuvent assumer aucune autre fonction, ni exercer une autre activité professionnelle.

<sup>2</sup> Sont magistrats, au sens de la présente loi, les membres du Conseil d'Etat, du Tribunal cantonal, des Tribunaux de districts et d'instruction pénale, du Tribunal des mineurs, les représentants à plein temps du Ministère public ainsi que le chancelier d'Etat.

**Art. 14 Chambres fédérales**

<sup>1</sup> Un seul membre du Conseil d'Etat peut siéger aux Chambres fédérales.

<sup>2</sup> Lorsque plusieurs membres du Conseil d'Etat y sont élus selon le même système électoral, l'article 2, alinéa 2 est applicable.

<sup>3</sup> S'ils sont élus selon un système différent, la durée de fonction au Gouvernement cantonal est déterminante. En cas d'égalité, le sort départage.

**Art. 15 Activités accessoires**

<sup>1</sup> La fonction de magistrat à plein temps est incompatible avec celle de membre du conseil d'administration ou de la direction d'une société à but lucratif, sauf délégation par l'Etat.

<sup>2</sup> Les règlements d'organisation du Conseil d'Etat et du Tribunal cantonal règlent l'exercice des activités accessoires par les magistrats.

**Art. 16 Fonctionnaires**

L'exercice de toute profession ou activité accessoire par les fonctionnaires, employés et enseignants est régi par les législations spéciales fixant leur statut.

### Chapitre 3: Régime communal

#### Section 1: Incompatibilités tenant à la séparation des pouvoirs

##### Art. 17 Conseil général

Ne peuvent être membres du conseil général :

- a) les membres du conseil municipal;
- b) le juge et le vice-juge;
- c) les fonctionnaires et employés de la commune municipale et de ses établissements.

##### Art. 18 Conseil municipal

Ne peuvent être membres du conseil municipal :

- a) les membres du conseil bourgeoisial et du conseil général;
- b) le juge et le vice-juge;
- c) les fonctionnaires et employés de la commune municipale et de ses établissements.

##### Art. 19 Conseil bourgeoisial

Ne peuvent être membres du conseil bourgeoisial :

- a) les membres du conseil municipal et du conseil général;
- b) le juge et le vice-juge;
- c) les fonctionnaires et employés de la commune bourgeoisiale et de ses établissements.

##### Art. 20 Juges et vice-juges

Ne peuvent être juges ou vice-juges :

- a) les membres du conseil général, municipal ou bourgeoisial;
- b) les fonctionnaires et employés des communes municipales et bourgeoisiales.

#### Section 2: Incompatibilités tenant à la subordination d'une fonction à une autre fonction

##### Art. 21

<sup>1</sup> La fonction de président est incompatible avec celle de secrétaire ou de caissier de la même collectivité.

<sup>2</sup> La fonction de conseiller est incompatible avec celle de secrétaire ou de caissier à plein temps de la même collectivité.

#### Section 3: Incompatibilités tenant à la parenté

##### Art. 22 Conseil municipal et conseil bourgeoisial

<sup>1</sup> Les conjoints, les parents en ligne directe et collatérale jusqu'au troisième degré, les alliés en ligne directe et collatérale jusqu'au deuxième degré ne peuvent être simultanément membres du même conseil municipal ou bourgeoisial, ni juge et vice-juge.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent non plus occuper en même temps des fonctions administratives ou judiciaires dont l'une est immédiatement subordonnée à l'autre.

**Art. 23** Secrétaire municipal, caissier

<sup>1</sup> Les conjoints, les parents et alliés en ligne directe ainsi que les parents en ligne collatérale jusqu'au troisième degré des conseillers à plein temps ou du président de la municipalité ne peuvent pas exercer la fonction de secrétaire ou de caissier municipal.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat peut autoriser des dérogations dans des circonstances exceptionnelles.

**Section 4: Incompatibilités tenant à l'exercice d'une fonction publique****Art. 24** Cumul de fonctions

Nul ne peut être membre de plus d'un conseil communal.

**Art. 25** Incompatibilités économiques

Le président à plein temps ainsi que les conseillers municipaux à plein temps doivent tout leur temps à leur fonction. Ils ne peuvent exercer une autre activité professionnelle, ni être membres du conseil d'administration ou de la direction d'une société à but lucratif, sauf s'ils y sont délégués par une collectivité publique.

**Chapitre 4: Dispositions finales****Art. 26** Abrogations

La présente loi abroge:

les articles 46, alinéas 3 et 4, 100, alinéa 1 deuxième phrase et alinéa 2, 106 et 108 de la loi du 17 mai 1972 sur les élections et votations;  
les articles 34, alinéa 2 et 40, alinéas 2 et 4 de la loi du 13 novembre 1980 sur le régime communal;  
l'article 14 de la loi d'organisation judiciaire du 13 mai 1960 ainsi que toutes les autres dispositions légales cantonales contraires.

**Art. 27** Dispositions transitoires

Les incompatibilités nouvelles instituées par le nouveau droit ne déploient d'effet à l'égard de personnes déjà élues ou nommées lors de son entrée en vigueur qu'à l'échéance des périodes législatives et administratives en cours.

**Art. 28** Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur de la présente loi en même temps que celle de l'article 90 de la Constitution cantonale<sup>1</sup>.

Ainsi adopté en deuxième débats en séance du Grand Conseil à Sion, le 11 février 1998.

Le président du Grand Conseil: Daniel Perruchoud  
Les secrétaires: Grégoire Dayer, Hans-Peter Constantin

<sup>1</sup> Entrée en vigueur le 1er juillet 1998.

#### 4. Canevas grille d'entretien pour les travailleurs sociaux

ONG & travailleurs sociaux			
Thèmes	Sous-thèmes	Contenu, questions	Relances
<b>Introduction</b>	Généralités et présentation	Introduction (précision du temps, déroulement et obtention du consentement) Nom, prénom, profession, employeur, ONG...	
<b>L'asile</b>	Choix du domaine professionnel Lien entre la société et l'asile Développement Perspective	1) Pourquoi avez-vous choisi de travailler dans le domaine de l'asile ?	Était-ce plutôt par rapport à l'offre du marché du travail, convictions personnelles, feeling avec la population, ou autre... ?
		2) Comment, selon vous la société civile perçoit-elle votre activité en tant que travailleur social dans le domaine de l'asile ?	- Votre entourage - Des groupes auxquels vous appartenez - D'autres professionnels du TS - ...
		3) Comment va se développer l'asile selon vous au niveau légal?	- Décisions et adaptations au niveau fédéral - Décisions et adaptations au niveau cantonal
<b>Les partis politiques</b>	Sensibilités politiques Discours des partis politiques et influence Liens travailleurs sociaux et partis politiques	4) Que pensez-vous des discours publics (débat télévisés, articles de journal...) concernant l'asile des partis politiques suivants : -PS, PDC, PLR, UDC	Éventuellement sujets précis par rapport à l'asile ; Intégration (tests linguistiques, contrats d'intégration...) et procédures d'asile (regroupement familial, délais...)

	Positionnement professionnel des TS	5) Pensez-vous que les différents partis politiques amènent une discussion sur la raison d'être de votre travail ?	Dans quelle mesure ? Par exemple, disent-ils qu'il faudrait plus, ou alors moins de travailleur social ?
		6) De manière générale, pourriez-vous citer des points faibles et des points forts sur les prises de position de chacun des partis suivants : -PS, PDC, PLR, UDC	Éventuellement sujets précis par rapport à l'asile ; Intégration (tests linguistiques, contrats d'intégration...) et procédures d'asile (regroupement familial, délais...)
<b>Le travail social</b>	Rapport entre TS et autorités Rapport TS – politique Rôle du TS dans la société Développement du TS au niveau de l'asile	7) Au niveau professionnel, quels liens entretenez-vous avec les autorités politiques communales et cantonales ?	Les politiciens ont-ils une influence sur votre cadre de travail ? Si oui : En quoi ? Avez-vous un exemple ?
		8) Et de manière plus spécifique, quels liens, selon vous, est entretenu entre le travail social et le domaine politique ?	Si oui : Avez-vous un exemple ?
		9) Est-ce que le travail social est uniquement une mesure « d'occupation », et indirectement de contrôle ou est-ce qu'il a un réel pouvoir reconnu sur la scène publique ?	
		10) Comment réagissez-vous à cette phrase : Le travailleur social est un intermédiaire entre les migrants et l'Etat	

		11) Comment voyez-vous l'avenir du travail social par rapport à ce champ ? (positionnement politique)	
<b>Vérification des hypothèses</b>		12) Que pensez-vous de la politique suisse menée en matière d'asile ?	Par exemple les derniers changements apportés dans la LAsi [par exemple la création de centres fermés (09.06.2013), les procédures accélérées (24.09.2006), suppression de l'aide sociale pour les requérants déboutés (24.09.2006)...] De manière générale que pensez-vous de l'évolution de la LAsi ?
		13) A un niveau professionnel, avez-vous des attentes vis-à-vis de la politique ?	Si oui : quelles sont-elles ? Sinon : pourquoi ?
		14) Les votations populaires (par exemple les initiatives) ont-elles des influences sur votre pratique professionnelle ?	Si oui : Avez-vous un exemple ? Comment vous adaptez-vous, professionnellement, aux changements de loi ? Si non : pour quelle(s) raison(s)
		15) Vous êtes vous déjà engagé en politique au sens large (participation à la vie publique et citoyenne) d'une manière ou d'une autre ?	Si non : pourquoi ? Si oui : pensez-vous que l'implication des travailleurs sociaux en politique est importante ? Pourquoi ?
<b>Conclusion</b>		<i>Remarques, remerciements et synthèse</i>	



## 5. Canevas grille d'entretien pour les représentants politiques

Les partis politiques			
Thèmes	Sous-thèmes	Contenu, questions	Relances
<b>Introduction</b>	<i>Généralités et présentation</i>	<i>Introduction (précision du temps, déroulement et obtention du consentement)</i> <i>Nom, prénom, profession, employeur, aspiration politique de la personne</i>	
<i>Implication politique dans le domaine de l'asile</i>		1) Au niveau politique, comment êtes-vous engagé dans le domaine de l'asile ?	Pour quelles raisons ? Est-ce par conviction, intérêt pour le sujet, ou autre... ?
<i>Connaissances sur l'asile</i>	La base de l'asile Le développement Les perspectives	2) En général, que connaissez-vous de l'asile ?	Qui selon vous a droit à l'asile ?
		3) Comment vous situez-vous par rapport au développement successif de la LASI, ces dernières années ?	<i>Par exp. : la création de centres fermés (09.06.2013), les procédures accélérées (24.09.2006), suppression de l'aide sociale pour les requérants déboutés (24.09.2006)...</i>
		4) Quelles perspectives voyez-vous pour l'asile ; en Valais et en Suisse.	<i>Des perspectives dans un niveau futur</i>
<i>L'asile</i>	Point de vue sur l'asile Sensibilité politique Lien asile-société	5) Quelles priorités de l'asile sont à votre avis à prendre en compte ?	
		6) Que pensez-vous des procédures qui ont pour but d'analyser les demandes d'asile ?	
		7) Quelles explications pouvez-vous donner à l'augmentation des	

		demandeurs d'asile ces dernières années ?	
		8) L'intégration des requérants d'asile a-t-elle du sens ?	
<i>Les travailleurs sociaux du domaine de l'asile</i>		9) Quelles connaissances avez-vous du travail des TS dans le domaine de l'asile ?	Quelles actions et interventions faites par les TS sont les plus déterminantes selon vous ? Lesquelles faudrait-il modifier ? Ou ajouter ?
		10) Y-a-t-il du sens, selon vous, que les travailleurs sociaux interviennent dans le domaine de l'asile ?	Pour quelles raisons ?
		11) Quel rôle donnez-vous aux travailleurs sociaux du domaine de l'asile ?	Ont-ils un rôle d'accompagnateur, de garant de la sécurité, d'intermédiaire entre la société et les migrants, ou autre... ?
<i>Les partis politiques et les travailleurs sociaux</i>		12) Y-a-t-il, à votre connaissance, des travailleurs sociaux dans votre parti politique ?	Sinon : pour quelles raisons ?
<i>Vérification des hypothèses</i>		13) Sur quelle base s'appuie votre parti, pour affirmer ses positions par rapport à l'asile ?	Y-a-t-il un partage d'expérience avec les gens du terrain ?
		14) Pour quelles raisons pensez-vous que les discours de votre parti sont en adéquation avec la réalité du terrain ?	Avez-vous des exemples concrets ?
<b>Conclusion</b>		<i>Remarques et remerciements et synthèse</i>	